Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

**N° 2021-101**

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE EGALITE FRATERNITE

DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
ARRONDISSEMENT DU RAINCY
CANTON DE SEVRAN
VILLE DE VILLEPINTE

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE VILLEPINTE

## SEANCE DU 07 JUILLET 2021

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 39

Par suite d'une convocation en date du 1er juillet 2021, les membres composant le Conseil Municipal de Villepinte se sont réunis, aux Espaces "V" Roger Lefort - Salle Jacques Brel, le 07 juillet 2021 à 19 h 30, sous la Présidence de Madame Martine VALLETON, Maire.

*Sont présents :* *33*

Mme VALLETON, M. BEAUDEAU, Mme ADLANI (pouvoir à M. JIAR, puis arrivée au point n° 2021-101), M. MARAN, Mme VERTÉ, M. KHUL, Mme VAUBAN, M. XOSANAVONGSA, Mme PERRON, M. JIAR, Mme LE MOIL, M. DELAMADE, Mme TROUDART, Mme KASMI, M. LLEDO, Mme TEIXEIRA, M. POURPOINT, Mme VACHER, M. FERNANDEZ, Mme SOLEIL, M. LE MOIL, Mme KHUL, M. YANG (parti au point n° 2021-101, puis pouvoir à M. BEAUDEAU), Mme OUARET, Mme ANCHARUZ, Mme YOUSSOUF, M. LAURENT, Mme RIGAL, Mme BEN HADJ KHALIFA, M. SCAGNI, Mme ROLAND, M. CHIROUSE, Mme PHILIPPON-VERMOND.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné procuration :* *6*

| | |
|---|---|
| M. VALLETON | qui a donné pouvoir à Mme VALLETON |
| M. LE NEINDRE | qui a donné pouvoir à Mme PERRON |
| M. GALIN | qui a donné pouvoir à Mme VERTÉ |
| M. KERAUDREN | qui a donné pouvoir à Mme YOUSSOUF |
| M. FAGUIER | qui a donné pouvoir à Mme ROLAND |
| Mme BENHSAINE | qui a donné pouvoir à Mme RIGAL |

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal.

Mme VERTÉ est désignée pour remplir cette fonction.

*OBJET : INSTANCES*
*Compte-rendu de la Chambre Régionale des Comptes.*
*Délibération n° 2021-101*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,
Vu le Code des Juridictions Financières et notamment ses articles L.211-8 et L.243-6,
Vu le rapport de présentation ci-annexé,
Vu le rapport de la Chambre Régionale des Comptes ci-annexé,

Considérant que l'article L.243-6 du Code des Juridictions Financières dispose : « le rapport d'observations définitives est communiqué par l'exécutif de la Collectivité Territoriale ou de l'établissement public à son Assemblée Délibérante, dès sa plus proche réunion. Il fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante ; il est joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'Assemblée Délibérante et donne lieu à un débat »,

Considérant que la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France a procédé au contrôle de la gestion de la Ville de Villepinte pour les exercices 2013 et suivants,

Considérant qu'à l'issue de ce contrôle, la Chambre Régionale des Comptes a transmis un rapport d'observations définitives à la Ville le 28 Avril 2021,

Considérant que le rapport d'observations définitives, intégrant les réponses du Mairie de Villepinte a été communiqué à la Ville de Villepinte le 18 Juin 2021,

Considérant que ce rapport doit être communiqué à l'Assemblée Délibérante et donne lieu à un débat,

Après avis de la Commission des Finances, Ressources Humaines, Commande Publique et Evaluation des Politiques du 29 juin 2021.
Après avis du Bureau Municipal du 30 juin 2021.

Ayant entendu son Rapporteur, Madame PERRON,

Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE :

Article 1 : **Prend acte de la communication** des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France transmises à la Ville de Villepinte le 18 juin 2021.

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL,

FAIT ET CLOS LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS
ET ONT SIGNE LES MEMBRES PRESENTS

VILLEPINTE, le 07 juillet 2021

Le Maire,
1ère Vice-Présidente déléguée à l'Aménagement du Territoire
Paris Terres d'Envol

MAIRIE DE VILLEPINTE (Seine St-Denis)

Martine VALLETON

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

*DIRECTION GENERALE ADJOINTE POPULATION, EDUCATION ET CITOYENNETE*
*DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DES INSTANCES*

# *RAPPORT DE PRESENTATION*

*relatif à la délibération n° 2021-101*

## *Conseil Municipal du 07 Juillet 2021*

*RAPPORTEUR :* *Madame PERRON*

*OBJET :* *II - INSTANCES*
1 - Compte-rendu de la Chambre Régionale des Comptes.

En application des dispositions de l'article L.211-8 du Code des Juridictions Financières, la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France a examiné certains aspects de la gestion de la Ville de Villepinte durant les exercices 2013 et suivants.

L'instruction a été réalisée de Novembre 2018 à Mai 2019. A son issue, cet examen de gestion a fait l'objet d'un rapport d'observations définitives transmis à la Ville de Villepinte. Le rapport d'observations définitives, intégrant les réponses du Maire de Villepinte, a été communiqué à la Ville par courrier du 18 Juin 2021.

L'article L. 243-6 du Code des Juridictions Financières fait obligation aux exécutifs des Collectivités de communiquer à leur Assemblée Délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en Conseil Municipal.

*CONCLUSION*

Il est donc proposé à l'Assemblée Délibérante de bien vouloir prendre acte de la communication des observations définitives formulées par Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes.

*Avis de la Commission des Finances, Ressources Humaines, Commande Publique et Evaluation des Politiques du 29 juin 2021.*
*Avis du Bureau Municipal du 30 juin 2021.*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Chambre régionale
des comptes
Île-de-France

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES
ET SA REPONSE

# COMMUNE DE VILLEPINTE

(93)

Exercices 2013 et suivants

Observations
délibérées le 4 mars 2021

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# TABLE DES MATIÈRES

**SYNTHESE** ..... **3**
**RAPPELS AU DROIT ET RECOMMANDATIONS** ..... **5**
**PROCEDURE** ..... **6**
**OBSERVATIONS** ..... **8**
**1 LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE** ..... **8**
**2 LA FIABILITÉ DES COMPTES** ..... **10**
2.1 Une fonction financière à renforcer ..... 10
2.2 La direction des affaires financières ..... 11
2.3 Les relations avec la trésorerie municipale ..... 12
2.4 La fiabilité des comptes ..... 12
2.4.1 Les actifs immobilisés ..... 12
2.4.2 Les immobilisations financières ..... 14
2.4.5 Les dotations aux provisions ..... 22
2.5 Le contrôle des régies ..... 24
2.6 L'information budgétaire ..... 25
2.6.1 Les débats et rapports d'orientation budgétaire ..... 25
2.6.2 Les prévisions budgétaires ..... 25
**3 L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE** ..... **28**
3.1 L'impact des réformes territoriales ..... 30
3.2 L'impact de la liquidation de la Semaville ..... 32
3.3 La section de fonctionnement ..... 32
3.3.1 Les recettes de fonctionnement ..... 32
3.3.2 Les dépenses de la section de fonctionnement ..... 36
3.4 La section d'investissement ..... 38
3.4.1 La capacité d'autofinancement ..... 38
3.4.2 Les recettes d'investissement ..... 39
3.4.3 Les dépenses d'investissement ..... 40
3.4.4 La dette ..... 42
3.5 Appréciation générale ..... 42
**4 UN ÉQUIPEMENT PUBLIC : LA ZAC DE LA PÉPINIÈRE** ..... **43**
4.1 Le cadre juridique ..... 44
4.2 L'évolution de la Zac ..... 44
4.3 Les coûts liés à la Zac ..... 46
**5 LA COMMANDE PUBLIQUE** ..... **50**
5.1 La politique des achats ..... 50
5.2 L'organisation ..... 50
5.2.1 Une direction réorganisée ..... 51
5.2.2 L'activité de la commande publique ..... 51

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



5.3 Le processus d'achat ..... 52
5.3.1 Le contrôle interne ..... 52
5.3.2 Les achats hors marchés ..... 52
5.3.3 La computation des seuils ..... 54
5.3.4 Les avenants ..... 56
5.3.5 Les relances ..... 56
5.4 Appréciation générale ..... 57
**ANNEXES ..... 58**

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# SYNTHESE

La chambre régionale des comptes Île-de-France a contrôlé les comptes et la gestion de la commune de Villepinte en Seine-Saint-Denis. Le contrôle a porté principalement sur les exercice 2013 à 2018 en intégrant, dans une certaine mesure, des données de 2019 et 2020.

**La fiabilité perfectible de l'information comptable et budgétaire**

La fiabilité des comptes de la commune doit être améliorée : un tiers de l'état de l'actif n'est pas identifiable ; les immobilisations en cours sont en grande partie non justifiées ; les immobilisations financières sont inexactes ; les rattachements de charges et produits sont insuffisants ; les dotations aux provisions sont inexactes.

Les prévisions budgétaires présentées aux assemblées délibérantes sont incomplètes et ne permettent pas d'ajuster les taux d'exécution des dépenses et des recettes en investissements.

Enfin, la séparation des exercices comptables souffre de reports importants entre exercices en matière d'investissement alors que la commune a recours aux autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

**Une situation financière maîtrisée mais des perspectives préoccupantes**

L'intégration de la commune de Villepinte au sein de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'envol le 1er janvier 2016 n'a eu que peu d'impact sur sa situation financière.

De 2013 à 2015, la commune a subi un « effet de ciseaux » dû à la hausse sensible des charges et au léger recul des produits. À partir de 2016, le programme de maîtrise des charges, conjuguée à une hausse des recettes fiscales, a permis de restaurer la capacité d'autofinancement brute, qui a atteint près de 12 % des produits de gestion.

La commune a réduit ses dépenses d'équipement à partir de 2016, ce qui lui a permis parallèlement à l'augmentation de sa capacité d'autofinancement de réduire son recours à l'emprunt. Ainsi, l'encours de la dette s'est stabilisé et la capacité de désendettement de la commune se situait à seulement 2,9 années en 2018, très en deçà du seuil d'alerte de 12 ans. Toutefois, l'examen des exercices 2019 et 2020 montre un infléchissement de cette trajectoire. La capacité d'autofinancement (CAF) brute en baisse ne représentait plus *in fine* que 8,5 % des produits de gestion.

Si la contribution importante des subventions reçues et des produits de cession d'immobilisations dans le financement des investissements a permis d'exécuter un programme d'investissement soutenu, la commune doit s'interroger sur la pérennité de cette stratégie financière.

Elle doit aussi assumer l'impact de la nécessaire régularisation comptable de la perte d'une créance irrécouvrable de près de 9 M€ sur la Semaville, qui va réduire les fonds propres disponibles pour le soutien des investissements.

**Le quasi-doublement du budget de la zone d'aménagement concertée (Zac) de la Pépinière**

La Zac de la Pépinière a fait l'objet d'un traité d'aménagement en date du 6 septembre 2007. Mise en sommeil entre 2007 et 2014, elle a connu plusieurs avenants en 2014, 2015, 2017.

L'examen du bilan de la Zac montre un dépassement conséquent du budget, porté de 13,4 M€ en 2007 (dont 4,9 M€ de travaux) à 22,5 M€ en 2017 (dont 10,9 M€ de travaux) entrainant un bouleversement de son économie générale, porteur de risques juridiques et financiers à ce jour non évalués.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Une pratique de la commande publique à sécuriser**

La politique d'achat de la commune est peu formalisée et le pilotage de la commande publique nécessite d'être sécurisé.

La commune a certes procédé à la réorganisation de ses services chargés de la commande publique mais les relations avec les services ordonnateurs restent à renforcer afin que la culture de l'achat public soit mieux partagée.

Le niveau élevé des achats réalisés hors marchés souligne les défauts d'un système d'information qui peine encore à assurer une computation des seuils et un encadrement fiable de l'expression des besoins.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# RAPPELS AU DROIT ET RECOMMANDATIONS

*Au terme de ses travaux, la chambre adresse les recommandations reprises dans la présente section.*

**Les recommandations qui suivent sont des rappels au droit :**

---

Rappel au droit n° 1 : Réaliser un inventaire physique des immobilisations, conformément à l'instruction codificatrice M14. ..... 13

Rappel au droit n° 2 : Apurer les comptes 23 conformément à l'instruction codificatrice M14. ..... 14

Rappel au droit n° 3 : Mettre en concordance les amortissements de l'état de l'actif avec ceux du compte de gestion, conformément à l'instruction codificatrice M14. ..... 14

Rappel au droit n° 4 : Régulariser les charges à répartir conformément à l'instruction M14.. 16

Rappel au droit n° 5 : Alimenter le compte de provisions pour dépréciations des créances conformément à l'instruction codificatrice M14. ..... 17

Rappel au droit n° 6 : Procéder aux rattachements des produits à l'exercice concerné conformément à l'instruction codificatrice M14. ..... 18

---

**Les autres recommandations adressées par la chambre sont les suivantes :**

---

Recommandation n° 1 : Mettre en œuvre une politique des achats dotée d'indicateurs de suivi. ..... 50

Recommandation n° 2 : Mettre en place un dispositif de contrôle interne de la commande publique..... 56

---

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# PROCEDURE

## Compétence de la chambre

La chambre régionale des comptes Île-de-France a procédé, dans le cadre de son programme de travail de 2018, au contrôle des comptes et à l'examen de la gestion de la commune de Villepinte pour les exercices 2013 et suivants.

Les différentes étapes de la procédure, notamment au titre de la contradiction avec l'ordonnateur, telles qu'elles ont été définies par le code des juridictions financières et précisées par le recueil des normes professionnelles des chambres régionales et territoriales des comptes, sont présentées en annexe n° 1.

## Notification et thèmes du contrôle

Le présent contrôle a été notifié, par courrier du 26 octobre 2018, distribué le 29 octobre à Mme Martine Valleton, maire en fonctions.

Le contrôle a également été notifié à l'ancien ordonnateur, Mme Nelly Rolland, par courrier du 13 décembre 2018, distribué le 14 décembre 2018.

## Déroulement de l'instruction

L'instruction s'est déroulée entre novembre 2018 et mai 2019.

L'équipe de contrôle a rencontré Mme Valleton, maire de la ville de Villepinte, le 22 novembre 2018, pour un entretien de début de contrôle. Le directeur général des services était présent.

L'entretien de fin de contrôle s'est tenu le 13 juin 2019, dans les locaux de la mairie.

Les diligences accomplies lors de ce contrôle ont pris la forme :

- de questionnaires adressés à la collectivité ;
- d'entretiens avec le directeur général des services, la directrice des services techniques, la responsable de l'aménagement, la directrice générale adjoint en charge des ressources et de la transversalité, la responsable des affaires financières, la responsable de la commande publique, le responsable des ressources humaines, le directeur général adjoint en charge des services à la population, le responsable « Jeunesse et vie locale » et enfin le responsable des sports. Les entretiens ont eu lieu dans les locaux de la mairie à plusieurs reprises : les 17, 21, 29 janvier et 5 février 2019 ; le 17 avril ;
- de contrôles effectués sur place dans le service de la commande publique le 14 février 2019 ainsi que dans celui des ressources humaines le 1er avril 2019 ;
- d'échanges téléphoniques et de courriels.

La chambre a adopté des observations provisoires par délibéré du 15 octobre 2019. Le rapport d'observations provisoires a été notifié par voie électronique le 16 mars 2020 à l'ordonnateur en fonctions. La réponse de ce dernier a été envoyée à la chambre le 26 juin 2020 et reçue le 2 juillet 2020.

L'instruction de ce rapport a été réalisée préalablement à la crise sanitaire mais la collectivité a souligné dans sa réponse les difficultés qu'elle a rencontrées pour apporter une réponse étayée à la chambre dans le contexte de la crise sanitaire, malgré les délais supplémentaires de réponse accordés par le président de la chambre.

La chambre a adopté des observations définitives par délibéré du 4 mars 2021.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



La réponse de la commune au rapport d'observations définitives, qui lui a été adressé le 28avril 2021, a été reçue par la chambre le 7 juin 2021. Cette réponse est jointe en annexe au présent rapport.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



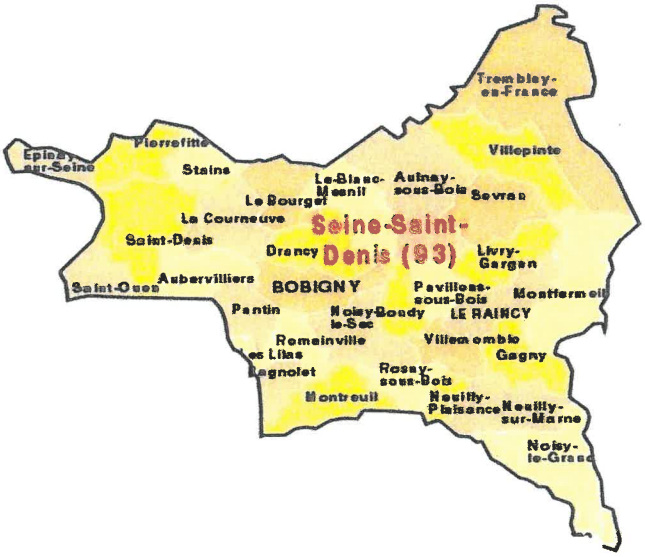
*« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration »*
*Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*

# OBSERVATIONS

## 1 LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE

Située au cœur d'une plaine céréalière, au nord-est du département de Seine-Saint-Denis, à la frontière avec la Val-d'Oise, la commune de Villepinte comptait, selon l'Institut national de la statistique et des études économique-Insee), 36 809 habitants au 1er janvier 2019, y compris la population dite comptée à part[1] et qui s'élevait à 153 personnes.

**Carte n° 1 : La Seine-Saint-Denis**




Sur le plan géographique, avec au nord-ouest le parc départemental du Sausset et au sud-est le parc forestier de la Poudrerie et le parc forestier national de Sevran, Villepinte voit son territoire de 10,37 km² occupé à plus de 30 % par des espaces verts.

Il faut noter la présence sur le territoire de Villepinte du parc des expositions, situé en face de la zone d'activités de Paris-Nord 2. Constitué de bâtiments destinés à accueillir différents salons, le parc des expositions dispose d'une emprise globale au sol de 135 hectares. Selon la chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France, il est le sixième sur le plan européen et le premier au plan national. Il fait partie des sites dont les sociétés d'exploitation sont détenues à parité par la CCI Paris Île-de-France et la société Unibail-Rodamco SE. Il est plus particulièrement géré par la société-mère Viparis Holding, société anonyme au capital de 23 M€ et dont le siège est à Paris.

La commune de Villepinte est desservie par six lignes de bus et deux gares du RER B (Villepinte et Parc des expositions). Les axes autoroutiers A1 à l'ouest, A104 à l'est et la nationale N2 innervent le territoire de la commune.

Ville jeune et familiale, la population de Villepinte a connu une très forte croissance entre 1968 et 1999 mais a plutôt tendance à stagner depuis les années 2000. Un tiers de la population est âgée de moins de 19 ans, ce qui explique le nombre élevé d'écoles (10 écoles maternelles et 11 écoles élémentaires) et d'établissements du second degré (4 collèges et 3 lycées).

[1] Population comptée à part : étudiants, personnes ayant conservé une résidence sur la commune après leur déménagement, les personnes ayant une résidence familiale dans la commune mais résidant dans une communauté située sur une autre commune (maison de retraite, communauté religieuse, caserne, résidence sociale) et les élèves mineurs internes.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Avec 47 % de la population, les moins de 30 ans sont presque majoritaires par rapport aux 30-60 ans (39 %) et aux plus de 60 ans (14 %).

Les actifs (ayant un emploi ou chômeurs) représentent environ 70 % de la population. Les 30 % restants sont constitués d'élèves/étudiants, retraités et autres inactifs.

La population active est composée d'employés, ouvriers, retraités et sans profession à hauteur de 80 %. Le taux de chômage des 15-64 ans était de plus de 20 % en 2015 (à parts égales pour les hommes et pour les femmes).

Une moitié seulement des sols villepintois est consacré à l'habitat, le tiers nord-ouest de la ville ainsi que sa pointe sud étant principalement occupés par des espaces verts et des activités économiques.

Sur les 12 400 logements présents sur le territoire de la commune, on compte légèrement plus de maisons que d'appartements. Ces derniers sont d'ailleurs des logements pouvant accueillir plutôt de grandes familles, majoritairement de 4 et 5 pièces.

Les 3 291 logements sociaux (soit 26 % du parc immobilier) appartiennent à des bailleurs sociaux.

**Le contexte intercommunal**

La commune de Villepinte constituait avec Sevran et Tremblay-en-France la communauté d'agglomération Terres de France, créée en 2010 et supprimée le 31 décembre 2015. Les communes membres ont été rattachées à l'établissement public territorial (EPT) Terres d'Envol auquel ont aussi été intégrées trois communes antérieurement membres de la communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget (Drancy, Le Bourget, Dugny) et deux communes « isolées » (Blanc-Mesnil, Aulnay-sous-Bois). Cette dernière est la ville siège de l'EPT.

Depuis le 1er janvier 2017, toutes les communes de Paris Terres d'Envol font partie de l'arrondissement du Raincy, après le rattachement du Bourget, de Drancy et de Dugny qui étaient auparavant dans l'arrondissement de Bobigny.

L'établissement public territorial exerce les compétences qui lui sont assignées par la loi et qui relèvent essentiellement de la politique de la ville, de la construction et de la gestion d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt territorial, de l'assainissement et de l'eau, de la gestion des déchets ménagers et assimilé et de l'action sociale d'intérêt territorial. Il est chargée d'élaborer un plan local d'urbanisme intercommunal.

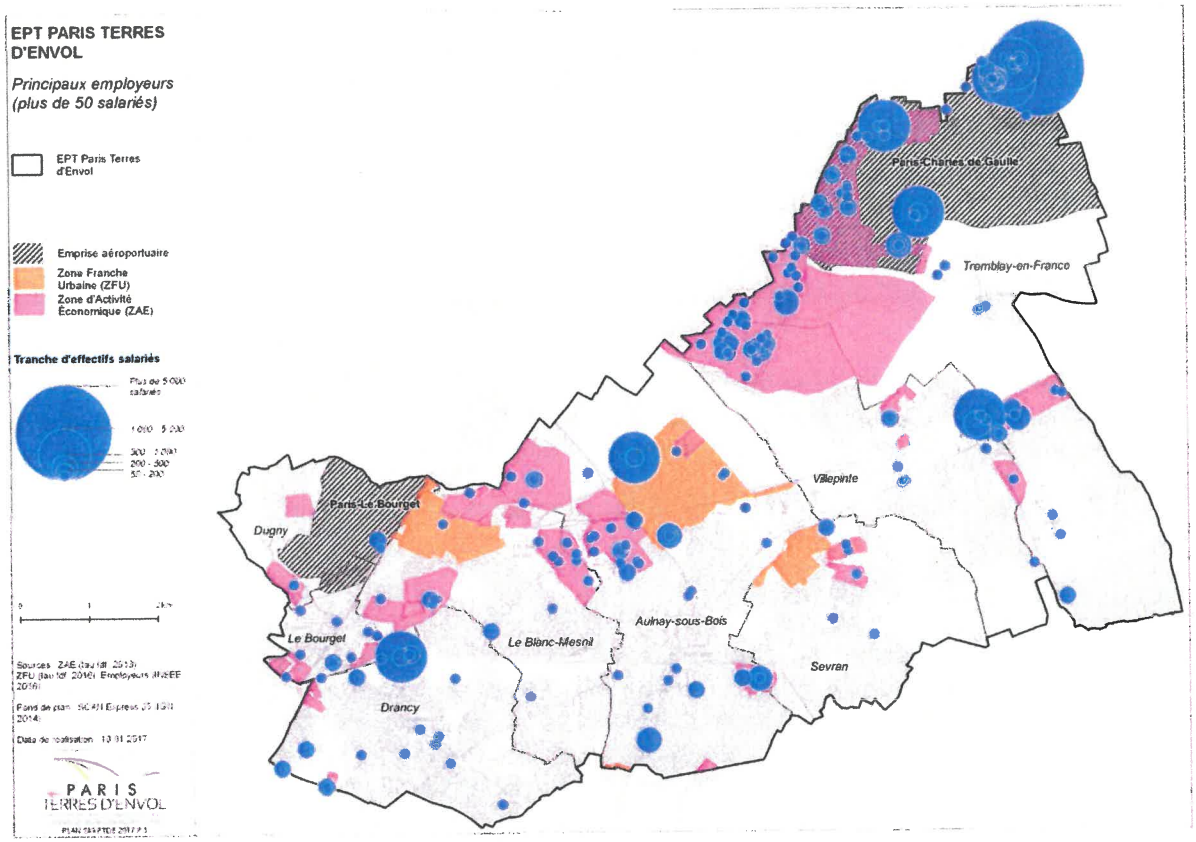
Il exerce aussi les compétences antérieurement transférées par les communes aux deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui l'ont précédé, la communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget et la communauté d'agglomération Terres de France. Par conséquent, les compétences exercées par l'EPT à ce titre sont différentes selon les communes en fonction de l'EPCI auquel elles appartenaient avant le 1er janvier 2016.

Le conseil territorial de l'établissement public Paris Terres d'Envol a adopté en décembre 2017 un plan local d'urbanisme intercommunal (qui constitue désormais le document de référence en matière d'urbanisme et de développement durable pour la commune de Villepinte). Sur son site officiel, la ville de Villepinte insiste d'ailleurs sur sa forte implication dans une démarche de développement durable.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Carte n° 2 : EPT PARIS TERRES D'ENVOL**




*Source : site internet de l'EPT Paris Terre d'Envol*

Les EPT sont des EPCI sans fiscalité propre. Leurs ressources proviennent essentiellement d'autres collectivités. Depuis leur création, le 1er janvier 2016, ils perçoivent la cotisation foncière des entreprises (CFE) mais celle-ci doit être transférée à compter du 1er janvier 2023 à la Métropole du Grand Paris (MGP), qui percevra alors la totalité du produit de la fiscalité économique, précédemment attribué aux EPCI à fiscalité propre.

Réunis pour la première fois le 11 janvier 2016, les conseillers territoriaux ont élu Bruno Beschizza, maire d'Aulnay-sous-Bois et conseiller régional d'Île-de-France, président de Paris Terres d'Envol. Les 72 conseillers territoriaux sont répartis en fonction du nombre d'habitants : Aulnay-sous-Bois : 18 ; Drancy : 14 ; Dugny : 2 ; Le Blanc-Mesnil : 11 ; Le Bourget : 3 ; Sevran : 10 ; Tremblay-en-France : 7 ; Villepinte : 7.

# 2 LA FIABILITÉ DES COMPTES

## 2.1 Une fonction financière à renforcer

La fonction financière est organisée de façon classique avec un service composé d'un pôle de la gestion financière et d'un pôle de la comptabilité et du contrôle interne. Les deux fonctions sont regroupées au sein de la direction des affaires financières.

Le pôle de la gestion financière est composé d'une personne qui aide à la préparation budgétaire, effectue le suivi des régies (rédaction des actes, arrêtés et décisions et le contrôle interne des régies). Il est aussi chargé du suivi de l'actif.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Le pôle de la comptabilité et du contrôle interne est composé d'un responsable et de quatre agents. Outre le management de l'équipe, le responsable effectue le contrôle des bons de commandes, le suivi de la trésorerie et des tableaux de bord « *reporting* » (reports, rattachements, communication de l'exécution). Le travail des gestionnaires est réparti par direction et inclut les contrôles de bons de commandes, de liquidations des dépenses et des recettes ainsi que le mandatement, l'enregistrement des marchés dans le logiciel et le suivi des tableaux de bord (restauration, les acomptes versés sur les subventions, le suivi des encaissements des régies de recettes).

La collectivité a indiqué utiliser les logiciels suivants : Finance active (gestion dettes et prospective financière), GFI-Astre (gestion financière), GFI-Immos (gestion des immo.), GFI-Module société d'économie mixte (Sem) (marchés publics), Telino-Telios/Telino-Demabox (parapheur électronique et autres démat.), et Helios (portail direction générale des finances publiques - DGFip). La diversité et le nombre de ces outils devraient lui permettre d'exercer un contrôle de gestion adapté à ses besoins.

Le choix s'est porté sur des produits connus émanant d'éditeurs bien positionnés sur le marché des collectivités locales. Sur la période, le coût annuel moyen (le prix d'achat et éventuellement la maintenance) des logiciels énumérés est de 51 272 €[2]. Ce montant parait d'autant moins négligeable que la responsable des finances et la Directrice générale adjointe (DGA) Ressources ont indiqué à la chambre que les différents logiciels sont soit sous-exploités soit sous-dimensionnés par rapport à l'usage qui en est fait.

En effet, si la nécessité d'effectuer un suivi budgétaire et comptable plus complet et plus rigoureux a bien été évoquée avec les intéressés, le manque de culture de contrôle de gestion au sein des services municipaux est flagrant. La directrice des affaires financières a indiqué à ce sujet que l'envoi régulier des états de suivi de l'exécution budgétaire par les services (réalisation des dépenses essentiellement) est récent. Elle ne peut d'ailleurs assurer que les services exploitent réellement les documents en question.

La culture du contrôle de gestion ou, *a minima*, de suivi du budget est loin d'être acquise au sein des services municipaux.

De façon plus globale, les dispositifs de mesure de l'activité, de la performance et de l'efficience des services restent à développer au sein des services communaux. À titre d'exemple, les services ne produisent pas de propositions de recettes à l'appui de leurs demandes de crédits et n'en suivent pas non plus l'encaissement. C'est au service Comptabilité et Finances qu'incombe cette tâche. Il faut d'ailleurs noter la création récente d'un poste d'optimisation des recettes, directement rattaché à la directrice générale adjointe Ressources et Transversalité, occupé par un agent de catégorie A.

Avec les outils dont elle dispose, la commune doit mettre en place un contrôle de gestion efficace doublé de procédures de contrôle. La préparation budgétaire ne repose pas sur une procédure clairement établie.

## 2.2 La direction des affaires financières

Outre ses fonctions de management, la directrice des affaires financières est notamment responsable de la préparation budgétaire, de la prospective financière et de la gestion de la dette. De plus, elle assure l'interface avec le service financier de l'EPT.

Un poste de chargé d'optimisation des recettes a été créé. Selon l'organigramme, il est directement rattaché à la DGA Ressources et Transversalité et n'entre donc pas dans les effectifs de la direction des affaires financières.

[2] Soit 6418+6632+658+4200+(3644/3*4) + (199 540/7).

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Au cours d'un entretien, la directrice des affaires financières a indiqué qu'un des gestionnaires comptables avait quitté son service en décembre dernier et qu'après une procédure de sélection menée jusqu'à son terme, cet agent n'avait finalement pas été remplacé. La direction compte désormais six personnes dont la directrice.

Comme exposé *infra*, la collectivité doit fournir un très important travail afin de constituer l'inventaire physique de ses immobilisations, mettre en concordance cet inventaire avec l'état de l'actif et apurer les comptes des écritures non justifiées.

## 2.3 Les relations avec la trésorerie municipale

Une charte de partenariat a été signée par la commune, la trésorerie municipale et la Trésorerie générale de Seine Saint-Denis, le 15 octobre 2002, avec huit objectifs forts. Les signataires se sont engagés à : 1) formaliser leurs relations ; 2) optimiser la circulation de l'information ; 3) améliorer le recouvrement des titres communaux ; 4) améliorer la gestion de la dépense ; 5) optimiser la gestion de la trésorerie ; 6) améliorer les délais de production de fin d'exercice ; 7) valoriser les comptes ; et enfin 8) suivre l'exécution de la charte.

La direction des affaires financières a élaboré une note présentant le suivi de cette charte.

Cette charte a bien été mise en œuvre et relativement bien exécutée. Il convient à présent qu'elle soit actualisée en y associant le comptable actuel.

## 2.4 La fiabilité des comptes

Le bilan de la commune, présenté en annexe n° 2, a progressé de 25,1 % sur la période sous revue, passant d'un total, en valeurs nettes, de 241,32 M€ en 2013 à 301,96 M€ au 31 décembre 2017, essentiellement du fait des actifs immobilisés, qui ont augmenté de 23,0 %. On observe en corollaire une augmentation de 33,4 % des emprunts auprès des établissements de crédits.

La responsabilité de la comptabilité de la commune a été transférée au 1er septembre 2017 de la trésorerie de Sevran à celle de Tremblay-en-France. La trésorerie de Sevran est désormais chargée de la comptabilité de l'EPT.

### 2.4.1 Les actifs immobilisés

Les actifs immobilisés de la commune de Villepinte ont progressé en valeurs brutes de 250,87 M€ en 2013 à 310,29 M€ au 31 décembre 2017. En particulier, les constructions ont connu sur cette période une forte progression, de 75,58 M€ à 101,48 M€. Elles représentaient 33 % du total de l'actif immobilisé fin 2017. Il s'agit de travaux effectués principalement sur des bâtiments dont des écoles, gymnases, centres de loisirs et tennis.

Par ailleurs, la part des immobilisations corporelles en cours (77,94 M€ au 31 décembre 2017) est également particulièrement importante, avec 25 % du total de l'actif immobilisé.

#### 2.4.1.1 Un tiers de l'état de l'actif non renseigné

L'état de l'actif au 31 décembre 2017 a été produit par le comptable. Il présente un total en valeurs brutes de 315 587 805,67 €. La différence constatée avec le total de l'actif immobilisé au bilan, soit un écart de 5 301 257,16 €, représente les droits du remettant dans le cadre du transfert de la compétence « Assainissement » (compte créditeur 2492 « Droits du remettant : mise à disposition dans le cadre du transfert de compétences »). Ces droits sont liés au réseau Assainissement transféré à l'EPT au 1er janvier 2016.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



L'état de l'actif présente certaines lignes de comptes avec l'intitulé « Migration Compte XX ». Ces lignes, en date du 3 novembre 2008, s'élèvent à 112 494 393,98 €, soit 36,3 % du total de l'actif immobilisé. Ce libellé aurait été intégré lors de la migration à Helios par la trésorerie. Un travail de rapprochement entre les équipes de la direction des affaires financières et la trésorerie devra être réalisé afin d'identifier les biens concernés par ces écritures.

#### 2.4.1.2 Un actif très largement non documenté

L'inventaire communal, produit au 31 décembre 2017, ne présente que les immobilisations incorporelles et corporelles et s'élève à un total de 167,80 M€. Il est donc largement incomplet, le total des immobilisations incorporelles et corporelles en valeurs brutes s'élevant à 301,13 M€. On peut donc conclure que seulement 55,7 % des immobilisations incorporelles et corporelles sont justifiés.

En outre, la commune ne réalise pas d'inventaire physique.

En conclusion, la commune méconnait son état comptable des immobilisations et s'abstient de réaliser un inventaire physique qui aiderait à la fiabilisation de cet état. Elle s'engage cependant à procéder à cette réalisation et à nommer un chef de projet à cette fin.

**Rappel au droit n° 1 : Réaliser un inventaire physique des immobilisations, conformément à l'instruction codificatrice M14.**

#### 2.4.1.3 Des immobilisations en cours en grande partie non justifiées

Avec un montant de 78,27 M€, les immobilisations en cours représentaient au 31 décembre 2017, 26 % des immobilisations en valeurs brutes (hors immobilisations financières). Elles ont diminué sur la période de 1,4 % à 79,37 M€ fin 2013. L'analyse du solde fin 2017, à partir de l'état de l'actif, montre que 65,6 % du total (soit 51,32 M€) proviennent de l'écriture de migration Helios de novembre 2008.

La commune a indiqué que la direction des finances fait le point, une fois par an, avec chaque service concerné, sur la date d'achèvement des travaux afin d'effectuer le transfert aux comptes 21.

Au cours de la période sous revue, seulement cinq[3] opérations ont donné lieu à des transferts dans les comptes 21, pour un total de 15,46 M€, effectués en 2015 et 2016. Selon les éléments transmis par la commune, aucun autre transfert n'a été effectué sur les autres exercices sous revue.

La responsabilité de ces retards incombe à l'ordonnateur. En effet, le comptable ne peut procéder à ces transferts sans que l'ordonnateur ait émis au préalable un certificat administratif attestant de la mise en service des biens en question.

La commune a fourni un état des immobilisations en cours arrêté fin 2018 à 19,56 M€. Hors opérations de 2018, l'état présente un total de 19,37 M€ au 31 décembre 2017. Ce solde permet de justifier seulement 24,7 % du solde des immobilisations en cours au 31 décembre 2017.

La commune a indiqué que le travail d'apurement des immobilisations en cours entrait dans la démarche globale de révision des immobilisations qui doit être menée. Cette démarche comprend l'inventaire physique et la mise en concordance des inventaires de la trésorerie et de la commune.

[3] 2015 Quartier Trilogies Pasteur ; 2015 ALSH (Accueil de loisirs sans hébergement) Les Fontaines ; 2015 Crèche London ; 2015 Extension groupe scolaire Vert Galant 2 ; 2016 Terrain Football américain.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Elle précise en outre qu'un groupe de travail sur le sujet « immobilisations » avait été constitué en 2012. L'acquisition d'un logiciel de gestion du patrimoine et la nécessité de nommer un chef de projet avaient fait l'unanimité. Aucune suite n'a été donnée à ces travaux.

La collectivité indique qu'une gestionnaire comptable a été affectée à la régularisation des comptes 20 et 23.

**Rappel au droit n° 2 : Apurer les comptes 23 conformément à l'instruction codificatrice M14.**

#### 2.4.1.4 Des amortissements peu fiables

Les durées d'amortissements des immobilisations ont été mises en conformité avec l'instruction M14 antérieurement à la période sous revue, par une délibération du 3 octobre 2012. Cette délibération a été complétée le 26 juin 2013 avec l'ajout notamment de l'amortissement des immeubles de rapport sur une durée de 50 ans et le 6 octobre 2018, avec l'amortissement des subventions d'équipement en nature, sur une durée de 5 ans.

Les montants des amortissements recensés dans l'état de l'actif (19,28 M€) diffèrent de ceux comptabilisés dans le compte de gestion (23,32 M€). Un rapprochement du comptable et de la commune sur ce sujet est nécessaire.

Ce travail de mise à niveau de l'état de l'actif est essentiellement du ressort de la trésorerie, en lien avec la commune. La commune a soulevé ce point avec la trésorerie de Sevran puis avec celle de Tremblay-en-France (1er septembre 2017), qui estiment que leurs effectifs et les compétences de leurs agents ne leur permettent pas de réaliser ce travail.

En outre, d'après l'instruction M14, certains biens totalement amortis doivent être sortis de l'actif. Il s'agit notamment des frais d'études et des subventions d'équipements versées.

Dans le cas de la commune de Villepinte, seuls les frais d'études sont concernés pour un total de 126 750 € qui devrait être soldés car totalement amortis.

**Rappel au droit n° 3 : Mettre en concordance les amortissements de l'état de l'actif avec ceux du compte de gestion, conformément à l'instruction codificatrice M14.**

### 2.4.2 Les immobilisations financières

Les immobilisations financières sont stables sur la période et s'élèvent à 9 150 475 € au 31 décembre 2017 :

**Tableau n° 1 : Détail des immobilisations financières au 31 décembre 2017**

| | | |
|---|---|---|
| **Participations et créances rattachées** | **220 934** | |
| compte 261 titres de participation: "Migration compte 261" | | 220 214 |
| compte 266 autres formes de participation: "parts sociales sté Parc d'équi" | | 720 |
| **Participations et créances rattachées** | | **220 934** |
| **Prêts** | **8 842 043** | |
| compte 274 – prêts « « Migration compte 274 » | | **8 842 043** |
| **Autres créances immobilisées** | **87 498** | |
| compte 275 - dépôts et cautionnements versés - "Migration compte 275" | | 77 979 |
| compte 27633 - créances sur département - "Migration compte 27633" | | 1 394 |
| compte 27638 - créances sur département - "Migration compte 27638" | | 8 126 |
| **Autres créances immobilisées** | | **87 498** |

*Sources : compte de gestion 2017 et état de l'actif 2017*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



On observe que la quasi-intégralité de ces postes est issue de la « migration Helios » déjà évoquée, ce qui ne permet pas d'avoir une connaissance de la nature de ces immobilisations.

Après recherches par la commune, il ressort que les titres de participations représentaient la participation de la commune dans la Société d'économie mixte Villepinte (Semaville), société liquidée en 2000 (délibération du 4 octobre 2000). Les titres de participations, d'un montant de 220 213,66 €, aurait donc dû être soldés à cette date.

Le montant du compte de prêt (274) n'a pu être expliqué par la commune, en dehors du fait que l'écriture est antérieure à 1997.

À partir des documents fournis, notamment la délibération d'octobre 2000, et des observations définitives issues de son précédent contrôle, la chambre a reconstitué les évènements. Ils sont présentés ci-après.

#### 2.4.2.1 Des immobilisations financières liées à une société liquidée depuis 2000

Le protocole d'accord signé le 13 décembre 1995 par la commune de Villepinte, la Semaville et le Crédit foncier rappelle les faits ayant abouti à cette créance de 8,84 M€, liée à la création d'une Zac Centre-ville, approuvée par le conseil municipal du 25 mai 1992. Le Crédit foncier avait consenti deux prêts à Semaville pour un montant total initial de 47,5 MF, soit 7 241 328 €, avec un point de départ en 1990 et 1991, soit avant l'autorisation de création de la Zac. La commune s'était portée garante de ces emprunts de la Semaville à hauteur de 80 %.

La Semaville a éprouvé des difficultés de remboursement dès le début et, à partir de 1993, les impayés et retards se sont accumulés. Comme précisé dans les observations définitives de la chambre sur la commune de Villepinte, en date du 23 mai 1996, *« les difficultés de la SEM ont conduit à sa dissolution et à sa liquidation à l'amiable, décidées le 19 décembre 1995, et par conséquent à la réalisation des engagements de la commune ».* Ainsi, le protocole, en son article 1er, indique que les prêts accordés à la Semaville sont repris par la commune de Villepinte. Les soldes des deux prêts, sur lesquels le Crédit foncier renonce à percevoir une part d'intérêts, s'élèvent au total à 8 842 043 € :

- prêt n° 45.0863.035.46 Y : 50 013 465,24 - 5 923 892,97 = 44 089 572,27 F, soit 6 721 411,96 € ;
- prêt n° 45.0864.146.46 L : 14 380 282,41 - 469 854,68 = 13 910 427,73 F, soit 2 120 631,04 €.

Conformément à ses engagements, la commune a remboursé les prêts en lieu et place de la Semaville. Considérant qu'elle disposait de ce fait d'une créance sur la Semaville, elle a inscrit la somme correspondante à l'actif de son bilan. Or, ces deux prêts auraient dû être soldés, comme les titres de participations, au moment de la dissolution de la Semaville, en 2000.

La délibération n° 2000-184 du 4 octobre 2000 intitulée *« renonciation de la commune à la créance envers la Semaville »* rappelait pour sa part l'engagement de la commune signé le 13 décembre 1995 à hauteur de 8 842 043 € et renonçait à cette créance.

En conclusion, la chambre relève sur ce point l'absence de fiabilité du bilan de la commune, qui comporte des éléments d'actifs qui doivent être soldés, pour un montant total de 9 062 257 € (8 842 043 + 220 214). Les écritures nécessaires viendront diminuer ses fonds propres.

La commune envisage de mandater un cabinet d'expertise comptable afin d'approfondir ce sujet et de régulariser cette situation sur deux exercices minimum, engagement dont la chambre prend acte.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



#### 2.4.2.2 Des charges à répartir sur des frais d'émission d'emprunt désormais sans fondement

Au 31 décembre 2017, il subsistait un montant de 891 024 € de charges à répartir. Le montant est inchangé sur toute la période sous revue. Sur le plan comptable, ces charges auraient dû être réparties sur plusieurs exercices, à partir de l'année de leur constatation.

En réponse à la question de la commune, la trésorerie a indiqué qu'il s'agit de frais d'émission d'emprunts, transférés dans ce compte « il y a plus de 10 ans », sans plus de précision. La direction des affaires financières a produit un extrait de la balance générale 1997, cette somme figurait dans la balance d'entrée et est donc antérieure à cet exercice.

Plus de 20 ans après, dans la mesure où ni la collectivité ni la trésorerie ne sont en mesure de justifier ce montant qui, de toute façon, aurait dû être réparti, il convient de procéder à sa régularisation. La chambre prend acte de l'engagement de la commune de régulariser ce compte par un travail commun avec la trésorerie.

**Rappel au droit n° 4 : Régulariser les charges à répartir conformément à l'instruction M14.**

### 2.4.3 Les actifs et passifs circulants

Les créances de la commune ont évolué comme suit sur la période sous revue :

**Tableau n° 2 : Créances**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Redevables et comptes rattachés | 823 795 | 510 048 | 670 711 | 792 813 | 1 508 301 | **1 379 124** |
| Créances États et coll. Publiques | 1 354 284 | 1 338 430 | 134 782 | 748 906 | 584 680 | **267 271** |
| Opérations pour le compte de tiers | 24 908 | 24 908 | 24 908 | 24 908 | 0 | **4123** |
| Autres créances | 961 090 | 811 718 | 332 543 | 205 771 | 534 417 | **137213** |
| **TOTAL** | **3 164 077** | **2 685 105** | **1 162 944** | **1 772 398** | **2 627 398** | **1 787 730** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion de la commune de Villepinte*

Les créances ont globalement diminué sur la période, notamment en raison d'une forte baisse des créances sur l'État et des débiteurs divers.

#### 2.4.3.1 Des dotations aux provisions sur créances inappropriées

Les créances sur les redevables de la commune de Villepinte ont progressé comme suit sur la période :

**Tableau n° 3 : Évolution des créances sur les redevables**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Redevables et comptes rattachés** | **823 795** | **510 048** | **670 711** | **792 813** | **1 508 301** | **1 379 124** |
| - Redevables - factures à établir (compte 4181) | - 19 960 | - 29 112 | - 62 704 | - 262 581 | - 596 090 | - 257 472 |
| **Redevables et comptes rattachés, hors (FAE)** | **803 835** | **480 937** | **608 007** | **530 232** | **912 212** | **1 121 651** |
| *dont redevables contentieux (comptes 4116)* | *91 586* | *113 995* | *128 424* | *131 277* | *163 619* | *220 730* |
| *dont locataires-acq loc. contentieux (comptes 4146)* | *71 763* | *68 911* | *64 241* | *59 288* | *70 001* | *82 915* |
| ***Total contentieux*** | ***163 349*** | ***182 906*** | ***192 665*** | ***190 565*** | ***233 619*** | **340 388** |
| **% contentieux / redevables hors factures à établir** | **20,3** | **38,0** | **31,7** | **35,9** | **25,6** | **30,3** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion de la commune de Villepinte*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Les créances sur les redevables ont progressé de 67 %, sur la période, essentiellement du fait des écritures de fin d'exercice, les factures à établir s'élevant à 257 472 € en 2018 contre 19 960 € en 2013. Les factures à établir concernent plus particulièrement la CAF (PSEJ et subventions diverses).

Les comptes de créances contentieuses ont plus que doublé sur la période sous revue, passant de 163 349 € en fin 2013 à 340 388 € en fin 2018, soit 30,3 % des créances hors factures à établir.

L'analyse des restes à recouvrer actualisés au 9 janvier 2019 sur les créances au 31 décembre 2017, fournis par le comptable, montre que près la moitié (405 299 €) n'a toujours pas été encaissée un an plus tard.

Les créances contentieuses s'élevaient encore à 69 074 € au 9 janvier 2019.

Les autres créances contentieuses antérieures au 31 décembre 2017 et restant dues au 9 janvier 2019 concernaient essentiellement les locataires (39 584 €). Aucune provision pour dépréciation de ces créances n'est constatée mais plutôt une provision pour risques et charges au passif du bilan.

La commune a donné le 22 avril 2014 à la trésorière de Sevran, une autorisation de poursuites sur les redevables par voie d'opposition à tiers détenteur[4] à partir de 130 €. Cette autorisation précise que tous les actes sur des montants inférieurs à 100 € sont soumis à l'autorisation préalable du maire. Ce n'est que le 4 février 2019 qu'une autorisation générale de poursuites a été donnée au comptable pour le recouvrement de tous les titres émis par la commune.

Compte tenu de l'ancienneté des créances, 405 299 € restent encore dus en janvier 2019, dont la moitié remontent aux exercices antérieurs à 2017, la commune devrait revoir sa politique de provisionnement de ses créances (cf. *infra* « provisions pour risques et charges »).

La collectivité fait valoir ici qu'afin de limiter ses impayés, elle a diversifié ses modes de recouvrements (carte bancaire, prélèvement, paiement par internet). La chambre prend acte, par ailleurs, de son engagement à intégrer une procédure spécifique pour les provisions dans les prochaines préparations budgétaires.

**Rappel au droit n° 5 : Alimenter le compte de provisions pour dépréciations des créances conformément à l'instruction codificatrice M14.**

### 2.4.3.2 Des rattachements de produits insuffisants

Les factures à établir au 31 décembre 2017 s'élevaient à 596 090 € et étaient essentiellement constituées, pour 350 548 €, des « participations – autres organismes » représentant la facturation des prestations 2016 PSEJ (prestations de service contrat enfance et jeunesse) à la Caisse d'allocations familiales de Rosny-sous-Bois et, pour 126 404 €, du 3ème trimestre 2017 de la « taxe sur l'électricité » due par le Sigeif[5].

L'essentiel des factures à établir fin 2016, soit 262 581 € était constitué de la facturation des prestations 2015-2016 du contrat enfance et jeunesse, soit 216 426 €.

---

[4] Sur les bases fixées par l'article R. 1617-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) (article abrogé par décret n° 2018-967 du 8 novembre 2018) : *« Le seuil prévu au deuxième alinéa du 7° de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales est fixé à cent trente euros pour une opposition à tiers détenteur notifiée entre les mains d'un établissement mentionné au livre V du code monétaire et financier et autorisé à recevoir des fonds du public et à trente euros dans les autres cas »*. Le 7° de l'article L. 16175 : « *7° Le recouvrement par les comptables publics compétents des titres rendus exécutoires dans les conditions prévues au présent article peut être assuré par voie de saisie administrative à tiers détenteur dans les conditions prévues à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales ».*

[5] Sigeif : syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



On constate toutefois, que fin 2016, la commune a fait des rattachements liés à 2015 et que fin 2017, les rattachements concernent 2016. Au vu des exercices antérieurs, dans la mesure où la commune établit ses titres de recettes au moment de l'encaissement, l'exhaustivité du rattachement effectué fin 2017 est incertaine.

Le solde des prestations PSEJ 2017 et le 4ème trimestre de taxe sur l'électricité (125 519,45 €) ne sont pas rattachés à l'exercice 2017. Toutefois, en ce qui concerne la taxe sur l'électricité, il a bien été comptabilisé quatre trimestres sur 2017, dont le 4ème trimestre 2016, pour 102 218 €, qui n'avait pas été rattaché fin 2016.

La chambre constate que la facturation de certaines prestations et taxes intervient avec un décalage de 24 mois.

La collectivité a indiqué que la direction des finances dont un agent est chargé du suivi des recettes sera plus vigilante à l'avenir sur les rattachements des produits.

**Rappel au droit n° 6 : Procéder aux rattachements des produits à l'exercice concerné conformément à l'instruction codificatrice M14.**

#### 2.4.3.3 Une meilleure maitrise des autres créances

Les autres créances ont quasiment été divisées par deux sur la période, passant de 961 090 € à la fin 2013 à 534 417 € à la fin 2017. Cette fortement diminution est essentiellement liée au dénouement d'un litige sur des titres de recettes de 2011, émis à l'encontre de la société Sogeres (état des restes à recouvrer 2013 – compte 46721). Des sommes étaient dues par cette société au titre de la délégation de service public, pour un total de 617 458 € (trois titres s'élevant à 187 244 € + 69 214 € et 361 000 €).

Au sein des « débiteurs divers-amiable », dont le solde s'élevait à 113 611 € au 31 décembre 2017, une créance de 73 894 € (ramenée à 52 918 € en 2018) dont est débitrice Mme Nelly Roland Iriberry, ancienne maire de la commune et actuelle conseillère municipale de l'opposition. Cette créance fait l'objet d'une provision pour risques (cf. *infra*).

Une sélection de débiteurs divers (comptes 46*) avec un solde restant dû au 9 janvier 2019 supérieur à 500 € pour un total de 112 478 €, a fait l'objet d'une question à la commune qui a ensuite transmis au trésorier. Aucune réponse complémentaire n'a été apportée.

La procédure relative aux admissions en non-valeur a été décrite par la commune. C'est elle qui prend l'attache de la trésorerie afin que cette dernière lui propose une liste de demande d'admissions en non-valeur, qui est ensuite vérifiée par la direction des affaires financières et proposée au vote du conseil municipal. Les listes ont été produites pour chaque exercice[6] sous revue, y compris 2018.

Les créances admises en non-valeur et les créances éteintes ont évolué comme suit sur la période :

**Tableau n° 4 : Admissions en non-valeur et créances éteintes**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte 6541 "Créances admises en non-valeur" | 19 842,00 | 366 781,97 | 35 048,47 | 11 877,32 | 64 824,41 | 50 999,99 | **549 374,16** |
| Compte 6542 "Créances éteintes" | 131 904,80 | | 2 905,09 | 1 856,89 | 2 109,93 | | **138 776,71** |
| **Total** | **151 746,80** | **366 781,97** | **37 953,56** | **13 734,21** | **66 934,34** | **50 999,99** | **688 150,87** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion de la commune de Villepinte*

[6] Listes 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Ces admissions en non-valeur ont été demandées suites aux poursuites infructueuses du comptable sur des montants généralement inférieurs à 130 €. La maire de la commune a en effet donné au trésorier une autorisation de poursuites en 2014.

L'examen des différentes listes permet en effet de constater que de très nombreux montants de faible importance sont admis en non-valeur. Au total, sur la période sous revue, plus de 688 000 € ont été admis en non-valeur. En dehors de l'admission en non-valeur en 2014 d'une créance de 2001 s'élevant à 330 682,59 €, l'examen des listes produites de 2017 à 2018 montrent que des créances de moins de quatre ans et de faible montant sont admises en non-valeur (2014 à 2017).

En outre, parmi les admissions en non-valeur de 2017, on relève la présence de trois titres de 2010 et 2012 émis, l'un sur l'agence régionale de santé et les deux autres sur la préfecture de la Seine-Saint-Denis (18 639,37 € ; 25 202,68 € et 16 009,78 €) au motif de « poursuite sans effet ». Les trois titres avaient été émis pour des « remboursements vaccinations grippe et divers… » (cf. état des restes à recouvrer 2016 du compte 4416 « État et collectivités publiques – subventions à recevoir –contentieux »).

En revanche, en 2019, les comptes 6541 et 6542 apparaissent vierges. En 2020, le compte 6542 « Créances éteintes » apparaît de nouveau débiteur à hauteur de 27 471 € (balance des comptes de gestion).

#### 2.4.3.4 Un rattachement des charges à l'exercice perfectible

Le montant des charges rattachées a fortement augmenté au cours de la période sous revue, passant de 1,57 M€ à la fin 2013 à 4,01 M€ à la fin 2017, soit une progression de 2,43 M€.

La forte augmentation constatée en 2017 est liée aux transferts de compétences et à la contribution au fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) versé à l'établissement public territorial. En effet, 2 389 379 € ont été rattachés, correspondant à trois mois (septembre, novembre et décembre) de contributions 2017 au FFCT socle et de la contribution au FCCT « exonération taxe d'habitation », mandatés en 2018.

Les charges à payer comprennent également la contribution au FCCT 2017 pour le plan local d'urbanisme (PLU), 23 303 €, pour les « eaux pluviales », 188 400,02 € et pour la politique de la ville, 155 783 € soit un total de 367 486 €.

**Tableau n° 5 : Rattachements de charges**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 408 Fourn. - factures non parvenues | 1 511 672 | 1 086 916 | 1 240 405 | 953 839 | 3 998 983 | 1 341 832 |
| 4386 - Organis. soc. - charges à payer | 0 | 360 | | | | |
| 4486 - État - autres charges à payer | 22 928 | 31 500 | 1 508 | 363 123 | 7 600 | 1 454 657 |
| 4686 - Divers - charges à payer | 40 855 | 0 | 12 350 | 238 518 | 1 141 | 699 |
| **TOTAL** | **1 575 454** | **1 118 775** | **1 254 263** | **1 555 480** | **4 007 724** | **2 797 188** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion de la commune de Villepinte*

En 2016, il n'y avait pas eu de retard de facturation concernant ces contributions.

La chambre a sélectionné quelques charges à payer 2017 significatives, pour lesquelles la commune a fourni les explications parmi lesquelles on retrouve les contributions au FCCT.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



En outre, on constate que la commune a comptabilisé au compte 408 « fournisseurs - factures non parvenues » les intérêts courus non échus de ses emprunts, soit 202 253 €, uniquement en 2017. Jusqu'en 2016, ces intérêts étaient correctement comptabilisés au compte 16884 « Intérêts sur les emprunts des établissements de crédits ». La direction des affaires financières indique fournir uniquement le compte de charge à débiter, laissant la responsabilité de la contrepartie au comptable.

Par ailleurs, les écritures comptabilisées en charge sur le premier trimestre 2018 ont été analysées et il n'a pas été constaté « d'oublis » significatifs de charges à payer fin 2017.

Jusqu'en 2016, le seuil de rattachement fixé par la commune était de 200 €. En 2017, ce seuil n'a plus été appliqué mais l'impact n'a pas été significatif. Le nombre de factures non parvenues inférieur à 200 € s'est élevé à 18, pour un total de 1 531,36 €. La fiche de procédure de rattachement produite indique qui en est chargé et sous quel délai et à partir de quel document. Elle est complétée d'une note intitulée « Procédure de rattachements » qui est un mode opératoire de saisie et d'édition des rattachements à l'attention des gestionnaires.

Enfin, la commune a produit les calendriers des opérations de fin d'exercice, de 2013 à 2018. Peu de variations sur la date limite de saisie des rattachements dans GL ASTRE. Elle est toujours autour de mi-janvier pour respect de la « journée complémentaire ». La date limite d'envoi à la trésorerie n'apparait plus en 2017, car jusqu'en 2017, c'est elle qui proposait un calendrier à la ville. La direction des affaires financières confirme que depuis le transfert de la trésorerie à Tremblay-en France, le calendrier est proposé par la commune puis validé par la trésorerie qui n'a pas souhaité arrêter une date de réception.

### 2.4.4 Les fonds propres

Les fonds propres de la commune de Villepinte ont progressé de 27,6 % sur la période, passant de 210,73 M€ fin 2013 à 268,89 M€ fin 2017, dont 32,98 M€ de subventions d'investissements et 53,27 M€ de fonds globalisés.

L'analyse portera sur la situation nette afin de contrôler la bonne affectation des résultats (cf. annexe) et de constater la part des recettes affectées du fait de la loi à la section investissement (les fonds globalisés ont progressé de 28,1 % sur la période). Cette analyse permettra de constater l'impact des transferts de compétences, notamment celle de l'assainissement, dans les comptes du budget de la commune.

#### 2.4.4.1 La situation nette

La situation nette a évolué comme suit sur la période :

**Tableau n° 6 : La situation nette**

| en euros (valeurs nettes) | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotations | 751 000 | 862 500 | 862 500 | 2 472 134 | 4 922 134 | 5 345 230 |
| Réserves | 142 270 127 | 148 834 487 | 151 837 428 | 163 881 172 | 168 499 997 | 170 492 950 |
| Report à nouveau | 568 411 | 832 910 | 1 340 179 | 2 086 946 | 2 452 390 | 4 978 930 |
| Résultat de l'exercice | 6 828 858 | 3 510 211 | 3 534 587 | 5 258 834 | 4 519 493 | 5 522 400 |
| Diff. sur réal. d'immobilis. | -287 021 | 728 087 | 2 210 259 | 2 308 326 | 2 243 929 | 2 246 110 |
| Fonds globalisés | 41 598 014 | 44 032 321 | 46 166 261 | 50 729 487 | 53 273 885 | 55 447 620 |
| Situation nette | 191 729 389 | 198 800 516 | 205 951 214 | 226 736 899 | 235 911 828 | 244 033 240 |

*Sources : comptes de gestion – commune de Villepinte*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



La progression de la situation nette de 27 % sur la période est liée principalement aux résultats de fonctionnement bénéficiaires et aux recettes de fonds globalisés.

La commune a vu ses comptes de dotation passer de 751 000 € à 4,92 M€ soit une augmentation de 555 %, conséquence des opérations détaillées ci-après :

- En 2014, la dotation a augmenté de 111 500,45 € et concerne une quote-part du terrain (compte 2112 cf. balance générale) de l'Ilot Artois ; il s'agit d'une régularisation de l'inventaire réalisée concomitamment aux cessions.
- En 2016, l'augmentation est de 1 609 633,98 €, du fait de :
  - 1 233 393,98 € proviennent du budget annexe Assainissement, suite à la création de l'EPT et des transferts liés à cette création. Il a été contrôlé que le compte de gestion de 2016 du budget principal de la Ville avait bien pris en compte, dans ses opérations non-budgétaires, le bilan au 31 décembre 2015 du budget annexe Assainissement.
  - 376 240 € : suite à des régularisations d'inventaires, le compte « terrains » a été augmenté de ce montant.
- Enfin, en 2017, l'augmentation de 2 450 000 €, correspond également à un terrain (compte 2115 « terrains bâtis ») ; il s'agit d'une régularisation de l'inventaire réalisée concomitamment à la cession à Immobilière 3F.

Les principales cessions de la période sont présentées *infra*.

#### 2.4.4.2 Les opérations sur immobilisations

L'alimentation des comptes 19 de neutralisation des opérations sur immobilisations permet aux collectivités d'affecter les plus ou moins-values à la section investissement. L'article L. 2331-8-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose en effet : « les recettes non fiscales de la section investissement peuvent comprendre notamment : 1° Le produit des cessions d'immobilisations ». Le contrôle de la neutralisation des opérations sur immobilisations est satisfaisant.

Les opérations de cession d'immobilisations effectuées sur la période sous revue se détaillent comme suit dans les comptes :

**Tableau n° 7 : Les opérations liées aux cessions d'immobilisations**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Produits exceptionnels liés aux cessions:** | | | | | |
| Produits des cessions d'immobilisations | 268 951 | 4 371 713 | 1 536 499 | 353 696 | 4 038 939 |
| Diff. réalisations (négatives) cpte résultat | 64 257 | 653 983 | | 17 033 | 149 834 |
| **Total** | **333 207** | **5 025 695** | **1 536 499** | **370 729** | **4 188 773** |
| **Charges exceptionnelles liées aux cessions:** | | | | | |
| Valeur comptable des immo. Cédées | 304 081 | 3 356 605 | 54 327 | 255 629 | 4 103 336 |
| Diff. réalisations (positives) | 29 127 | 1 669 091 | 1 482 172 | 115 100 | 85 437 |
| **Total** | **333 207** | **5 025 695** | **1 536 499** | **370 729** | **4 188 773** |

*Sources : comptes de gestion de la commune de Villepinte*

On peut constater que des cessions significatives ont eu lieu en 2014, 2015 et 2017. Seules les cessions de 2014 et 2015 ont dégagé des plus-values significatives. La commune a produit un tableau d'analyse des cessions de la période, indiquant le montant de la vente ainsi que l'estimation de France Domaine, pour les biens immobiliers. Les documents justificatifs ont été produits, que ce soit les estimations de France Domaine ou les décisions et délibérations de la commune. L'analyse des plus ou moins-values présentée ci-après a été faite à partir des annexes A10.2 « État des sorties d'immobilisations » des comptes administratifs de la période.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



#### 2.4.4.2.1 Les cessions en 2014

Les délibérations ont été produites avec mention des avis et valorisation de France Domaine. Les principales cessions concernent des terrains et ont été réalisées pour un prix supérieur à la valorisation de France Domaine. Elles ont été faites au profit de France Habitation et EFFIDIS. Sur ces opérations avec France Habitation et EFFIDIS, la plus-value réalisée par la commune s'est élevée à 1,33 M€. La commune a garanti les emprunts de ces deux sociétés. Elle a profité de ces cessions pour mettre à jour son inventaire. En 2014, la cession partielle des terrains de l'ilot Artois à EFFIDIS pour 665 720 € lui a permis de comptabiliser la valeur vénale de la partie non cédée soit 111 500 € (*cf. supra* les fonds propres).

#### 2.4.4.2.2 Les cessions en 2015

Une vente significative à Immobilière 3F a été réalisée (délibération 2013-037 – acte notarié en 2015) et concernait un terrain d'une valeur nette comptable de 54 327 € cédé 1 535 100 €, soit avec une plus-value de 1,48 M€. France Domaine avait estimé le prix de vente hors taxes à 350 € le mètre carré. Les 2 541 mètres carrés ont finalement été cédés à 604 €/m². Ces cessions de terrains en 2014 et 2015 ont été réalisées dans le cadre du programme de rénovation urbaine – quartier Fontaine Mallet.

#### 2.4.4.2.3 Les cessions en 2017

Les cessions significatives réalisées en 2017 concernaient des terrains sis avenue Paul Vaillant Couturier à la société Grand Paris Aménagement dans le cadre de l'aménagement de la Zac de la Pépinière, d'une part, pour 1,54 M€ et, d'autre part, de la cession d'un ensemble immobilier, avenue Salvador Allende, à Immobilière 3F pour 2,45 M€. Ces cessions ont été l'occasion pour la commune de régulariser ses comptes d'immobilisations, ces terrains et ensemble immobilier n'y figurant pas antérieurement.

L'analyse des annexes A10.1 « état des entrées d'immobilisations » et A10.2 « état des sorties d'immobilisations » du compte administratif de 2017, permet de constater l'entrée en comptabilité de ces biens cédés en 2017, à partir de la valeur vénale indiquée par France Domaine, alors qu'ils auraient dû l'être bien avant, au moins en 2006 pour les terrains et 2000 pour l'ensemble immobilier. En effet, les terrains ont un numéro d'inventaire commençant par 2006, ce qui laisse supposer qu'ils ont été acquis en 2006. Le rapport de présentation de la délibération n° 2016-094 du 25 juin 2016, indique que le principe de cession des terrains à Grand Paris Aménagement (ex. agence foncière et technique de la région parisienne-AFTRP) avait été acté dès la signature du traité de concession d'Aménagement, soit le 6 septembre 2007. L'ensemble immobilier a un numéro d'inventaire débutant par 2017, alors que la délibération n° 2017-024 du 28 janvier 2017 autorisant la cession, indique dans son rapport de présentation que « ces logements sont gérés depuis 2000 » par la SEMIPFA.

En conclusion, les différentes régularisations effectuées suite aux cessions confortent le constat de la méconnaissance par la commune de son actif immobilisé et de l'absence d'image fidèle de sa comptabilité.

### 2.4.5 Les dotations aux provisions

Dans le cas de la commune de Villepinte, aucune provision pour dépréciation des créances sur les redevables n'a été constatée sur la période sous revue alors que des admissions en non-valeur ont été comptabilisées et que des créances contentieuses sont clairement identifiées dans les comptes.

La commune ne comptabilise pas non plus de provision pour la mise en œuvre du compte épargne-temps contrairement aux dispositions de l'instruction comptable M14. Cette provision représenterait un total au bilan de 1,95 M€.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Dans sa réponse à la chambre, la commune a indiqué engager « budgétairement une provision lorsqu'un recours auprès du tribunal est déposé ou lorsque le recouvrement des titres de recette est compromis :

- recours au tribunal pour la contestation d'un titre de recette : la provision est du montant du titre.
- loyers impayés : la provision est du montant de la dette à la date de la demande de la trésorerie ».

Par ailleurs, elle indique également prévoir de se rapprocher de la trésorerie de Tremblay-en-France afin de procéder à la régularisation de la comptabilisation des provisions pour dépréciation des créances en compte 49*.

Les provisions pour risques et charges ont quasiment triplé sur la période, passant de 135 150 € fin 2013 à 345 767 € au 31 décembre 2017.

Le rapport de présentation au conseil municipal du 28 mai 2016 rappelle que les provisions à fin 2013 et reprises en 2016, constituées en 1997 et 1998, concernaient trois contentieux : contentieux avec un agent (1 524,49 €) ; contentieux avec un cabinet pour non-respect d'un engagement contractuel (16 769,39 €) ; contentieux avec un tiers (116 855,99 €). Dans son rapport, la commune indique que ces affaires ont été jugées depuis plusieurs années, et qu'elle a été déboutée sur deux d'entre elles. Elle a obtenu une indemnisation de 8 394,14 € (soit environ 50 %) sur la troisième.

En 2014, une provision complémentaire s'élevant à 618 000 € a été comptabilisée. L'annexe A4 « État des provisions » du compte administratif 2014, indique que cette provision est liée au contentieux avec la Sogeres. À l'issue de la délégation de service public (DSP) restauration, la commune a en effet constaté le mauvais état de la cuisine. Elle a émis trois titres de recettes à l'encontre de la Sogeres pour un total de 617 458 €[7] afin de procéder elle-même aux réparations et remises en état nécessaires.

En 2015, la provision Sogeres est reprise après que la commune a perdu devant le juge administratif au motif que les trois titres de recettes sont infondés. Selon le juge administratif, la commune aurait vraiment trop tardé à faire estimer les travaux de remise en état et n'aurait ainsi pas respecté les dispositions du contrat de DSP, relatives aux biens de retour.

- La délibération du conseil municipal du 20 juin 2015 décide la reprise de la provision de 361 000 €, suite à une ordonnance du tribunal administratif de Montreuil du 22 janvier 2015 rejetant la requête de la commune aux motifs, détaillés dans le rapport de présentation, que *« Les ouvrages de l'affermage devaient être remis à la collectivité en état normal d'entretien, après le cas échéant que les parties, six mois avant l'expiration du contrat aient contradictoirement arrêté et estimé les travaux à exécuter ; que la commune requérante se fonde sur des constats d'huissiers contradictoires mais non chiffrés réalisés le 22 juillet 2010 et le 31 août 2010 ; que l'estimation des travaux réalisés par un tiers architecte le 10 août 2010 n'a pas été contradictoire et que le rapport d'expertise amiable du 10 mars 2014, expertise à laquelle la Sogeres a refusé de participer compte tenu de sa tardiveté, ne correspond pas aux prévisions de l'article 63-b du contrat ».*
- La délibération du conseil municipal du 3 octobre 2015 décide la reprise de la provision liée aux prestations et à la redevance (soit une reprise de 257 000), suite à la décision de la cour administrative d'appel du 11 juin 2015, rejetant la requête de la ville et confirmant ainsi un jugement du 18 décembre 2012 du tribunal administratif de Montreuil demandant à la ville d'annuler les titres de recettes correspondant.

Parallèlement, les créances sont annulées et une charge exceptionnelle a été constatée en 2015 pour un montant de 617 458 €. En conclusion de cette affaire, la commune a perdu 617 458 € pour une absence de respect des modalités de fin des contrats.

[7] Pour frais de remise en état, non-exécution des prestations de maintenance et versement de la redevance pour des repas extérieurs.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021_101_DF
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Par ailleurs, toujours en 2015, une provision pour risques liés aux impayés de loyers, d'un montant de 45 766,93 €, a été décidée par délibération du conseil municipal n° 2015-034 du 11 avril 2015. Cette provision devrait être en diminution d'actif et non au passif, la commune aurait dû comptabiliser une provision pour dépréciation des créances. On observe ici que la provision, non seulement est comptabilisée de manière inapproprié, mais est excessive dans l'un des cas.

Par ailleurs, s'agissant de salariés, l'absence de règlements des factures de loyers et de charges peut s'apparenter à des avantages en nature. Or les deux agents concernés ne figurent pas dans la liste des bénéficiaires des avantages en nature liés au logement, fournie par la commune.

Au 31 décembre 2017, les provisions pour risques et charges s'élèvent à 345 767 € se décomposant comme suit : 45 766,93 €, de provision pour risques liés aux impayés de loyers ; 226 106 € de provisions pour un contentieux avec une société immobilière ; 73 894 € de provisions liées à un litige avec des agents.

## 2.5 Le contrôle des régies

L'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies du secteur public local prévoit que « le comptable assignataire doit procéder à la vérification sur place des régisseurs effectuant des opérations pour son compte : tous les quatre ans, sans délai lorsque le contrôle sur pièces fait apparaître des irrégularités, à l'occasion du changement de régisseur ».

Au démarrage du contrôle, la commune disposait de 20 régies, soit 13 régies de recettes et 7 régies d'avance. La liste des régies d'avances et de recettes, ainsi que les noms des régisseurs et mandataires, se trouve en annexe.

Les actes de création et de modification ont été produits. Les modifications successives (environ une centaine) concernent des extensions de périmètre de dépenses éligibles ou de recettes encaissables par le biais de ces régies.

Les procès-verbaux de vérification du comptable étaient présents dans les liasses des pièces générales. En outre, le trésorier a fourni sa programmation pour l'exercice 2018.

Les quatre régies de recettes de la direction des sports ont retenu l'attention de la chambre : « Tickets Sports », « Tennis du manège », « Piscine municipale » et « École municipale des sports » pour lesquelles les mêmes décisions tarifaires s'appliquaient. Le comptable lui a fait parvenir les procès-verbaux des contrôles de régies les plus récents. Parmi ceux-ci figure le procès-verbal (PV) de contrôle de la régie du « Tennis du manège ». Le contrôle effectué le 11 février 2019 a donné lieu à une appréciation plus que positive de la tenue de la régie par le régisseur. En revanche, l'exiguïté des lieux a été pointée par le comptable comme un facteur pouvant nuire à la sécurité des fonds détenus.

Le même bilan très positif a été dressé à la suite du contrôle des régies de recettes de l'école municipale des sports, de la régie « tickets sports » le 28 août 2018 ainsi que de la régie de la piscine le 29 août 2018.

Le 14 décembre 2018, il a été constitué une régie de recettes unique pour toutes les activités sportives afin de limiter le nombre de régies, particulièrement élevé à Villepinte (décision n° 18-158).

Le 28 janvier 2019, la décision n° 18-158 a été modifiée par la décision n° 19-026 afin d'élargir l'objet de la régie unique Sports à la location du sauna et de la salle de fitness ainsi qu'aux droits d'inscription à toutes les manifestations sportives.

Une décision a également été prise afin de fixer les droits d'inscription à la manifestation « A vos baskets » ainsi que pour approuver la convention de partenariat entre la commune et la société Top Chrono (décision n° 19-052 du 15 mars 2019).

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-001-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



En juillet 2018, une note de la direction générale des services rappelait les règles de la comptabilité publique en ce qui concerne le maniement de deniers publics (ou privés mais à vocation publique). Un pôle de vérifications des régies a alors été constitué au sein du service financier et comptable, chargé du contrôle administratif et comptable des régies. En conclusion, si des difficultés ont existé en ce qui concerne la tenue des régies, celles-ci n'appellent plus d'observations particulières à ce stade.

## 2.6 L'information budgétaire

### 2.6.1 Les débats et rapports d'orientation budgétaire

Les débats d'orientation budgétaire (DOB) et rapports d'orientation budgétaire (ROB) ont été assurés de façon régulière et dans les délais prescrits. Les ROB, très succincts en début de période, se sont étoffés sur la fin de la période. Ils commencent par un rappel des éléments de contexte national. Ils exposent les flux financiers entre la commune et l'intercommunalité. Ils détaillent l'évolution des recettes à percevoir, en particulier des différentes dotations, et consacrent même plusieurs pages à un exposé de la dette, de sa structure ou encore du capital restant dû.

En revanche, on peut regretter que ces éléments plutôt techniques ne soient pas éclairés par un exposé des arbitrages et orientations de la municipalité.

### 2.6.2 Les prévisions budgétaires

**Tableau n° 8 : Taux d'exécution des crédits ouverts (hors restes à réaliser)**

| Mandats et titres émis + charges et produits rattachés | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses réelles de fonctionnement** | **97,46%** | **99,10%** | **97,26%** | **97,35%** | **97,44%** | **97,39%** |
| dont charges à caractère général (011) | 93,53% | 97,54% | 92,12% | 92,61% | 95,07% | 95,60% |
| dont charges de personnel (012) | 99,54% | 99,98% | 99,43% | 99,49% | 98,86% | 98,55% |
| dont atténuations de produits (014) | 98,87% | 99,43% | 99,75% | 99,93% | 99,99% | 81,75% |
| dont autres charges de gestion courante(65) | 95,93% | 97,87% | 97,80% | 97,89% | 97,57% | 98,14% |
| dont charges financières | 99,20% | 95,96% | 90,03% | 78,73% | 83,71% | 87,09% |
| dont charges exceptionnelles | 54,56% | 99,68% | 94,54% | 95,20% | 80,05% | 70,68% |
| dont dépenses imprévues | 0,00% | 0,00% | | | 0,00% | 0,00% |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **102,97%** | **107,04%** | **103,25%** | **101,93%** | **107,32%** | **103,94%** |
| dont atténuations de charges (013) | 100,97% | 100,52% | 134,97% | 117,62% | 123,37% | 128,54% |
| dont produits des services, du domaine et ventes (70) | 99,07% | 97,09% | 102,06% | 106,40% | 97,03% | 110,80% |
| dont Impôts et taxes (73) | 102,82% | 100,10% | 100,24% | 100,28% | 100,97% | 104,54% |
| dont dotations, subventions et participations (74) | 102,25% | 100,46% | 99,75% | 104,57% | 102,03% | 100,85% |
| dont autres produits de gestion courante (75) | 98,04% | 86,54% | 111,69% | 101,88% | 119,69% | 101,11% |
| dont produits financiers | 0,01% | | | | | |
| dont produits exceptionnels | | 1413,03% | 629,83% | 164,76% | 2098,89% | 7,30% |
| **Dépenses réelles d'investissement** | **70,29%** | **71,50%** | **67,51%** | **57,57%** | **71,19%** | **70,18%** |
| dont dépenses d'équipement (20+21+22+23) | 69,37% | 63,37% | 62,37% | 69,92% | 71,37% | 59,79% |
| dont opérations d'équipements (chapitres opérations) | 65,66% | 79,86% | 70,39% | 81,04% | 72,64% | 77,38% |
| dont dotations et réserves | 0,00% | | | 98,86% | 0,00% | 0,00% |
| dont emprunts (16) | 95,53% | 99,95% | 99,92% | 26,37% | 70,03% | 99,87% |
| dont autres immobilisations financières (27) | | | | | | |
| dont dépenses imprévues | 0,00% | 0,00% | | | | |
| dont opérations pour compte de tiers (45.1) | | | 100,00% | | | |
| **Recettes réelles d'investissement** | **72,14%** | **64,41%** | **59,98%** | **42,59%** | **72,83%** | **54,10%** |
| dont Recettes équipt- Subv. investissement (13) | 70,73% | 86,81% | 68,47% | 85,09% | 48,48% | 70,95% |
| dont Recettes équipt- Emprunts | 73,27% | 24,66% | 29,99% | 1,25% | 67,97% | 0,00% |
| dont immobilisations corporelles | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont dotations et réserves (hors 1068) | 99,78% | 100,15% | 107,40% | 100,87% | 102,91% | 88,72% |
| dont excéd.de fonctionnement capitalisés (1068) | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| dont autres subventions (13) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont dépôts et cautions reçus | 0,00% | 86,60% | 568,87% | 118,87% | 0,00% | 494,33% |
| dont autres immobilisations financières (27) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont produits des cessions (024) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont opérations pour compte de tiers (45.2) | 0,00% | 0,00% | 100,00% | 0,00% | 99,63% | 181,20% |

*Sources : CRC à partir des comptes administratifs de la commune de Villepinte 2013 à 2017 et réponse Q3.4 « exécution 2018 »*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Il apparaît à la lecture du tableau ci-dessus que les taux d'exécution du budget de fonctionnement, avant prise en compte des restes à réaliser, est particulièrement élevé. Avoisinant les 100 % (entre 97,20 % et 99,10 %) en dépenses et les dépassant en recettes (entre 101,93 % et 107,32 %), ces taux de réalisation indiquent que les prévisions budgétaires de la section de fonctionnement ont été calculées et arrêtées au plus juste et légèrement sous-estimées s'agissant des recettes.

S'agissant de l'investissement, les taux d'exécution avant prise en compte des restes à réaliser sont beaucoup moins constants : ils oscillent entre 57,57 % et 71,19 % en dépenses et entre 42,59 % et 72,83 % en recettes sur la période.

Si les dépenses d'investissement, en particulier sur les comptes 21 et 23, sont très régulièrement soumises à des aléas en plus d'être la plupart du temps surévaluées au regard des possibilités techniques dont dispose la collectivité, les recettes d'investissement en revanche devraient faire l'objet d'une exécution moins variable, en particulier s'agissant des recettes d'emprunt.

**Tableau n° 9 : Taux d'exécution des crédits ouverts (après prise en compte des restes à réaliser)**

| Exécution avec RAR | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses réelles de fonctionnement** | **97,46%** | **99,10%** | **97,26%** | **97,35%** | **97,44%** | **97,39%** |
| dont charges à caractère général (011) | 93,53% | 97,54% | 92,12% | 92,61% | 95,07% | 95,60% |
| dont charges de personnel (012) | 99,54% | 99,98% | 99,43% | 99,49% | 98,86% | 98,55% |
| dont atténuations de produits (014) | 98,87% | 99,43% | 99,75% | 99,93% | 99,99% | 81,75% |
| dont autres charges de gestion courante(65) | 95,93% | 97,87% | 97,80% | 97,89% | 97,57% | 98,14% |
| dont charges financières | 99,20% | 95,96% | 90,03% | 78,73% | 83,71% | 87,09% |
| dont charges exceptionnelles | 54,56% | 99,68% | 94,54% | 95,20% | 80,05% | 70,68% |
| dont dépenses imprévues | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **102,97%** | **107,04%** | **103,25%** | **101,93%** | **107,32%** | **103,94%** |
| dont atténuations de charges (013) | 100,97% | 100,52% | 134,97% | 117,62% | 123,37% | 128,54% |
| dont produits des services, du domaine et ventes (70) | 99,07% | 97,09% | 102,06% | 106,40% | 97,03% | 110,80% |
| dont Impôts et taxes (73) | 102,82% | 100,10% | 100,24% | 100,28% | 100,97% | 104,54% |
| dont dotations, subventions et participations (74) | 102,25% | 100,46% | 99,75% | 104,57% | 102,03% | 100,85% |
| dont autres produits de gestion courante (75) | 98,04% | 86,54% | 111,69% | 101,88% | 119,69% | 101,11% |
| dont produits financiers | 0,01% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont produits exceptionnels | 0,00% | 1413,03% | 629,83% | 164,76% | 2098,89% | 7,30% |
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| **Dépenses réelles d'investissement** | **95,28%** | **94,58%** | **81,77%** | **92,02%** | **81,29%** | **90,35%** |
| dont dépenses d'équipement (20+21+22+23) | 95,68% | 92,84% | 79,60% | 92,10% | 89,34% | 93,02% |
| dont opérations d'équipements (chapitres opérations) | 95,00% | 96,74% | 77,63% | 81,82% | 80,10% | 81,87% |
| dont dotations et réserves | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 98,86% | 0,00% | 0,00% |
| dont emprunts (16) | 95,53% | 99,95% | 99,92% | 97,29% | 70,03% | 99,87% |
| dont autres immobilisations financières (27) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont dépenses imprévues | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont opérations pour compte de tiers (45.1) | 0,00% | 0,00% | 100,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| **Recettes réelles d'investissement** | **86,53%** | **77,00%** | **63,19%** | **87,01%** | **73,10%** | **57,45%** |
| dont Recettes équipt- Subv. investissement (13) | 84,46% | 122,91% | 81,21% | 96,31% | 51,14% | 86,43% |
| dont Recettes équipt- Emprunts | 73,27% | 54,88% | 29,99% | 77,51% | 67,97% | 0,00% |
| dont immobilisations corporelles | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 100,00% |
| dont dotations et réserves (hors 1068) | 99,78% | 100,15% | 107,40% | 100,87% | 102,91% | 88,72% |
| dont excéd.de fonctionnement capitalisés (1068) | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| dont autres subventions (13) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont dépôts et cautions reçus | 0,00% | 86,60% | 568,87% | 118,87% | 0,00% | 0,00% |
| dont autres immobilisations financières (27) | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont produits des cessions (024) | 66,55% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| dont opérations pour compte de tiers (45.2) | 0,00% | 0,00% | 100,00% | 0,00% | 99,63% | 181,20% |

*Sources : CRC à partir des comptes administratifs de la commune de Villepinte 2013 à 2017 et réponse Q3.4 « exécution 2018 »*

La commune n'effectuant pas de report en fonctionnement, les taux d'exécution de la section de fonctionnement restent inchangés dans ce tableau. En investissement en revanche, l'impact de la prise en compte des restes à réaliser est flagrant. Ainsi, en dépenses, le taux d'exécution culmine à 95,28 % en 2013 et atteint 81,29 % à son plus bas niveau en 2017.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



En recettes, l'impact des restes à réaliser est très variable. Il atteint environ 123 % en 2014 pour son plus haut niveau et 57,45 % en 2018 pour son plus bas niveau. Il n'y a donc pas de corrélation directe entre dépenses et recettes d'investissement.

Ces résultats, s'ils paraissent très positifs de prime abord, traduisent en réalité la difficulté de la commune à « calibrer » ses dépenses et recettes d'investissement sur un exercice budgétaire. Les dépenses d'équipement, qui constituent le principal poste de dépenses en investissement, sont manifestement surévaluées, ce qui implique que la commune a surestimé sa capacité à exécuter les travaux et autres dépenses des comptes 20/21/22 et 23, qu'elle agisse directement ou par le biais de marchés publics.

En ce qui concerne les recettes, elles se composent principalement de subventions et d'emprunts. Leur réalisation dépend évidemment du niveau de réalisation des dépenses qu'elles sont destinées à financer. C'est plus particulièrement les recettes liées aux emprunts qui varient le plus sensiblement entre prévisions et réalisations.

La chambre s'étonne du rythme de mobilisation des emprunts.

Pour une meilleure visibilité et surtout une plus grande sincérité des crédits présentés, la commune devrait évaluer de façon plus précise ses dépenses et ses recettes d'investissement sur l'exercice budgétaire.

La commune recourt aux restes à réaliser à la fin de chaque exercice budgétaire, aussi bien en dépenses qu'en recettes.

**Tableau n° 10 : Restes à réaliser en section d'investissement**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses investissement reportées | 6 362 621 | 5 137 710 | 2 836 551 | 8 354 176 | 2 478 966 | 3 989 280 |
| Recettes investissement reportées | 3 576 986 | 2 441 899 | 506 204 | 8 478 269 | 61 897 | 361 929 |
| **Solde des RAR investissement** | **- 2 785 635** | **- 2 695 812** | **- 2 330 347** | **124 094** | **- 2 417 069** | **- 3 627 351** |

*Source : comptes administratifs de la commune de Villepinte*

Selon l'instruction M14, « pour la section d'investissement, et pour les communes de toute catégorie démographique, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre ».

Les pièces justifiant les restes à réaliser de la section d'investissement ont donc été demandées par questionnaire. Les justificatifs des restes à réaliser de la section d'investissement ont été fournis en recettes pour les exercices 2016 et 2018. La chambre a choisi de se limiter aux derniers exercices dans la mesure où la préfecture avait déjà procédé à des vérifications pour les autres exercices.

Le tableau ci-dessus montre en 2016 des restes à réaliser importants en recettes d'investissement. Ils proviennent essentiellement d'emprunts reportés (8,26 M€).

Pour les exercices 2016, 2017 et 2018, des dépenses d'investissement ont été reportées à hauteur respectivement de 8,3 M€, de 2,4 M€ et 3,9 M€. Le détail de ces reports, compte par compte, figure dans le compte administratif. Le niveau des dépenses reportées paraît élevé sur la période, même s'il a été divisé par deux, d'autant plus que la commune gère plusieurs opérations d'investissement en autorisations de programme[8] et crédits de paiement depuis 2009.

[8] **Article L. 2311-3 CGCT** : Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-20210707-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Concernant la période sous revue, la commune a transmis 17 délibérations relatives aux AP/CP. Elles ont pour objet de créer des autorisations de programme et/ou d'ajuster les crédits de paiement. À titre d'exemple, la délibération n° 2018-030 du 7 avril 2018 crée notamment une autorisation de programme pour la Zac de la Pépinière et fixe les crédits de paiement y afférents :

**Tableau n° 11 : Autorisations de programme et crédits de paiement Zac Pépinière**

En dépenses (en €)

| Montant AP | | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 655 000€ | | 276 000 | 688 046 | 0 | 690 954 |

*Source : document fourni par la commune*

En recettes (en €)

| Montant AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| 547 380€ | 1 537 740 | 0 | 384 480 | 0 | 547 380 |

*Source : document fourni par la commune*

La commune a indiqué que parmi les restes à réaliser en dépenses figurent des crédits de paiement non consommés au cours de l'exercice N. Cette pratique, si elle n'est pas formellement interdite, est inhabituelle et peu conforme à l'esprit du mode de gestion en AP/CP. En effet, selon le Comité national de fiabilité des comptes locaux[9], les CP non consommés en N tombent en principe en fin d'exercice. Lors d'une DM ou du budget supplémentaire en N+1 (c'est-à-dire lors de la reprise du résultat de l'exercice précédent par exemple), les CP sont ventilés à nouveau entre les différentes AP. Cette position du Comité national de fiabilité des comptes locaux est logique. En effet, le décret fondateur des AP/CP pour les communes de plus de 3 500 habitants et plus, ainsi que pour certains établissements publics, vise à faciliter la gestion pluriannuelle des crédits d'investissement et à rendre plus transparente leur utilisation. Ainsi la procédure des AP/CP est à la fois un instrument de pilotage et un instrument financier.

Aussi il conviendrait de conseiller à la commune d'éviter le report des crédits de paiement de la section d'investissement d'un exercice sur le suivant afin de conserver les avantages de ce mode de gestion.

La commune abonde d'ailleurs elle-même dans ce sens dans sa délibération n° 2018-122 du 15 décembre 2018 relative à l'actualisation des AP/CP. Elle indique que « instrument de prévisions et instrument de gestion à la fois, la procédure des AP/CP offre plusieurs avantages : un meilleur suivi des investissements ; un accroissement de la lisibilité budgétaire et une diminution des reports de crédits ».

# 3 L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'analyse financière porte sur les exercices 2013 à 2018 inclus, avec une actualisation à 2019 et 2020 quand les données le permettent.

La commune a fait partie de la communauté d'agglomération Terres de France (EPCI percevant la contribution économique territoriale) jusqu'à la création de l'EPT Paris Terre d'Envol (sans fiscalité propre) le 1er janvier 2016.

Le budget de la commune se compose du budget principal et du budget annexe d'assainissement jusqu'à la fin de l'exercice 2015. Ce dernier a été transféré à l'EPT début 2016. Le périmètre de contrôle et d'analyse n'est donc pas totalement constant sur la période. Toutefois, la part du budget annexe dans le budget consolidé étant minime, seul le budget principal a été analysé.

[9] Le Comité national de fiabilité des comptes locaux est une instance partenariale qui assemble les représentants des ordonnateurs locaux, des comptables publics et des juges des comptes. Présidé par le directeur général des finances publiques (DGFip) ou son représentant par délégation du ministre chargé des comptes publics, il est composé de représentants des associations d'élus locaux, de la DGFip et de la DGCL, des juridictions financières et d'experts.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Le 31 décembre 2015, le compte administratif a été arrêté comme suit :

- le résultat de clôture de la section de fonctionnement est de 968 016,87 €,
- le résultat de clôture de la section d'investissement est de – 118 386,52 €,
- le soldes des restes à réaliser est de – 482 710,82 €,
- le résultat du budget assainissement pour l'exercice 2015 est créditeur de 366 930,23 €.

Le budget assainissement a été transféré à l'EPT Terres d'Envol en 2016, par la délibération n° 2016-147 du 19 novembre 2016.

**Tableau n° 12 : Résultats budget assainissement 2015**

| COMPTE ADMINISTRATIF ASSAINISSEMENT 2015 (en €) | |
|---|---|
| Résultat de clôture<br>Section exploitation | 968 026,87 |
| dont résultat reporté n-1 | *459 568,06* |
| Résultat de clôture<br>Section investissement | – 118 386,52 |
| Soldes des restes à réaliser | *– 482 710,82* |
| Solde créditeur | *366 930,23* |

*Source : documents Villepinte*

Le budget ainsi exécuté et le compte administratif ainsi arrêté, les résultats 2015 d'assainissement ont fait l'objet des écritures suivantes afin d'être transférés à l'EPT, par la délibération n° 2016-147 du 19 novembre 2016 :

**Tableau n° 13 : Affectation du résultat d'assainissement 2015 (en €)**

| | | |
|---|---|---|
| Dépenses investissement | 001 Solde exécution | 118 386,52 |
| Recettes investissement | 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé | 118 386,52 |
| Recettes fonctionnement | 002 Résultat de fonctionnement reporté | 849 640,35 |
| Dépenses fonctionnement | 678 Reversement à l'EPT pour financer les reports | 482 710,12 |

*Source : documents Villepinte*

S'agissant du transfert du réseau d'assainissement et des emprunts y afférents, les écritures de sortie du bilan de la commune ont été passées et les emprunts sont pris en charge par l'EPT depuis le 1er janvier 2016.

La commune indique que les charges du personnel mis à disposition de l'EPT ont fait l'objet de remboursements jusqu'en juillet 2017, date à laquelle ce personnel a été intégré par l'EPT. Au total, les mises à disposition représentent 1,8 ETP[10], comprenant du personnel dédié à l'assainissement, à la politique de la ville et au PLU. Les remboursements ont été sollicités et obtenus en 2017 et 2018 (cf. tableau des flux *infra*).

Par ailleurs, le périmètre de l'EPT a évolué depuis sa création en 2016. Ainsi, la compétence « tableaux numériques interactifs et subventions sport/culture » a fait l'objet d'un retour dans le giron communal le 1er janvier 2017[11]. Il a en été de même pour le cimetière intercommunal le 1er janvier 2018. Les compétences « politique de la ville », « eaux pluviales » et « PLU » ont été transférées à l'EPT le 1er janvier 2016.

Le périmètre financier de la commune a donc évolué ces dernières années et évoluera encore jusqu'à ce que le pacte financier et fiscal, souhaité par la commune, soit conclu avec l'EPT.

[10] ETP : Équivalent temps plein.
[11] Délibération n° 2017-0637 du 25 mars 2017 ; Délibération n° 2018-055 du 23 juin 2018.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



## 3.1 L'impact des réformes territoriales

Le 1er janvier 2010 a été créée la communauté d'agglomération (CA) Terres de France réunissant les communes de Sevran, Tremblay en France et Villepinte. S'agissant des compétences de la CA et de leurs déclinaisons pratiques, la commune a fourni un tableau présenté en annexe. Elles correspondent aux compétences initiales de la CA auxquelles a été ajoutée une compétence facultative, l'aménagement paysager, écologique et durable de la vallée du Ru du Sausset (études de faisabilité et réalisation) par la délibération n° 2014-018.

Le 1er janvier 2016, la CA Terres de France se transforme et devient l'EPT Terres d'Envol, dont les compétences ne sont pas encore définitivement figées.

En devenant membre de l'EPT, l'attribution de compensation perçue par la commune a évolué comme suit :

**Tableau n° 14 : Évolution de l'attribution de compensation**

| Versée par la CATF[12] jusqu'en 2015 inclus | Montant perçu (en €) | Délibérations |
|---|---|---|
| 2013 (conforme au CA) | 16 522 899 | Délibération n° 2014-001 (prévoyait 16 522 801 €) |
| 2014 (conforme au CA) | 16 498 291 | Délibération n° 2014-001 (montant conforme à la délibération) |
| 2015 (conforme au CA) | 17 411 688 | Délibération n° 2015-125 (montant conforme à la délibération) |
| **Versée par la Métropole Grand Paris depuis 2016** | | |
| 2016 (conforme au CA) | 23 790 553 | Soit une augmentation de 6 378 865 € de l'attribution de compensation depuis 2016 |
| 2017 (conforme au CA) | 23 790 553 | |
| 2018 (conforme au CA provisoire) | 23 790 553 | |

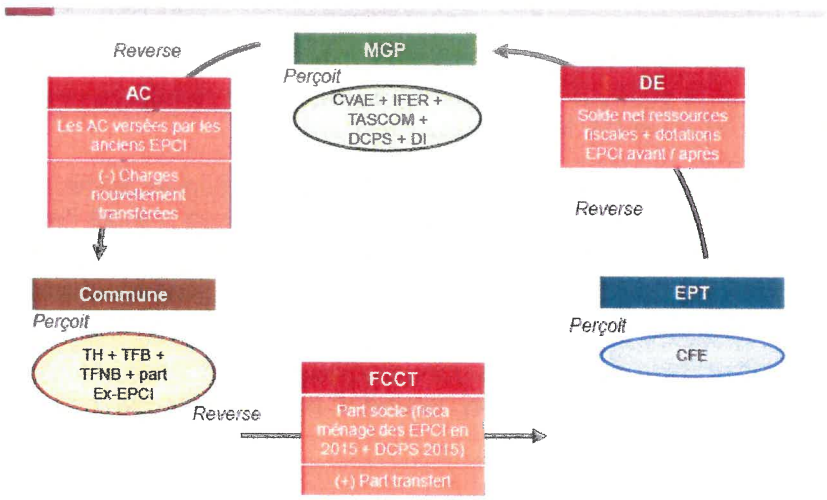
*Source : comptes administratifs et délibérations de la commune de Villepinte*

La commune a perçu différents fonds de concours de la part de la CATF entre 2010 et 2015 pour un total de 6,4 M€.

À compter de 2016, c'est-à-dire de la création de la métropole du grand Paris et de l'EPT, les flux financiers se complexifient, comme l'illustre le graphique ci-dessous :

**Organigramme n° 1 : Les relations financières entre la commune, l'EPT et la MGP**

**Rappel : relations financières MGP – EPT – communes**




*Source : Document fourni par la commune*

[12] CATF : Communauté d'agglomération Terres de France.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Depuis 2016, la commune de Villepinte perçoit le produit des taxes sur les ménages (taxe d'habitation (TH), taxe foncière bâti (TFB) et taxe foncière non bâties (TFNB)) auparavant perçu par la CATF. Elle reverse le produit de ces taxes à l'EPT via le FCCT[13]. Il s'y ajoute la revalorisation annuelle de ces trois impôts, calculée en application du taux forfaitaire voté par le Parlement.

Par ailleurs, la commune enregistre dans ses recettes la composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'année n-1 relative à la compensation de la part salaire (CPS) de l'ancienne taxe professionnelle. Elle reverse cette dotation de compensation de la part salaire (DCPS) via le FCCT à l'EPT qui lui-même la reverse à la MGP.

En 2015, il a été décidé que la dotation du fonds de péréquation intercommunales et communales (FPIC), perçue par Villepinte et les autres communes membres de la CATF, serait désormais intégralement reversée à cette dernière. En contrepartie, la CATF a pris la décision d'abonder l'attribution de compensation qu'elle verse à chaque commune du montant équivalent à celui transféré[14]. S'agissant de Villepinte, l'attribution de compensation a en conséquence été augmentée de 913 397 €.

Selon la commune de Villepinte, Paris Terres d'Envol a proposé aux communes membres un projet de pacte financier et fiscal, en juillet 2018. À cette occasion, de nombreuses questions ont été posées par les communes, inquiètes de l'évolution de leurs relations financières avec l'EPT. Ainsi, l'EPT a été sollicité sur *« le manque de lisibilité financière à moyen terme avec le transfert de la cotisation foncière des entreprises (CFE) à la métropole, l'absence de plan pluriannuel d'investissement et l'intérêt territorial »*. Selon la commune de Villepinte, depuis la présentation du projet en juillet 2018, aucune réunion de travail n'a été proposée.

De même, en octobre 2018, un projet de charte de gouvernance partagée sur les compétences aménagement, restructuration urbaine et constitution de réserves foncières a été présenté aux villes » mais selon la commune à ce jour, la charte de gouvernance partagée est toujours à l'état de projet.

Afin d'objectiver l'impact financier de l'intégration de Villepinte à l'EPT, en l'absence de pacte fiscal et financier, les flux financiers entre la commune et l'EPT au cours de l'exercice 2016 sont présentés ci-dessous :

**Tableau n° 15 : Impact financier en 2016 de l'intégration dans l'EPT et la MGP**

| *Produits supplémentaires* | | *Charges supplémentaires FCCT* | |
|---|---|---|---|
| *Part fiscale TH et TF groupement 1 % 2016** | *3 136 676* | *Reversement TH TFB TFNB Revalorisation Exo TH** | *3 124 146* |
| | | *Reversement de la CPS/DGF** | *6 378 865* |
| *CSP/DGF (majoration AC)**** | *6 378 865* | *Transferts de compétences*** | *367 486* |
| ***TOTAL PRODUITS*** | *9 515 541* | ***TOTAL CONTRIBUTION FCCT**** | ***9 870 497*** |

*Délibération n° 2016-082 du 25 juin 2016 et rapport compte administratif 2016
**PLU, PDV et eaux pluviales. Effectués en 2016, pas compensés en 2016
***Compte administratif 2016 : mandats émis et rattachements
****Différence entre AC 2015 et AC 2016

*Source : Comptes administratifs et rapports de présentation*

**Différence produit-charges : - 354 856 €**

**Coût réel (sans les 367 K€ non compensés) : - 75 240 €**

Si l'on soustrait les 367 000 € de transferts de compétences qui seront compensés ultérieurement par la Commission locale d'évaluation des charges et des transferts (CLECT), l'intégration à l'EPT pour la commune de Villepinte, en 2016, a été pratiquement neutre.

[13] Délibération n° 2016-082 du 25 juin 2016.
[14] CLECT du 3 juillet 2015. Délibération de Villepinte n° 2015-125 du 3 octobre 2015.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



## 3.2 L'impact de la liquidation de la Semaville

Comme indiqué *supra* à propos de la fiabilité des comptes, la commune doit procéder à plusieurs écritures de régularisation afin d'actualiser son bilan et d'en donner une image sincère et fiable. Ainsi, les titres de participation de la Semaville, société liquidée en 2000, et les prêts pris en charge par la commune à la suite des difficultés financières de la Sem, soit respectivement 220 213,66 € et 8 842 043 €, doivent être sortis du bilan de la commune.

Ces écritures vont grever les fonds propres de la commune et affecteront également son résultat dans le mesure où elles constituent une perte à enregistrer en charge de fonctionnement pour un montant total de 9 062 256,66 €.

L'analyse financière ci-dessous a été effectuée compte non tenu de cette somme. Il va de soi que les régularisations à effectuer auront un impact particulièrement important sur le budget de l'exercice concerné et sur les exercices suivants. La situation financière de la commune s'en trouvera très significativement dégradée.

Ainsi, depuis la liquidation de la Semaville en 2000, la présentation du résultat de fonctionnement, des soldes intermédiaires de gestion et de l'autofinancement est inexacte.

## 3.3 La section de fonctionnement

Afin d'analyser l'évolution de la situation financière de la commune, il a été effectué un retraitement des données liées aux flux avec l'EPT dans certains des tableaux, avec indication du retraitement effectué le cas échéant.

### 3.3.1 Les recettes de fonctionnement

Entre 2013 et 2018, les produits de gestion de la commune (retraités de la dotation de compensation de la part salaire, cf. *infra* fiscalité reversée) ont augmenté de 10 %, de 57,3 M€ à 63 M€ (69,4 M€ sans retraitement).

**Tableau n° 16 : Les produits de gestion 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ressources fiscales propres (nettes des restitutions) | 25 164 942 | 25 454 805 | 26 000 101 | 28 765 574 | 29 602 252 | 31 601 238 |
| + Ressources d'exploitation | 3 308 885 | 3 081 929 | 3 362 010 | 3 589 732 | 3 606 167 | 3 394 384 |
| Ressources institutionnelles (dotations et participations) | 10 938 884 | 10 563 661 | 9 531 232 | 8 657 839 | 8 191 128 | 8 014 418 |
| + Fiscalité reversée par l'interco et l'État | 17 899 033 | 17 939 555 | 17 939 555 | 19 731 945 | 19 621 673 | 20 083 411 |
| **= Produits de gestion** | **57 311 744** | **57 039 950** | **56 832 898** | **60 745 089** | **61 021 220** | **63 093 451** |

*Source : comptes de gestion, logiciel Anafi. Pour mémoire, l'attribution de compensation liée au passage à l'EPT est de 6 378 865 € (DCPS). Elle a été neutralisée à partir de 2016.*

➢ **Les ressources fiscales**

Parmi les ressources de la commune, la part des impôts locaux et des différentes taxes était de 50 % en 2018, en constante augmentation sur la période (44 % en 2013).

Si les taxes sur les activités de service, les taxes sur les activités industrielles et les taxes liées à l'environnement sont en hausse sur la période (environ + 17 %), les autres taxes dont les droits de mutation sont relativement stables entre 2013 et 2015 puis augmentent sensiblement de 2016 à 2018 pour atteindre 3,3 M€. Leur part dans les ressources est passée de 1 % à presque 6 %. Bien que dynamiques en fin de période, elles ne constituent pas forcément une ressource stable pour la commune qui n'a pas la maîtrise des mutations sur son territoire.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 17 : Les ressources fiscales propres 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Impôts locaux nets des restitutions | 23 666 102 | 23 862 662 | 24 423 376 | 26 947 070 | 27 579 142 | 27 103 441 |
| + Taxes sur activités de service et domaine | 377 225 | 381 513 | 447 282 | 510 308 | 536 909 | 556 637 |
| + Taxes sur activités industrielles | 565 660 | 541 715 | 537 220 | 558 776 | 542 861 | 543 312 |
| + Taxes liées à l'environnement et l'urbanisation | 12 456 | 12 876 | 13 058 | 13 488 | 13 908 | 14 208 |
| + Autres taxes (dont droits de mutation à titre onéreux, DMTO) | 543 499 | 656 039 | 579 165 | 735 932 | 929 433 | 3 383 639 |
| **Total ressources fiscales propres** | **25 164 942** | **25 454 805** | **26 000 101** | **28 765 574** | **29 602 252** | **31 601 238** |

*Source : Logiciel chambre régionale des comptes*

Ces tendances se confirment en 2019 et 2020, sauf pour les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) en repli à 1,3 M€ puis 0,8 M€.

Les taux d'imposition sont restés inchangés entre 2013 et 2015 inclus. Du fait de l'intégration à l'EPT, les taux intercommunaux ont été intégrés aux taux communaux. De ce fait, leur valeur faciale a augmenté sensiblement en 2016. Ainsi, le taux[15] de la taxe d'habitation a connu en apparence une forte augmentation (+ 54 % en 2016). Le taux[16] de la taxe sur le foncier bâti est resté inchangé en 2016. Le taux[17] de la taxe sur le foncier non bâti est inchangé sur toute la période.

Les taux de Villepinte sont très nettement au-dessus de la moyenne nationale des communes de sa strate démographique[18]. Comparée aux communes de la même strate du seul département de la Seine-Saint-Denis, Villepinte apparaît dans la moyenne pour le taux de la taxe d'habitation mais se situe bien au-dessus pour ceux du foncier bâti et non bâti.

Dans son rapport d'orientation budgétaire de février 2018, la commune indique qu'elle souhaite que les taux des trois taxes concernées n'augmentent plus à l'avenir.

Il convient d'ajouter que la commune perçoit une dotation du fonds de solidarité de la région Île-de-France (FSRIF)[19], dont le montant est passé de 1,4 M€ en 2013 à 1,5 M€ en 2018.

**Tableau n° 18 : Les taux fiscaux 2013-2018**

| En % | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux TH | 16,98 | 16,98 | 16,98 | 26,07 | 26,07 | 26,07 |
| *dont « ancien » taux interco* | | | | ***9 09*** | ***9, 09*** | ***9,09*** |
| Taux FB | 33,15 | 33,15 | 33,15 | 33,15 | 33,15 | 33,15 |
| *Taux FNB* | *99,47* | *99,47* | *99,47* | *99,47* | *99,47* | *99,47* |

*Source DGFip, les taux à partir de 2016 intègrent les taux transférés par l'EPT à la commune*

Le total des bases fiscales a augmenté de 4,3 % entre 2013 et 2018 du fait essentiellement de l'assiette de la TH.

[15] Taux communal + « ancien » taux intercommunal en vertu de l'article 1640 E du code général des impôts (CGI).
[16] Idem.
[17] Idem.
[18] Comparaison avec les taux de TH des villes de Bagnolet (24,83 %), Gagny (28,57 %) et Neuilly-sur-Marne (23,64 %).
[19] Créé en 1991, le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 19 : Les bases fiscales 2013-2018**

| Bases nettes | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Var. 2017/2013 en % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 31 093 300 | 31 470 962 | 32 447 096 | 32 555 369 | 33 390 884 | 7,4 |
| Taxe foncier bâti | 54 776 228 | 55 309 761 | 56 080 401 | 55 516 852 | 56 102 223 | 2,4 |
| Taxe foncier non bâti | 114 409 | 132 205 | 253 649 | 99 814 | 148 624 | 30 |
| **Bases nettes totales** | 85 983 937 | 86 912 928 | 88 781 146 | 88 172 035 | 89 641 731 | 4,3 |

*Source : États fiscaux communaux*

## ➢ Les ressources d'exploitation 2013-2018

Les ressources correspondent à des recettes diverses liées à l'activité de la commune. Elles ne connaissent que peu de variations et n'appellent pas de remarques particulières.

**Tableau n° 20 : Les ressources d'exploitation 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Var. annuelle moyenne (en %)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| + Domaine et récoltes | 229 958 | 253 000 | 246 194 | 236 343 | 228 497 | 244 599 | *1,2* |
| + Travaux, études et prestations de services | 2 121 995 | 2 120 534 | 2 256 339 | 2 243 990 | 2 294 268 | 2 381 014 | *2,3* |
| + Mise à disposition de personnel facturée | 130 749 | 138 356 | 173 697 | 473 550 | 405 936 | 194 437 | *8,3* |
| + Remboursement de frais | 357 589 | 119 151 | 149 683 | 106 060 | 89 812 | 129 465 | *- 18,4* |
| **= Ventes diverses, produits des services et du domaine et remboursements de frais (a)** | **2 840 291** | **2 631 042** | **2 825 913** | **3 059 943** | **3 018 512** | **2 949 515** | *0,8* |
| + Revenus locatifs et redevances (hors délégation de service public ) | 365 543 | 344 654 | 421 482 | 435 464 | 409 638 | 317 208 | *- 2,8* |
| + Excédents et redevances sur services publics industriels et commerciaux (SPIC) | 103 050 | 106 233 | 114 615 | 94 325 | 178 018 | 127 662 | *4,4* |
| **= Autres produits de gestion courante (b)** | **468 594** | **450 887** | **536 098** | **529 789** | **587 656** | **444 870** | *- 1,0* |
| **= Ressources d'exploitation (a+b+c)** | **3 308 885** | **3 081 929** | **3 362 010** | **3 589 732** | **3 606 167** | **3 394 384** | *0,5* |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

## ➢ Les ressources institutionnelles

Les ressources institutionnelles de Villepinte ont reculé de 27 % sur la période, de 10,9 M€ en 2013 à 8,0 M€ en 2018. Ce recul est dû à la diminution de moitié de la part forfaitaire de la DGF à la suite de la baisse des concours financiers de l'État mise en œuvre en application de la loi de programmation des finances publiques. Au contraire, la dotation d'aménagement versée par l'État à la commune de Villepinte, a augmenté de 35 % grâce à la dotation de solidarité urbaine[20] qui a été relevée de 1,1 M€ en 2013 à 1,6 M€ en 2018.

Le potentiel financier par habitant de la commune est passé de 1 316 € en 2013, l'équivalent du potentiel moyen de la strate, à 1 356 € en 2017, soit un peu plus que la moyenne de la strate (1 305 €)[21].

La commune a continué à bénéficier sur la période de participations notamment de la part de l'État, à hauteur de 2 M€. Les participations en provenance du département diminuent de façon constante depuis 2014 (- 24 %). Les autres participations proviennent de la caisse d'allocation familiale (Caf) et du conseil régional.

[20] Créée en 1991, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale est une dotation de péréquation qui a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.
[21] *Source : États fiscaux fournis par la commune.*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 21 : Les ressources institutionnelles 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Var. annuelle moyenne (en %)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation Globale de Fonctionnement | **8 278 913** | **7 764 950** | **6 501 391** | **5 214 985** | **4 801 827** | **4 882 715** | *- 10,0* |
| *dont dotation forfaitaire* | *6 994 353* | *6 512 353* | *5 274 777* | *3 985 391* | *3 312 885* | *3 234 242* | *- 14,3* |
| *dont dotation d'aménagement* | *1 221 702* | *1 225 806* | *1 226 614* | *1 229 594* | *1 488 942* | *1 648 473* | *6,2* |
| Autres dotations | **14 040** | **14 040** | **18 939** | **8 424** | **8 424** | **8 424** | *- 9,7* |
| FCTVA[22] | **0** | **0** | **0** | **0** | **146 230[23]** | **154 862[24]** | *N.C.* |
| Participations | **2 240 364** | **2 379 507** | **2 493 425** | **2 758 504** | **2 381 483** | **2 063 786** | *- 1,6* |
| *dont État* | *117 716* | *318 931* | *471 410* | *463 645* | *363 785* | *200 289* | *11,2* |
| *dont régions* | *3 527* | *33* | *33* | *33* | *5 033* | *4 697* | *5,9* |
| *dont départements* | *552 865* | *542 065* | *490 609* | *399 459* | *316 361* | *143 514* | *- 23,6* |
| *dont groupements* | *8 000* | *0* | *0* | *9 899* | *12 351* | *4 339* | *- 11,5* |
| *dont autres* | *1 558 256* | *1 518 478* | *1 531 372* | *1 885 467* | *1 683 953* | *1 710 947* | *1,9* |
| Autres attributions et participations | **405 567** | **405 164** | **517 477** | **675 926** | **853 164** | **904 631** | *17,4* |
| *dont compensation et péréquation* | *403 263* | *404 245* | *452 008* | *610 794* | *787 894* | *839 280* | *15,8* |
| *dont autres* | *2 304* | *919* | *65 469* | *65 132* | *65 270* | *65 351* | *95,2* |
| **= Ressources institutionnelles (dotations et participations)** | **10 938 884** | **10 563 661** | **9 531 232** | **8 657 839** | **8 191 128** | **8 014 418** | *- 6,0* |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

## ➢ La fiscalité reversée

Le montant annuel de l'attribution de compensation totale perçue de 2016 à 2020 est de 23,79 M€ environ. Néanmoins, afin d'avoir une vision plus juste de l'évolution de la fiscalité reversée par l'État et par l'intercommunalité, celle-ci doit faire l'objet d'un retraitement. Ainsi, l'attribution de compensation majorée suite à l'intégration dans l'EPT a été neutralisée dans le tableau suivant à partir de 2016.

La variation de l'attribution de compensation due à intégration à l'EPT est de 6 378 865 €[25], en raison de l'ajout à l'attribution de compensation 2015 de la compensation part salaires (CPS). Il apparait ainsi dans le tableau ci-dessous que le montant de l'attribution de compensation hors CPS reste inchangé à compter de 2015 jusqu'à la fin de la période sous revue.

**Tableau n° 22 : La fiscalité reversée par l'État et l'intercommunalité (retraitée) 2013-2018**

| En € | 2013 | 2 014 | 2015 | 2 016 | 2017 | 2 018 | Var. 2018/2013 (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Attribution de compensation | 16 522 899 | 16 634 298 | 17 411 688 | **17 411 688** | **17 411 688** | **17 411 688** | 5,4 |
| Fonds de péréquation (FPIC) et de solidarité | 1 376 134 | 1 305 257 | 527 867 | 2 320 257 | 2 209 985 | 2 671 723 | 94 |
| **Total fiscalité reversée** | **17 899 033** | **17 939 555** | **17 939 555** | **19 731 945** | **19 621 673** | **20 083 411** | 12 |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes. Pour mémoire, l'attribution de compensation liée au passage à l'EPT est de 6 378 865 €. Elle a été neutralisée à partir de 2016.*

[22] FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.
[23] En raison de l'éligibilité des travaux de voirie au FCTVA.
[24] Idem
[25] En vertu de la délibération n° 2016-082 du 25 juin 2016 portant décision modificative. Le montant est repris dans le rapport de présentation du CA 2017 (délibération n° 2017-042 du 24 juin 2017).

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



### 3.3.2 Les dépenses de la section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 7,2 % de 2013 à 2018. Plus précisément, l'évolution s'est faite en deux temps : une hausse sensible de 2013 à 2015 (+ 6,8 % en deux ans), puis une quasi-stabilité au cours des trois années suivantes.

Les charges à caractère général représentaient 25 % des dépenses totales de fonctionnement en 2018 contre 26,5 % en 2013.

La forte hausse des charges à caractère général en 2018, soit de 0,78 M€ (+ 6,5 %), mérite ainsi d'être soulignée. Selon la commune, elle s'expliquerait notamment par la progression des honoraires des avocats[26] et par les facteurs suivants :

- bâtiment publics : + 276 120 €, en raison de l'augmentation des coûts liés à la DSP chauffage urbain avec la société Cofely (intégration de nouveaux bâtiments, augmentation du coût d'exploitation, mise aux normes et entretien des installations de chauffage) ;
- locations mobilières : + 131 912 €, liés au coût des destructions de locaux communaux et de réaffectation des services dans le cadre de la Zac de la pépinière et location d'un logement de fonction pour le nouveau Directeur général des services (DGS) (19 807 €) ;
- divers : + 110 890 €, dépenses liées à un audit sur la démographie scolaire (31 560 €), l'externalisation de prestations informatiques (21 404 €) pour faire face à un déficit dans les effectifs, audit informatique (20 940 €), réalisation d'une plaquette mi-mandat (13 890 €), une AMO DSP crèche (12 000 €),
- réseaux : + 89 028 €, liés aux prix plus élevés du nouveau marché d'éclairage public ;
- entretien réparation sur terrains : + 74 264 €, liés à la passation de nouveaux marchés (espaces verts ; clôtures) ;
- frais de nettoyage des locaux : + 54 072 €, liés à l'intégration de nouveaux bâtiments ;
- fêtes et cérémonies : + 48 937 € (politique de la ville, rétablissement du feu d'artifice du 14 juillet, hausse des coûts du marché de Noël).

Les subventions de fonctionnement ont augmenté sensiblement (+ 10 %), de 2,8 M€ à 3,1 M€. Elles comprennent les subventions versées aux associations ainsi que la subvention d'équilibre versée chaque année au centre communal d'action sociale (CCAS). Leur augmentation s'explique notamment par le relèvement de 250 000 € de la subvention au CCAS. Les subventions aux associations ont diminué de 150 000 €. Cependant, en euros par habitant, les subventions versées par la commune de Villepinte paraissent modérées puisqu'elles s'élevaient à 79 € en 2017 au lieu de 107 € en moyenne dans les communes de même strate.

Au cours de la période 2013-2018, le poste de dépenses dont l'augmentation a été la plus importante est celui des dépenses de personnel (+ 12 %). Toutefois, cette forte hausse procède presque entièrement des années 2014 et 2015 (+ 10,8 %). En revanche, la masse salariale n'a guère progressé en 2018 (+ 1,1 %) par rapport à 2015.

Pour éclairer ces évolutions, la collectivité évoque les facteurs suivants :

- réforme statutaire : les décrets n$^{os}$ 2014-78, 2014-79 et 2014-80 du 29 janvier 2014 modifient les grilles indiciaires et les règles de classement des agents de catégorie B et C. Les indices afférents ont ainsi été modifiés au 1$^{er}$ février 2014 puis au 1$^{er}$ janvier 2015 ;

[26] La commune a toujours plusieurs contentieux en cours.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021001-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



- mise en place de la réforme des rythmes scolaires au 1er septembre 2014 a entraîné des redéploiements de personnels mais aussi des recrutements spécifiques, notamment d'animateurs engendrant une hausse de la masse salariale. Son coût global aurait été de l'ordre d'un million d'euros. L'abrogation de cette réforme en juin 2016 aurait généré en retour une baisse de masse salariale.
- recrutement d'agents contractuels entrainant une hausse de la masse salariale des contractuels sur les années 2014 et 2015 ;
- créations de poste en 2014 et 2015 (+8 postes entre le 31/12/2013 et le 31/12/2015) ;
- mise en place de la complémentaire santé en 2013.

En ce qui concerne les années 2017 et 2018, la hausse limitée serait due, selon la commune, aux évolutions du point d'indice dans la fonction publique[27] et aux mesures réglementaires mises en œuvre au plan national. Par ailleurs, la mise en œuvre du protocole Parcours professionnel, carrières, rémunérations (PPCR) en 2017 a eu pour conséquences le reclassement de l'ensemble des agents de catégorie C sur trois grades (et non plus quatre) ainsi que la revalorisation des grilles indiciaires des catégories A à C.

Enfin, les premiers versements de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de la politique de ville, consécutive à la création de quartiers prioritaires, ont eu lieu en 2017, avec un effet rétroactif au 1er janvier 2015 pour les agents remplissant les conditions.

En 2017, en euros par habitant, les dépenses de personnel de la commune s'élevaient à 953 € contre 761 € en moyenne dans les communes de même strate[28]. Elles étaient donc particulièrement élevées, ce qui devrait inciter la commune de Villepinte à davantage d'efforts de maîtrise dans ce domaine. Ainsi, le ratio de rigidité des charges structurelles, dont les dépenses de personnel constitue la part principale, est passé de 55,7 % en 2013 à 63,8 % en 2018, atteignant un niveau inquiétant.

**Tableau n° 23 : Les charges de gestion 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Var. 2013/2018 (en %)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 12 690 014 | 13 226 108 | 12 559 595 | 12 252 045 | 12 360 263 | 13 167 932 | 4 |
| + Charges de personnel | 30 867 321 | 32 474 008 | 34 192 840 | 33 394 931 | 34 362 014 | 34 570 897 | 12 |
| + Subventions de fonctionnement | 2 798 046 | 2 853 864 | 2 896 501 | 2 857 458 | 2 834 512 | 3 087 634 | 10 |
| + Autres charges de gestion | 1 102 471 | 1 356 670 | 1 026 377 | 10 965 772 | 10 726 283 | 9 694 850 | |
| - FCCT | | | | 9 597 216 | 9 660 654 | 8 659 048 | |
| **Charges de gestion** | **47 457 851** | **49 910 650** | **50 675 313** | **49 872 990** | **50 622 418** | **51 862 265** | 9 |

*Source : comptes de gestion, Logiciel Anafi des chambres régionales des comptes. Le FCCT a été neutralisé à compter de 2016.*

Interrogée sur sa politique en matière de gestion de ses effectifs et de sa masse salariale, stable sur les dernières années de la période sous revue, la commune, qui affiche un objectif de contrôle de sa masse salariale compte tenu des contraintes budgétaires, indique que des actions auraient été menées afin de réduire les effectifs, améliorer le niveau de compétence et limiter les heures supplémentaires. Parmi ces actions, figureraient les efforts qui auraient porté en début de mandat sur le non-renouvellement des contrats venant à échéance, dès que cela était possible et sur le non-remplacement systématique des départs en retraite.

[27] L'augmentation du point d'indice s'est faite d'abord en juillet 2016 (+ 0,6 %) puis en février 2017 (+ 0,6 %).
[28] Données de la fiche individuelle de la commune du site collectivites-locales.gouv.fr. Il s'agit des communes de 20 à 50 000 habitants, France entière, appartenant à un groupement fiscalisé.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-20
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021


La commune précise avoir agi sur les variables suivantes : vacations, nombre de contractuels, heures supplémentaires et non remplacement de certains départs à la retraite. Elle fait valoir, entre 2015 et 2016, une diminution des heures supplémentaires payées (- 150 k€), ainsi qu'une diminution de l'emploi des agents contractuels et des agents vacataires (- 880 k€). Par ailleurs, neuf assistantes maternelles parties à la retraite entre 2015 et 2018 n'ont pas été remplacées. Enfin, la collectivité souligne que certaines mesures ont aussi contribué à limiter la hausse de la masse salariale, comme la suppression de la prime d'installation fin 2015, la baisse de la GIPA (suite aux réformes successives) et la baisse du montant versé au titre de l'allocation chômage.

**Tableau n° 24 : Les dépenses de personnel 2013-2018**

| En € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Var. annuelle moy. (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rémunérations | 21 501 003 | 22 715 036 | 23 698 339 | 23 136 725 | 23 853 115 | 24 219 955 | 2,4 |
| + Charges sociales + impôts et taxes + autres charges | 9 200 457 | 9 347 028 | 10 010 428 | 9 847 634 | 9 844 348 | 10 020 950 | |
| = Charges de personnel interne | 30 701 460 | 32 062 064 | 33 708 767 | 32 984 360 | 33 997 463 | 34 240 906 | 2,2 |
| + Charges de personnel externe | 165 860 | 411 944 | 484 073 | 410 571 | 364 551 | 329 551 | 14,7 |
| **= Charges totales de personnel** | **30 867 321** | **32 474 0080** | **34 192 840** | **33 394 931** | **34 362 014** | **34 570 897** | **2,3** |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes et comptes administratifs*

## 3.4 La section d'investissement

Le financement des investissements est assuré par les ressources propres de la commune et des ressources externes. Le financement propre de la commune comprend la capacité d'autofinancement de la commune nette des annuités de remboursement de sa dette ainsi que les recettes réelles d'investissement hors emprunt. Les soldes qui suivent correspondent aux comptes de gestion de la collectivité, sans retraitements.

### 3.4.1 La capacité d'autofinancement

Une analyse de la capacité d'autofinancement de la commune de Villepinte sans retraitement des flux MGP/EPT/commune montre une certaine stabilité de celle-ci sur la période sous revue, de 10,6 % à 11,4 % des produits de gestion, en deçà du seuil prudentiel des 15 %, avec un point bas en 2015 :

**Tableau n° 25 : La capacité d'autofinancement brute (2013-2018)**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits de gestion (A)** | 57 367 259 | 57 079 775 | 56 881 896 | 67 169 191 | 67 400 085 | 69 472 316 |
| **Charges de gestion (B)** | 47 457 851 | 49 910 650 | 50 675 313 | 59 470 206 | 60 283 072 | 60 521 313 |
| **Excédent brut de fonctionnement (A-B)** | 9 909 407 | 7 169 125 | 6 206 583 | 7 698 985 | 7 117 013 | 8 951 003 |
| +/- Résultat financier | - 997 175 | - 818 488 | - 736 306 | - 704 612 | - 657 135 | - 575 658 |
| +/- Autres produits et charges excep. Réels | 89 838 | - 273 295 | - 433 630 | 197 270 | 103 039 | - 467 244 |
| **= CAF brute** | **9 002 071** | **6 077 341** | **5 036 647** | **7 191 643** | **6 562 918** | **7 908 101** |
| *en % des produits de gestion* | *15,7* | *10,6* | *8,9* | *10,7* | *9,7* | *11,4* |

*Source : comptes de gestion, logiciel Anafi chambres régionales des comptes*

La CAF nette, c'est-à-dire la CAF brute réduite du remboursement en capital de la dette, s'est nettement améliorée sur la période du fait de la hausse de la CAF brute et d'un tassement des annuités en capital de la dette :

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 26 : La CAF nette 2013-2018**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CAF brute | **9 002 071** | **6 077 341** | **5 036 647** | **7 191 643** | **6 562 918** | **7 908 101** |
| - Annuité en capital de la dette | 2 374 335 | 2 427 962 | 2 261 196 | 2 025 706 | 1 990 237 | 2 302 453 |
| = CAF nette ou disponible (C) | **6 627 736** | **3 649 379** | **2 775 452** | **5 165 937** | **4 572 681** | **5 605 648** |

*Source : comptes de gestion, logiciel Anafi chambres régionales des comptes*

Cependant, les exercices 2019 et 2020 voient la CAF brute baisser à 5,8 et 5,7 M€ et une détérioration corrélative de la CAF nette, à 3,5 M€ puis 3,1 M€ (tendance à confirmer pour le dernier exercice).

### 3.4.2 Les recettes d'investissement

Le financement propre disponible s'obtient en ajoutant à la CAF nette le versement du fonds de compensation de la TVA (FCTVA), les subventions d'investissement reçues, les produits de cession et les taxes d'équipement

Diminuant de 3,5 M€ sur la période, le financement propre disponible passe de 15,3 M€ à 12,6 M€. Outre la diminution de la CAF nette, l'explication tient essentiellement à la diminution des subventions d'investissement (- 2 M€), corollaire de la diminution des dépenses d'équipement. En cumulé sur la période, il s'élève à 78 M€.

En 2017, en euros par habitant, les ressources d'investissement de la commune s'élèvent à 812 €. La moyenne des communes de même strate[29] est de 477 €, ce qui place Villepinte bien au-dessus des communes de même strate.

**Tableau n° 27 : Le financement propre disponible 2013-2018**

| En € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Cumul sur les années* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| = CAF nette ou disponible (C) | **6 627 736** | **3 649 379** | **2 775 452** | **5 165 937** | **4 572 681** | **5 605 648** | *28 396 833* |
| TLE[30] et taxe d'aménagement | 130 797 | 140 578 | 287 347 | 804 788 | 602 009 | 277 252 | *2 242 770* |
| + Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) | 1 769 150 | 2 293 729 | 1 846 593 | 1 731 679 | 1 942 390 | 1 896 483 | *11 480 024* |
| + Subventions d'investissement reçues | 6 545 384 | 2 215 110 | 2 694 446 | 1 637 267 | 7 208 463 | 4 420 512 | *24 721 181* |
| + Fonds affectés à l'équipement (amendes de police en particulier) | 35 787 | 49 555 | 48 304 | 54 410 | 52 349 | 56 311 | *296716* |
| + Produits de cession | 268 951 | 4 371 713 | 1 536 499 | 353 696 | 4 038 939 | 2 180 | *10 571 977* |
| + Autres recettes | 1 092 | 111 500 | 0 | 376 240 | 0 | 423 091 | *911 923* |
| = Recettes d'inv. hors emprunt (D) | **8 751 161** | **9 182 185** | **6 413 189** | **4 958 080** | **13 844 149** | **7 075 828** | *50 224 592* |
| = Financement propre disponible (C+D) | **15 378 897** | **12 831 564** | **9 188 640** | **10 124 017** | **18 416 830** | **12 681 476** | *78 621 424* |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

Sur la période, la commune a mobilisé à trois reprises son fonds de roulement et l'a reconstitué à trois reprises. Si entre 2013 et 2017 inclus, elle a eu recours à l'emprunt, l'exercice 2018 est marqué par l'absence de recours à un nouvel emprunt pour financer les investissements. Ainsi, fin 2018, le fonds de roulement net global cumulé est positif avec plus de 850 000 € différence entre le cumul des capacités/besoins de financement propre et le cumul des emprunts nouveaux, sur la période.

Enfin, il faut souligner que la commune a procédé à des cessions d'immobilisations pendant toute la période sous revue. Leur montant cumulé s'est élevé à 10,5 M€. La récurrence de ces cessions pourrait s'expliquer si la commune finançait elle-même sa Zac (Zac de la Pépinière), ce qui n'est pas le cas (sauf pour l'école élémentaire).

[29] Données de la fiche individuelle de la commune du site collectivites-locales.gouv.fr. Il s'agit des communes de 20 à 50 000 habitants, France entière, appartenant à un groupement fiscalisé.
[30] TLE : Taxe locale d'équipement.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



La chambre relève qu'au cours de la période 2013-2018, le financement propre disponible de la commune a été fortement dépendant des subventions d'investissement reçues, dont la part (31 %) a été presque aussi importante que celle de la CAF nette (36 %), ainsi que des produits de cession (13 %). En 2019, produits de cession (2,4 M€), FCTVA (3 M€) et autres recettes d'investissement (2,7 M€) compensent encore la faiblesse de la CAF nette.

Le besoin de financement propre était important en 2018 (- 2,1 M€) et le restera en 2019 et 2020 (- 9,9 M€ et - 1 M€) :

**Tableau n° 28 : Mode de financement des investissements 2013-2018**

| En € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Cumul sur les années* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **= Financement propre disponible (C+D)** | 15 378 897 | 12 831 564 | 9 188 640 | 10 124 017 | 18 416 830 | 12 681 476 | 78 621 424 |
| **- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie )** | 15 432 892 | 12 320 016 | 11 120 172 | 11 832 570 | 11 880 460 | 11 161 431 | 73 747 542 |
| - Subventions d'équipement (y compris subventions en nature) | 116 862 | 1 160 176 | 56 769 | 71 380 | 119 742 | 325 686 | 1 850 615 |
| +/- Dons, subventions et prises de participation en nature, reçus ou donnés | 2 680 666 | 111 500 | 22 999 | 376 240 | 6 113 676 | 3 241 089 | 12 546 170 |
| - Participations et inv. financiers nets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 880 | 1 880 |
| +/- Variation autres dettes et cautionnements | 27 838 | 46 075 | 37 979 | 68 423 | 58 174 | 82 935 | 27 838 |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | -2 879 360 | -806 204 | -2 049 279 | -2 224 597 | 244 778 | -2 131 544 | -2 879 360 |
| +/- Solde des opérations pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 908 | 3 488 | 28 396 |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement** | **- 2 879 360** | **- 806 204** | **- 2 049 279** | **- 2 224 597** | **269 686** | **- 2 128 056** | **- 9 817 811** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 2 931 886 | 1 223 650 | 1 580 942 | 135 600 | 4 798 016 | 0 | 10 670 094 |
| **Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global** | **52 526** | **417 446** | **- 468 338** | **- 2 088 997** | **5 067 702** | **- 2 128 056** | **852 283** |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

Enfin, il faut mentionner le fait que la commune, après avoir souscrit deux contrats de lignes de trésorerie, ne dispose plus de tel contrat depuis juillet 2015. Il est apparu que la commune payait au moins autant au titre de la commission de non-utilisation des lignes contractées qu'au titre des intérêts dus en raison des tirages effectués.

### 3.4.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement diminuent sensiblement sur la période, passant de 15,4 M€ en 2013 à 11,1 M€ en 2018, soit une diminution de 28 %. En 2017, en euros par habitant, elles s'élevaient à 504 € (soit 76 % des emplois d'investissement) pour 323 € pour les communes de même strate. Leur montant cumulé sur la période est de 73,7 M€. Au sein du compte 21, les plus gros postes de dépenses sont le réseau de voirie et d'électrification ainsi que les bâtiments publics.

Les opérations d'équipement actuelles concernent la destruction puis la reconstruction de la salle de boxe Infroit (environ 2 M€), celle d'un bâtiment pour la police municipale (1,7 M€), des acquisitions foncières (6,1 M€ entre 2018 et 2021) ainsi que deux opérations Agence nationale pour la rénovation urbaine (la fontaine Mallet et le parc de la Noue)[31].

Il faut également mentionner la construction de l'école primaire au sein de la Zac de la Pépinière. D'un montant total prévisionnel d'environ 10 M€, elle devait être achevée et mise en service pour la rentrée scolaire 2020.

[31] En ce qui concerne l'exercice 2018. Source CA 2018.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Planifiées dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissements (assez peu détaillé et ne mentionnant pas les recettes prévues) et gérées pour la plupart en AP/CP, les dépenses d'équipement envisagées ne figureront pas toutes durablement dans le budget communal. Ainsi, la commune s'interroge sur le possible transfert de l'opération Anru parc de la Noue et de l'opération d'aménagement du vieux pays à l'EPT. Il en va de même pour la Zac de la Pépinière, la compétence aménagement relevant à présent de l'EPT.

**Tableau n° 29 : Les dépenses d'équipement 2013-2018**

| En € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Cumul sur les années* | *Évolution 2018/2013* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie) | 15 432 892 | 12 320 016 | 11 120 172 | 11 832 570 | 11 880 460 | 11 161 431 | ***73 747 542*** | - 28 % |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

En ce qui concerne le renouvellement des immobilisations, il faut constater que le nombre d'années nécessaire augmente sensiblement sur la période, avec un pic entre 2014 et 2016. Le nombre d'années nécessaire au renouvellement des immobilisations passe de 14,6 en 2013 à 19,2 en 2018.

**Tableau n° 30 : Rythme de renouvellement des immobilisations 2013-2018**

| En nombre d'années | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Rythme apparent de renouvellement des immobilisations en années (immo. brutes propres / inv. d'équipement de l'année)*** | **14,6** | **22,7** | **22,2** | **23,6** | **14,1** | **19,2** | *18,64* |
| *dont installations de voiries* | *19,3* | *29,3* | *53,7* | *93,0* | *51,7* | *82,7* | *41,59* |
| *dont réseaux (voiries, eau, assainissement, câble, électricité)* | *9,4* | *13,9* | *13,6* | *36,1* | *20,9* | *20,9* | *17,18* |
| *dont immeubles de rapport* | *9,8* | *4,9* | *16,8* | *34,5* | *45,2* | *37,1* | *14,29* |
| *dont matériel et outillage* | *25,3* | *17,4* | *24,5* | *35,5* | *38,2* | *16,3* | *23,49* |
| *dont matériel de transport* | *508,8* | *48,2* | *16,1* | *23,2* | *27,1* | *27,6* | *29,52* |
| *dont mobilier, bureau, informatique* | *13,2* | *11,1* | *17,5* | *18,2* | *10,5* | *12,7* | *13,22* |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

Ainsi, ce sont les installations de voirie (83 ans environ), les immeubles (37 ans) et le matériel de transport (28 ans environ) qui pâtissent le plus de cette situation.

Si les immobilisations en cours sont prises en compte dans le calcul du rythme de renouvellement des immobilisations en général, le résultat se dégrade un peu plus. Ainsi, en 2018, il faut plus de 21 ans à la commune pour renouveler ses immobilisations, ce qui parait particulièrement élevé.

Ce constat pose la question de l'entretien et du renouvellement du patrimoine communal. La commune reconnait que son patrimoine est vieillissant et en mauvais état. La diminution de l'autofinancement et la volonté de maintien voire de réduction de la dette privent la commune de la possibilité de consacrer les crédits nécessaires à ce type de travaux. Sa politique patrimoniale semble consister à céder certains éléments de son patrimoine parmi les plus anciens. La commune semble donc donner la priorité aux nouveaux investissements au détriment du patrimoine existant.

**Tableau n° 31 : Rythme de renouvellement des immobilisations 2013-2018, immobilisations en cours comprises**

| En nombre d'années | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | *Moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Rythme apparent de renouvellement des immo., en cours compris, en années (immo. brutes propres y c. en cours / inv. d'équipement de l'année, y c. en cours)** | **13,2** | **20,1** | **23,6** | **23,1** | **15,9** | **21,1** | *18,82* |

*Source : Logiciel chambres régionales des comptes*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-20210707-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



### 3.4.4 La dette

Sur la période sous revue, l'encours de dette a reculé de 4,2 %, de 24,26 M€ au 1er janvier 2013 à 23,23 M€ au 31 décembre 2018. La commune a clairement cherché à maîtriser son endettement. Elle a financé ses immobilisations prioritairement par ses fonds propres et, en parallèle, a réduit la voilure en matière d'investissement. Ainsi, fin 2017, l'encours de dette de la commune s'élevait à 710 € par habitant contre 1 063 € en moyenne dans les communes de la même strate démographique. L'effort de la commune est donc sensible.

Il faut relever le montant relativement important d'un refinancement au cours de l'exercice 2017. D'un montant de 3,4 M€, il représente environ 16 % de l'encours au 1er janvier 2017. Ce refinancement apparait en dépenses comme en recettes dans les comptes de la commune.

En 2018, la commune avait inscrit 2,7 M€ de nouveaux emprunts dans ses prévisions budgétaires mais a finalement fait le choix de ne pas en contracter de nouveaux.

Fin 2018, la dette était composée à plus de 70 % d'emprunts à taux fixe, à 10 % de taux variable, 12 % de livret A et 5 % de « pente[32] ». La capacité de désendettement était de 3,3 ans et la durée de vie résiduelle de la dette de 13 ans et 7 mois. La dette parait saine et gérée avec prudence.

Ces éléments sont positifs mais devront être rapprochés, dans les prochaines années, de la durée de vie de ou des équipements dont l'acquisition s'est faite grâce aux emprunts et des éventuelles renégociations/rachats d'emprunts effectués ou à effectuer.

**Tableau n° 32 : L'endettement 2013-2018**

| En euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Charge d'intérêts et pertes nettes de change | 997 195 | 818 508 | 736 326 | 704 632 | 657 154 | 575 675 |
| **Taux d'intérêt apparent du budget principal (BP) (en %)** | ***4,0*** | ***3,5*** | ***3,2*** | ***3,3*** | ***2,6*** | ***2,5*** |
| Encours de dette du budget principal au 31 décembre | 24 785 360 | 23 534 973 | 22 816 740 | 21 152 756 | 25 615 899 | 23 230 511 |
| **Capacité de désendettement (dette / CAF brute du BP) (en année)** | **2,8** | **3,9** | **4,5** | **2,9** | **3,9** | **2,9** |

*Source : comptes de gestion, logiciel Anafi chambres régionales des comptes*

L'encours de dette apparaissait en augmentation en 2019, avec 24,7 M€, et en 2020, à hauteur de 28,5 M€ et la capacité de désendettement apparaît en hausse, à 4,9 années en 2020. Elle reste cependant très en deçà des seuils d'alerte.

La trésorerie nette sur la période ne pose aucune difficulté et n'appelle pas de remarque particulière. Elle est abondante et varie entre 22 et 68 jours de charges courantes.

**Tableau n° 33 : La trésorerie 2013-2018**

| au 31 décembre (en €) | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***=Trésorerie nette*** | ***3 020 057*** | ***3 004 497*** | ***5 349 026*** | ***10 241 909*** | ***11 484 190*** | ***6 916 102*** |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *22,7* | *21,6* | *38,0* | *62,1* | *68,8* | *41,3* |

*Source : comptes de gestion, logiciel Anafi chambres régionales des comptes*

## 3.5 Appréciation générale

L'intégration de la commune de Villepinte au sein de l'EPT Paris Terres d'envol n'a eu que peu d'impact sur sa situation financière.

[32] Soit 1,1 M€ en CRD sur un encours de 23,2 M€. *Source : la présentation du BP 2018 réalisée par la collectivité.*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-001-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



De fait, au cours de la période sous revue, l'évolution de la situation financière de la commune a été marquée par un mouvement de dégradation suivi d'une phase de redressement. De 2013 à 2015, la section de fonctionnement du budget principal de la commune a subi un « effet de ciseaux » dû à la hausse sensible des charges et au léger recul des produits. De 2015 à 2018, au contraire, la maîtrise des charges s'est conjuguée avec la reprise des produits. En conséquence, après être tombée en 2015 à 8,9 % des produits de gestion, la CAF brute est remontée à 11,4 % en 2018.

La commune a ramené ses dépenses d'équipement à un montant stable de 11 à 12 M€ par an de 2016 à 2018 au lieu de 15,4 M€ en 2013. En limitant son besoin de financement à moins de 10 M€ en montant cumulé au cours de la période sous revue, elle a pu réduire légèrement (- 4,2 %) l'encours de sa dette et conserver une capacité de désendettement favorable (2,9 années en 2018).

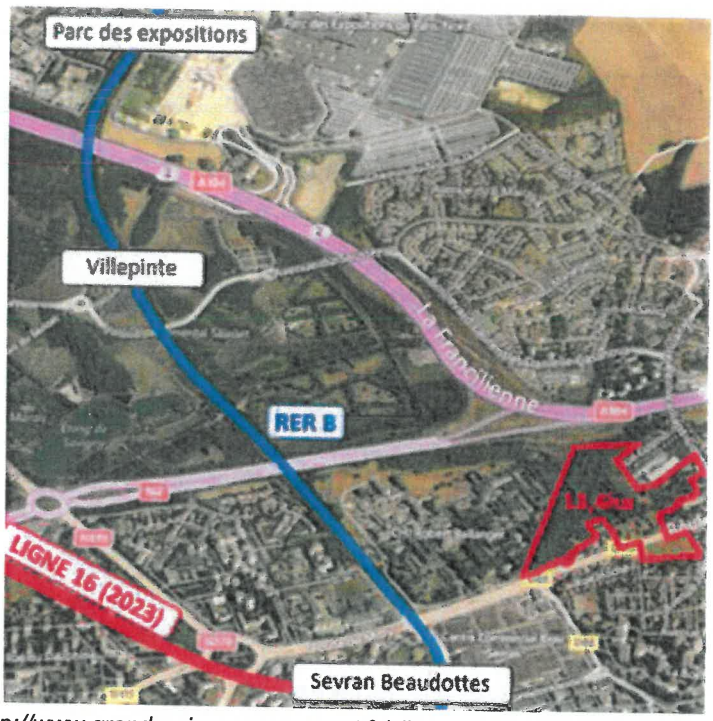
Au-delà, cependant, l'évolution de la situation financière de la commune pourrait être moins favorable. D'une part, la part importante de ses recettes d'investissement provenant des subventions reçues et des produits de cession d'immobilisation constitue un facteur important mais non pérenne de son équilibre financier.

On constate pour les deux derniers exercices une baisse de la CAF brute à 8,5 % des produits de gestion (à 5,8 M€ en 2019 puis 5,7 M€ en 2020), loin du seuil prudentiel des 15 %.

D'autre part, et surtout, la situation financière ne va pas manquer d'être affectée par la régularisation nécessaire des créances de 9 M€ sur la Semaville. L'inscription de la perte correspondante va dégrader fortement les résultats financiers et amputer le financement propre disponible pour l'investissement.

# 4 UN ÉQUIPEMENT PUBLIC : LA ZAC DE LA PÉPINIÈRE

**Photo n° 1 : Situation de la Zac de la Pépinière**




*Source : http://www.grandparisamenagement.fr/villepinte-la-Zac-de-la-pepiniere-en-projet/*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-20210706
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



La Zac de la Pépinière, seule Zac de la commune de Villepinte pendant la période sous revue, a été initiée par la conclusion d'un traité d'aménagement signé le 6 septembre 2007, mise en sommeil de 2007 à 2014, puis reprise par la conclusion d'avenants le 11 juillet 2014 (avenant n° 1), le 28 décembre 2015 (avenant n° 2) et le 4 septembre 2017 (avenant n° 3), préalablement approuvés par délibération du conseil municipal.

Étant donné l'ancienneté de cette opération, le contrôle de la chambre a porté sur les seuls faits et actes relevant de la période sous revue.

## 4.1 Le cadre juridique

La loi SRU[33] du 13 décembre 2000 a mis fin à la prise en charge automatique du déficit des opérations d'aménagement par la collectivité concédante et posé le principe du risque de l'aménageur. Les participations financières des collectivités locales aux opérations d'aménagement ne sont autorisées que dans le cas où celles-ci sont déléguées à un établissement public ou à une SEM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement (article L. 300-5). Le montant de la participation doit figurer dans la convention et ne peut être modifié que par avenant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante sur la base d'un rapport de l'aménageur. Toutefois, la loi SRU a explicitement exclu les conventions publiques d'aménagement des dispositions applicables aux délégations de service public, en particulier en matière de mise en concurrence.

La loi du 20 juillet 2005 a mis en conformité le droit interne avec le droit européen, en instaurant une obligation de publicité et de mise en concurrence.

Le décret d'application du 22 juillet 2009 a explicitement distingué les conventions soumises au droit européen des concessions (article R. 300-4 et suivants) - lorsque le concessionnaire assume une part significative du risque économique et si les produits de l'opération sont supérieurs au seuil des marchés de travaux - des conventions soumises au droit européen des marchés (article R. 300-11-1 et suivants). Lorsque le seuil n'est pas atteint, les modalités de concurrence sont fixées librement (article R. 300-11-7).

Enfin, plus récemment, l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret d'application du 1er février 2016 ont transposé les dispositions de la directive du 26 février 2014 relative aux concessions.

## 4.2 L'évolution de la Zac

La délibération n° 2006-239 du conseil municipal de Villepinte avait créé la Zac de la Pépinière et approuvé la signature du traité de concession d'aménagement.

Ce traité, d'une durée de sept ans prorogeable par avenants, a été conclu en 2007 entre la commune de Villepinte et l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP). Il a ensuite été modifié par trois avenants conclus en juillet 2014, décembre 2015 et septembre 2017. La conclusion du traité et de chacun de ses avenants avait été autorisée par délibération du conseil municipal.

La procédure de choix de l'aménageur était soumise aux règles de mise en concurrence. Toutefois, étant donné l'ancienneté des faits (contrat de 2007), la chambre n'a pas examiné les conditions de publication, mise en concurrence et passation du contrat.

Les principales dispositions du traité d'aménagement de 2007 étaient :

- Le rappel de l'objet de la convention : l'AFTRP assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la Zac au nom et pour le compte de la commune de Villepinte.

[33] SRU : Solidarité et au renouvellement urbains (dite aussi loi SRU) Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-01-PE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



- L'énoncé des obligations des parties :
  - l'AFTRP procède aux *« études pré-opérationnelles »*, acquiert les biens immobiliers nécessaires à la réalisation de la Zac, prépare les dossiers relatifs à la demande de déclaration d'utilité publique (DUP) ; elle est également chargée de *« réaliser les équipements d'infrastructure secondaire »* de la Zac, *« assurer le suivi et la coordination de la réalisation des équipements mis à la charge des bénéficiaires des (...) terrains aménagés »*, *« assurer la commercialisation »* des biens aménagés, *« établir et tenir à jour les documents comptables »*, assurer *« une bonne gestion de l'opération »*, et *« négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés »*.
  - La commune procède à toute modification de son Plan d'occupation des sols (POS) ou PLU nécessaire pour rendre urbanisables les terrains supports de l'opération, et réalise les équipements primaires nécessaires à la réalisation de la Zac (notamment : amenée des fluides).
- Le rappel des opérations non prévues au traité : *« opération d'infrastructure primaire d'amenée et/ou de renforcement des réseaux, travaux d'aménagement du parc paysager, fouilles archéologiques complémentaires, et travaux de dépollution. S'il doit y en avoir, cela fera l'objet d'une comptabilité distincte »*.
- L'imputation du risque financier : *« l'AFTRP supporte le risque financier de l'opération d'aménagement »*. Les charges liées à l'opération d'aménagement de la Zac sont couvertes notamment par : *« les produits des cessions, des concessions d'usage et des locations de terrains, les produits financiers, les subventions, ainsi que les participations »*.
- La participation de la commune au coût de l'opération : la commune cède à l'AFTRP les terrains objets de la Zac au prix estimé par les Domaines (annexé à la convention).
- Une annexe *« bilan prévisionnel de l'opération de la pépinière à Villepinte »* : équilibré à l'euro près, pour 13,4 M€ en recettes et autant en dépenses.
- L'estimation par les Domaines des terrains à céder par la commune à l'aménageur : 5 M€.

Les principales dispositions de chaque avenant étaient :

- Pour l'avenant n° 1, conclu en juillet 2014[34] : l'avenant constate que la commune avait décidé en 2008 de suspendre l'exécution de l'opération, qu'elle décidait en 2014 de la reprendre, et prorogeait l'opération.
- Pour l'avenant n° 2, conclu en décembre 2015 :
  - L'avenant modifie l'article 10 du traité en ajoutant des opérations à la liste des opérations non prévues dans le projet d'aménagement de la Zac, en précisant que ceux-ci *« seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'aménageur et financés en totalité par la ville qui s'engage expressément par les présentes à leur rachat intégral ou à leur remboursement intégral »*, en fixant leur coût à 2,1 M€ et en imputant celui-ci au bilan de la concession d'aménagement de la Zac
  - L'avenant précise que *« préalablement à l'engagement des travaux,* [l'aménageur] *fera valider par la ville le budget total des opérations prévues à l'article 10 »*.
  - L'avenant modifie l'article du traité relatif au financement de l'opération, en stipulant que *« la ville de Villepinte assurera la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un groupe scolaire (...) et d'un centre de loisirs dans l'emprise de l'opération. Elle prendra en charge l'ensemble des coûts afférents »* ; et en instituant au profit de l'aménageur une *« rémunération forfaitaire à concurrence de 660 000 € HT calculée sur la base d'un intéressement de 4 % du montant de cession de charges foncières »* ainsi qu'en instituant le principe du partage à parts égales entre l'aménageur et la commune des éventuels profits de l'opération d'aménagement de la Zac.
- Pour l'avenant n° 3, conclu en septembre 2017 : l'avenant actualise certaines annexes du traité de concession.

[34] L'avenant produit pendant l'instruction ne portant pas de date de signature, la chambre souligne sa fragilité juridique.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



En matière de contrat de concession, au moment de la conclusion de l'avenant n° 2, il découlait de l'état du droit qu'un avenant ne pouvait avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du contrat, ni de modifier l'objet du contrat de concession, ni d'entraîner une modification substantielle de l'un de ses éléments essentiels.

L'ordonnateur fait valoir ici que le chiffre d'affaires de la concession a connu à cette occasion une augmentation conséquente qu'il estime à 3 millions d'euros hors taxes, correspondant à environ 23 % du chiffre d'affaires initial.

Si aucun seuil formel n'est applicable en la matière à la date de signature, la chambre souligne que ce taux très significatif fait courir aux contractants un risque juridique de requalification de l'avenant en modification substantielle d'un élément essentiel du contrat.

## 4.3 Les coûts liés à la Zac

Le contenu de la Zac a évolué depuis l'origine ainsi que son bilan : 13,4 M€ prévus en 2007 (dont 4,9 M€ de travaux), puis 22,5 M€ en 2017 (dont 10,9 M€ de travaux). La chambre constate que le montant total des travaux a plus que doublé au cours de l'opération. Une telle augmentation suffit à caractériser un bouleversement de l'économie du contrat initial et ainsi à fonder la nécessité d'une remise en concurrence de l'aménageur. Toutefois, la chambre constate que l'opération est aujourd'hui quasiment terminée et que le risque de contentieux est donc plus faible qu'auparavant.

Cette augmentation du bilan de la Zac en dix ans est détaillée par le tableau comparant l'évolution des différents postes ci-dessous.

**Tableau n° 34 : Évolution des différents postes de dépenses de la Zac de la Pépinière**

| | TCA | Avenant 2 | Avenant 3 | Différence TCA / avenant2 | | Différence Avenant 2/ avenant 3 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Etudes | 100 000 € | 310 000 € | 355 000 € | 210 000 € | | 45 000 € |
| acquisitions foncières + frais d'aquisition | 6 260 800 € | 5 856 000 € | 5 135 000 € | - 404 800 € | | - 721 000 € |
| foncier ville | 3 920 800 € | 2 888 000 € | 2 611 000 € | - 1 032 800 € | | - 277 000 € |
| foncier etat | 603 200 € | 1 200 000 € | 752 000 € | 596 800 € | | - 448 000 € |
| acquisition et libération libre (?) | 1 300 000 € | | | - 1 300 000 € | | |
| foncier privé (inclus réemploi) | | 1 197 000 € | 1 179 000 € | 1 197 000 € | | - 18 000 € |
| Frais d'acquisitions | 436 800 € | 528 000 € | 550 000 € | 91 200 € | | 22 000 € |
| aléas acquisition | | 43 000 € | 43 000 € | 43 000 € | | - € |
| travaux | 4 850 000 € | 8 234 000 € | 10 877 000 € | 3 384 000 € | | 2 643 000 € |
| VRD | 3 550 000 € | 5 138 000 € | | 1 588 000 € | | |
| Paysage | 1 300 000 € | 1 034 000 € | | - 266 000 € | | |
| rachetés par la ville | | 1 753 000 € | 1 655 000 € | 1 753 000 € | | - 98 000 € |
| raccordement réseaux de chaleur | | | 1 344 000 € | | | 1 344 000 € |
| actualisation | | 309 000 € | 390 000 € | 309 000 € | | 81 000 € |
| Honoraires techniques | 533 500 € | 1 076 000 € | 1 370 000 € | 542 500 € | | 294 000 € |
| provision archéologie | 110 000 € | | | - 110 000 € | | - € |
| mise en état des sols | | 160 000 € | 1 289 000 € | 160 000 € | | 1 129 000 € |
| provision archéo | | 110 000 € | 72 000 € | 110 000 € | | - 38 000 € |
| provision compensation défrichement | | 50 000 € | 143 000 € | 50 000 € | | 93 000 € |
| travaux de défrichement | | | 244 000 € | - € | | 244 000 € |
| provision pour dépollution du site | | | 130 000 € | | | 130 000 € |
| provision pour démolitions | | | 100 000 € | | | 100 000 € |
| aléas géotechniques et confortement des sols (lot C) | | | 520 000 € | | | 520 000 € |
| aléas géotechniques compensés par des recettes supplémentaires sur J2 | | | 80 000 € | | | 80 000 € |
| redevance archéologique | | 60 000 € | - € | 60 000 € | | - 60 000 € |
| contribution règlementaires | 250 000 € | - € | - € | - 250 000 € | | - € |
| commercialisation | 40 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 160 000 € | | - € |
| charges aménageurs | 889 088 € | | | - 889 088 € | | |
| rémunération aménageur | | 1 570 000 € | 2 078 000 € | 1 570 000 € | | 508 000 € |
| frais financiers | 364 504 € | 525 000 € | 525 000 € | 160 496 € | | - € |
| intéressement aux recettes | | 662 000 € | 662 000 € | 662 000 € | | - € |
| | | | | | | |
| | 13 397 892 € | 18 653 000 € | 22 291 000 € | 5 195 108 € | | 3 638 000 € |

*Source : commune de Villepinte*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



L'augmentation du bilan de la Zac s'explique principalement par :

- L'interruption du projet entre 2007 et 2014 (le conseil municipal ayant changé suite aux élections municipales de mars 2008), puis la « réinterrogation » du projet en 2015, entraînant : la reprise des études déjà engagées et la modification de la programmation, ainsi que l'illustre le tableau suivant.

**Tableau n° 35 : Évolution du périmètre de la Zac Pépinière**

| TCA | Avenant n° 1 | Avenant 2 | Avenant n° 3 |
|---|---|---|---|
| 58 000 m² Shon[35] au total, *dont 38 000 m² Shon d'habitations et 20 000 m² Shon d'équipements, commerces, etc.)* | NA | 58 000 m² au total, dont 46 400 m² SPC[36] de logements,<br>2 300 m² SPC de « commerces et services »,<br>Un groupe scolaire (sans précision supplémentaire),<br>6 500 m² SPC de résidence pour personnes âgées | NA |

*Source : traité de concession d'aménagement et ses avenants*

- La modification de l'article 10 du traité de concession d'aménagement (TCA) sur la charge de réalisation de certains travaux, avec les conséquences suivantes :
  - L'allongement général de la durée de la Zac par rapport aux prévisions (de 7 ans à 14 ans), induisant une augmentation de la rémunération de l'aménageur et des frais financiers :

**Tableau n° 36 : Évolution des postes « rémunération de l'aménageur » et « frais financiers »**

| En M€ | TCA | Avenant n° 1 | Avenant n° 2 | Avenant n° 3 | CRACL[37] 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Rémunération aménageur | NA | NA | 1,6 | 2,1 | 2,3 |
| Frais financiers | 0,36 | NA | 0,53 | 0,53 | 0,41 |

*Source : traité de concession d'aménagement et ses avenants, CRACL 2017*

S'agissant de la rémunération de l'aménageur, la chambre constate que le traité de concession d'aménagement, relativement succinct, ne contient aucune disposition précise relative à ce point ni à la répartition d'éventuels profits à la fin du processus d'aménagement : ces éléments sont contenus dans l'avenant n° 2. Celui-ci, conclu huit ans plus tard, institue au profit de l'aménageur une *« rémunération forfaitaire à concurrence de 660 000 € HT calculée sur la base d'un intéressement de 4 % du montant de cession de charges foncières »* et institue le principe du partage à parts égales entre l'aménageur et la commune des éventuels profits de l'opération d'aménagement de la Zac.

Interrogée sur ce point, la commune s'est bornée à indiquer à la chambre que : *« La rémunération de l'aménageur est actualisée (…) à chaque CRACL. D'une part, y est acté le montant des charges réelles réalisées et validées par la Direction Comptable de Grand Paris Aménagement à la fin de l'année précédente, et d'autre part le prévisionnel du reste à faire est réajusté au regard de l'avancement de l'opération à date. Dans le dernier CRACL transmis (2017), le poste Rémunération de l'aménageur s'établit ainsi à 2,264 k€ HT, dont 1,461 k€ HT étaient certifiés réalisés par l'établissement à fin 2017 ».* Il ressort de l'examen du traité de concession d'aménagement, de l'avenant n° 3 et du CRACL 2017, détaillé dans le tableau suivant, que la rémunération de l'aménageur est passée de 1,83 M€ (prévus au traité de concession en 2017) à 3,94 M€ (constatés au CRACL 2017).

[35] Shon : Surface hors œuvre nette.
[36] SPC : Surface de plancher.
[37] CRACL : Comptes rendus annuels d'activité à la collectivité locale.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 37 : Évolution de la rémunération de l'aménageur**

| Rémunération aménageur (€ HT) | TCA (2007) | Avenant 3 (2017) | CRACL 2017 |
|---|---|---|---|
| Charges aménageur | 889 088 | - | - |
| Rémunération aménageur | - | 2 078 000 | 2 264 000,00 |
| **Sous-total** | **889 088** | **2 078 000** | **2 264 000** |
| Commercialisation | 40 000 | 200 000 | 34 000,00 |
| Honoraires techniques | 533 500 | 1 370 000 | 1 235 000 |
| Frais financiers | 364 504 | 525 000 | 405 000,00 |
| Intéressement aux recettes | - | 331 000 | - |
| **TOTAL** | **1 827 092** | **4 504 000** | **3 938 000** |

*Source : traité de concession d'aménagement (2007), avenant n° 3 (2017), CRACL 2017*

La chambre estime que le traité de concession d'aménagement initial aurait dû comporter des dispositions explicites relative à la rémunération de l'aménageur mais elle constate que les dispositions de l'avenant n° 2 sont relativement protectrices pour la commune.

La rencontre d'aléas géologiques (gypse) a obligé à effectuer des travaux supplémentaires en 2018. Ces travaux et leurs études préalables, ordonnés par deux avenants conclus entre la commune de Villepinte et un entrepreneur de travaux publics pour des montants de 0,18 M€ et 0,36 M€, ont été précédés d'études techniques datées de 2018.

La chambre constate la prise en compte tardive de cet aléa dans l'opération et constate que ces travaux n'ont pas fait l'objet de provisionnements dans le bilan initial de la Zac. Le CRACL 2017 précise simplement : *« aléa pour risque gypse : 190 K€ de dépenses prévisionnelles. Reconstitution partielle d'un poste « provision pour aléas gypse » en lien avec le risque de phénomène de dissolution du gypse identifié par arrêté préfectoral sur la commune de Villepinte et notamment sur le site de la Pépinière ».*

La commune a indiqué en réponse que le risque naturel lié aux gypses n'aurait pu être prédit précisément sans une étude préalable approfondie de la composition du terrain, qui n'était pas formellement requise. Or, l'existence de ce risque a été rapportée par un arrêté préfectoral du 21 mars 1986, renforcé par une modification de ce dernier le 18 avril 1995. La cartographie du risque gypse réalisée par l'IGN et actualisée de 2002, annexée à ces arrêtés, indique que la zone de risque recouvre le périmètre de la Zac.

Dès lors, la commune ne pouvait légitimement ignorer, au lancement de la Zac, l'existence et l'importance du risque « gypse ». Des études de sols plus poussées auraient pu dès lors être envisagées et le risque provisionné en tout état de cause et pris en compte dans le bilan de la Zac.

Afin de déterminer l'évolution de la situation financière de la commune dans l'opération de la Zac, la chambre a examiné les bilans de la Zac annexés au traité de concession d'aménagement initial (2007) et au dernier avenant conclu (2017).

**Tableau n° 38 : Évolution des postes de dépenses et recettes intéressant la situation financière de la commune**

| En € HT | TCA (2007) | Avenant 3 (2017) | CRACL 2017 |
|---|---|---|---|
| Rachat de travaux par la commune | - | 1 655 000 | 1 654 000 |
| **Sous-total recettes (€ HT)** | **-** | **1 655 000** | **1 655 000** |
| Acquisition foncier ville | 3 583 008 | 2 611 000 | 2 625 000 |
| Intéressement aux recettes | - | 331 000 | - |
| **Sous-total dépenses (€ HT)** | **3 583 008** | **2 942 000** | **2 625 000** |
| TOTAL | 3 583 008 | 1 287 000 | 970 000 |

*Source : bilan de la Zac -annexé au traité de concession et à l'avenant n° 3) et CRACL 2017*

Il en ressort que, alors que la commune devait initialement percevoir 3,58 M€ dans le cadre de la Zac, elle n'a perçu finalement que 0,97 M€, soit moins du tiers du montant prévu.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Cette évolution s'explique par les facteurs suivants :

- alors que le bilan du traité de concession initial ne prévoyait aucun rachat de travaux par la commune, le montant de ces rachats est finalement de 1,65 M€. La chambre relève l'absence de disposition du contrat de concession sur ce point ;
- la valeur des ventes de terrains par la commune à l'aménageur a été moindre que prévu initialement, la fiabilité des estimations initiales pouvant dès lors être interrogée.

La collectivité a indiqué que le montant des ventes est moindre non pas du fait de la baisse du prix de vente fixé à 60€/m² par la direction nationale d'interventions domaniales (DNID) depuis le début, mais par la réduction des surfaces vendues à l'aménageur pour la réalisation des lots d'habitation. Elle a fait également valoir que le bilan initial du traité de concession ne prévoyait aucun rachat de travaux car ces travaux étaient à la charge de la Ville. Ces rachats, pour un montant de 3,77 M€, peuvent bénéficier pour une part d'entre eux d'une subvention régionale de 2,18 M€, selon la commune.

Enfin, le traité de concession d'aménagement disposait dans son préambule qu'une école et une crèche seraient construites dans le cadre de la Zac[38]. Mais le bilan de la Zac, annexé au traité d'aménagement, ne mentionne pas cet équipement.

**Tableau n° 39 : Bilan de la Zac Pépinière annexé au traité de concession d'aménagement de 2007**

BILAN PREVISIONNEL DE L'OPERATION
DE LA PEPINIERE A VILLEPINTE

| Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|
| Etudes | 100 000 | Vente CF logements libres | 10 134 400 |
| *Etude sols et pollution* | *50 000* | *Collectif pour 20 485 m² SHON* | *5 735 800* |
| *Etude environnement* | *50 000* | *maison de ville pour 3 780 m²* | *1 398 600* |
| | | *Individuel pour 7 500 m² SHON* | *3 000 000* |
| Acquisition | 5 824 000 | | |
| *Acquisitions et libération libre* | *1 300 000* | Vente CF logements sociaux | 812 700 |
| *Acquisition Etat* | *603 200* | *Collectif pour 2 975 m² SHON* | *383 775* |
| *Acquisition Ville* | *3 920 800* | *maison de ville 3 325 m²* | *428 925* |
| Frais d'acquisitions | 436 800 | | |
| | | Vente terrains équipt public | 337 792 |
| Travaux | 4 850 000 | | |
| *VRD* | *3 550 000* | Vente RPA pour 5 500 m² | 1 265 000 |
| *Paysage* | *1 300 000* | | |
| | | Vente commerces 10 600 m² | 848 000 |
| Honoraires techniques | 533 500 | | |
| Provision pour archéologie | 110 000 | | |
| Contributions réglementaires | 250 000 | | |
| Commercialisation | 40 000 | | |
| Charges aménageur | 889 088 | | |
| Frais financiers | 364 504 | | |
| TOTAL | 13 397 892 | | 13 397 892 |

*Source : commune de Villepinte*

La décision de construire un groupe scolaire et son financement par la commune, hors du périmètre de la Zac, n'a été formalisée qu'en 2015, et matérialisée dans l'avenant n° 2[39].

[38] *« Le dossier de création de la Zac prévoit la réalisation de (…) 20 000 m² Shon d'équipements publics et d'activités (école, crèche, […]) ».*

[39] *« 16.2. La ville de Villepinte assurera la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un groupe scolaire d'un prévisionnel de 10 classes et d'un centre de loisirs dans l'emprise de l'opération. Elle prendra en charge l'ensemble des coûts afférents ».*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# 5 LA COMMANDE PUBLIQUE

## 5.1 La politique des achats

La commune a défini les objectifs de sa politique d'achat[40] :

- professionnaliser les processus en préparant l'acte d'achat en amont, en négociant les offres au mieux des intérêts de la commune ;
- instaurer un contrôle qualité en respectant les principes d'égalité de traitement des candidats et la liberté d'accès à la commande publique ;
- veiller à ce que la réussite repose avant tout sur une collaboration entre différents acteurs : les élus qui définissent une politique et des orientations, les utilisateurs (référents des services) qui formulent un besoin et contrôlent sa satisfaction, et les fournisseurs, qui respectent les conditions fixées pour l'achat selon les orientations retenues ;
- améliorer la qualité globale des achats, intégrer une véritable démarche de mise en œuvre de l'achat durable, diminuer le coût total des achats (par la généralisation des négociations).

Dans les faits, cette démarche ne s'appuie pas assez sur des indicateurs permettant d'en suivre le cours ce qui compromet l'appropriation par les services d'une culture partagée par l'ensemble des services

Tous les marchés publics sont signés par la maire. Le premier adjoint chargé des finances, membre de la commission d'appel d'offres (CAO) pendant la période sous revue, ne signe aucun marché. Mais l'examen de plusieurs dossiers de marchés montre que, si la commune met en œuvre des négociations (mention inscrite dans la plupart des règlements de consultation des marchés à procédure adaptée (Mapa) et dans les rapports d'analyse), en revanche, elle ne mesure pas les économies réalisées.

La commune dispose d'un projet de guide de la commande publique et a diffusé une note (en date du 24 mai 2016) à l'ensemble des services municipaux. Mais son actualisation reste en défaut.

La chambre prend acte de l'engagement de l'ordonnateur à établir et soumettre au conseil municipal un règlement interne de la commande publique.

**Recommandation n° 1 : Mettre en œuvre une politique des achats dotée d'indicateurs de suivi.**

## 5.2 L'organisation

Début 2019, la direction de la commande publique était rattachée au DGA « ressources et transversalité » avec à sa tête une directrice arrivée en avril 2018. Selon l'organigramme détaillé, la direction était composée de cinq agents dont la directrice et répartie en deux services : le service « achats », composé de deux agents de catégorie C[41] (une « responsable » et un « gestionnaire de stocks »), responsable de l'achat des fournitures administratives (notamment du mobilier). Il établit les bons de commande et examine les trois devis reçus préalablement à tout achat (il réceptionne et analyse les devis, puis retient le prestataire). Il gère également le budget des achats.

[40] Réponse au premier questionnaire CP.
[41] Fiches de postes et CV des intéressés.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Le service des marchés, qui publie toutes les consultations pour les marchés de la ville. Il est chargé d'assurer la sécurité juridique des procédures de marchés de la commune. Son rôle est encore perfectible. À titre d'exemple, une procédure a été annulée en 2018 puis relancée par la directrice à son arrivée car la publicité aurait dû être faite au JOUE[42] et non uniquement au BOAMP[43].

### 5.2.1 Une direction réorganisée

La directrice, nommée en avril 2018, possède un solide parcours de juriste, gestionnaire et de responsable de la commande publique dans plusieurs collectivités. C'est un atout pour la commune de Villepinte car cette direction disposait jusqu'alors de peu de collaborateurs rompus aux exigences et à la complexité de l'achat public.

Entre octobre 2017 et avril 2018, le poste de direction de la commande publique était resté vacant six mois. Avant cette vacance, le gestionnaire du service marché a été directeur contractuel de cette direction à partir de 2015.

La priorité de cette direction était donc, à la fin du contrôle de la chambre, de renforcer ses effectifs et ses compétences juridiques, au regard du volume de dossiers traités et des expertises attendues sur les procédures à mettre en œuvre, du lancement des consultations jusqu'à la notification des marchés.

Il a été observé durant le contrôle que la direction a déjà commencé à se réorganiser. Le recrutement d'un juriste et d'un acheteur public avaient été déjà lancés en début d'année 2019.

La commune a indiqué qu'elle s'est dotée des moyens nécessaires pour assurer pleinement l'exercice de ses missions, notamment par la mise en place de plusieurs nouvelles procédures destinées à améliorer la définition des besoins des services (réunions préparatoires pour les relances des marchés publics et des nouveaux projets ; suivi régulier par direction sur les procédures en cours et celles à venir). À titre d'illustration, 36 procédures de marchés dont 16 relances auraient été menées selon ce nouveau process pour les années 2019 et 2020.

### 5.2.2 L'activité de la commande publique

**Tableau n° 40 : Répartition des marchés et contrats**

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | total | part/total (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **total des marchés** | 76 | 74 | 75 | 76 | 138 | 107 | 546 | |
| Appels d'offres | 13 | 13 | 3 | 7 | 13 | 12 | 61 | 11 |
| Marchés négociés | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Accords-cadres | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 | 1 |
| Total des Mapa | 62 | 60 | 71 | 68 | 124 | 94 | 479 | 88 |
| Mapa ( hors contrat) | 33 | 28 | 37 | 20 | 18 | 21 | 157 | 29 |
| contrats > 25 000 € | 14 | 18 | 22 | 36 | 67 | 27 | 184 | 34 |
| contrat <25 000 € | 15 | 14 | 12 | 12 | 39 | 46 | 138 | 25 |
| nombre d'avenants | 70 | 36 | 76 | 97 | 81 | 81 | 441 | 81 |
| **Marché par nature** | | | | | | | | |
| Fournitures | 17 | 11 | 7 | 10 | 10 | 18 | 73 | 13 |
| Services | 41 | 52 | 48 | 54 | 107 | 67 | 369 | 68 |
| Travaux | 18 | 11 | 20 | 12 | 21 | 22 | 104 | 19 |
| **total par nature** | 76 | 74 | 75 | 76 | 138 | 107 | 546 | |

*Source : données de la commune de Villepinte*

[42] JOUE : Journal officiel de l'union européenne.
[43] BOAMP : Bulletin officiel des annonces de marchés publics.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Le volume moyen annuel des procédures relatives à la commande publique[44] engagées est proche de 80. L'examen des dossiers montre que leur archivage est précis et leur contenu est complet. Toutefois le contrôle de l'expression du besoin des services opérationnels reste perfectible même si une procédure de dialogue entre les directions opérationnelles et la direction de la commande publique est en place depuis 2018. En effet, il n'existe pas de concertations régulières.

Dans la pratique, l'autonomie des services prescripteurs est variable. Ainsi le centre culturel effectue ses commandes directement, sur la base de trois devis, pour tous les achats d'un montant inférieur à 8 000 €. Les services techniques quant à eux remontent tous les achats, au-dessus de 25 000 € HT à la direction de la commande publique (DCP).

## 5.3 Le processus d'achat

### 5.3.1 Le contrôle interne

Pour évaluer le niveau de contrôle des actes relatifs à la commande publique, la chambre a analysé le système existant en termes de contrôle interne. La commune ne dispose ni d'un organigramme fonctionnel ni de carte des risques ni de plan de contrôle annuel ou pluriannuel. Elle a précisé qu'une réflexion était en cours sur la mise en place du parapheur électronique dont la direction de la commande publique serait expérimentatrice.

Dans son rôle principal, la direction de la commande publique doit s'assurer que toutes les dépenses supérieures à 25 000 €HT sont effectivement soumises aux règles de la commande publique. Or, il a été constaté qu'elles ne sont pas toutes encadrées par des procédures de marchés.

L'absence de contrôle interne formalisé contribue aux faiblesses de la chaîne des achats de la commune. La chambre préconise donc, en plus de l'officialisation d'un guide interne de la commande publique, la mise en place d'un dispositif spécifique de suivi des dépenses inférieures à 25 000 € HT afin de préciser les règles à suivre et de respecter la nomenclature des achats, la computation des seuils et les délais inhérents aux procédures, notamment les procédures relatives aux Mapa.

### 5.3.2 Les achats hors marchés

La chambre a analysé un échantillon significatif de familles d'achats pour lesquelles la commune ne semblait pas avoir effectué de mises en concurrence selon les règles de la commande publique (une publicité et la passation d'un marché en procédure adaptée). Les justificatifs et commentaires à la chambre ne remettent pas en cause ce constat : ils mettent en lumière que le niveau de mise en concurrence (avec trois devis par site ou par direction) ne respecte pas l'exigence réglementaire une fois dépassé le seuil de 25 000 € HT.

[44] Une procédure se décline souvent en plusieurs lots (un lot = un marché) qu'il s'agisse de Mapa, accords-cadres ou appels d'offres.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 41 : Part des dépenses hors marchés sur 14 codes familles d'achats**

| Code nomenclature | Libellé | récapitulatif années 2014-2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | total hors marchés | Mapa | Marché formalisés | total sur marchés | % hors marché |
| | | | (a) | (b) | (a+b) | |
| 10.01 | produits alimentaires | 181 956,12 | - | - | - | 100 |
| 28.02 | équipements d'éclairage | 172 992,64 | - | 73 058,85 | 73 058,85 | 70 |
| 34.01 | équipements et appareils de radio | 213 260,42 | - | 31 499,34 | 31 499,34 | 87 |
| 61.05 | services de traiteurs | 153 534,98 | - | 120 414,63 | 120 414,63 | 56 |
| 67.01 | gestion de personnel, recrutement | 121 227,44 | - | - | - | 100 |
| 68.01 | services de maitrise d'œuvre | 248 880,00 | 48 000,00 | 940 954,52 | 988 954,52 | 20 |
| 74.01 | services juridiques | 671 888,70 | - | 78 013,85 | 78 013,85 | 90 |
| 76.01 | Formations | 477 248,23 | 62 700,00 | 48 110,00 | 110 810,00 | 81 |
| 77.02 | contrôle, essai et analyse | 204 635,48 | - | 279 472,20 | 279 472,20 | 42 |
| 84.01 | Ssce de crèches et garderies | - | 207 414,79 | 366 000,00 | 573 414,79 | 0 |
| | total fonctionnement | 2 445 624,01 | 318 114,79 | 1 937 523,39 | 2 255 638,18 | 52 |
| 102.04 | maçonnerie et briquetage | 143 695,63 | - | 149 128,50 | 149 128,50 | 49 |
| 102.08 | travaux de plomberie et travaux | 96 599,39 | 97 188,40 | 282 550,58 | 379 738,98 | 20 |
| 102.13 | travaux de menuiserie | 115 108,14 | - | 979 849,50 | 979 849,50 | 11 |
| 102.15 | travaux volets, volets roulant | 153 884,32 | - | 6 969,81 | 6 969,81 | 96 |
| | total équipement | 509 287,48 | 97 188,40 | 1 418 498,39 | 1 515 686,79 | 25 |
| | total général | 2 954 911,49 | 415 303,19 | 3 356 021,78 | 3 771 324,97 | 44 |

*Source : d'après les données de la commune par famille d'achat de sa nomenclature*

Après une analyse des dépenses effectuées sur un échantillon de codes de nomenclature significatifs de 14 familles d'achats[45],en distinguant les dépenses hors marchés, les Mapa et les marchés formalisés, il apparait que les dépenses hors marchés (qui s'élèvent à 2,95 M€ sur la période) représentent 44 % achats (6,7 M€).

Certaines dépenses hors marchés (achats prestations ou travaux) ont fait l'objet de mises en concurrence avec trois devis, mais au regard du montant annuel engagé sur chaque code de produits homogènes, la publicité et la procédure auraient dû relever d'un Mapa.

La commune, pour justifier les achats par devis[46], a précisé que les achats étaient réalisés par site ou par direction. Toutefois, ce raisonnement ne saurait justifier un « découpage » des achats. En effet, la réglementation en matière de marchés prévoit que soient regroupés des « besoins homogènes » par famille d'achats, correspondant à un code de la nomenclature des achats, afin d'apprécier la procédure d'achat à mettre en œuvre.

Une large part de ces achats, prestations ou travaux aurait donc dû soit être intégrée dans un marché existant, en redéfinissant l'expression du besoin, soit faire l'objet d'un nouveau marché (en procédure adaptée ou marché formalisé selon la nature de ces achats).

La passation dans les formes requises des consultations récapitulées dans le tableau ci-après apparaissait ainsi nécessaire :

[45] Famille d'achat issue de la nomenclature achat de la collectivité de 2013 et actualisée en 2018.
[46] Commentaires de la commune dans le tableau des dépenses par codes de nomenclature achat.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 42 : Familles d'achats qui nécessitent une mise en concurrence**

| Nature | Nomenclature | | hors marchés | sur marchés | % hors marché | réponse de la ville | analyse complémentaire de la chambre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Code | Libellé | | | | | |
| Fournitures | 10.01 | produits alimentaires | 181 956,12 | - | 100 | Aucune | Aucune explication fournie, il a été relevé 286 000 € HT sans référence à un marché entre 2013 et 2015 : à justifier |
| Fournitures | 33.03 | logiciels, prologiciels et Maj | 317 802,91 | 303 934,37 | 51 | Les Mapa sont aussi comptés dans le montant du hors marché | le fichier des mandats indique 208 600 € TTC hors marché sur le code 33-03 soit 30 % du montant de total de 652 000 € : à justifier |
| Services | 61.05 | services de traiteurs | 153 534,98 | 120 414,63 | 56 | marché en cours pour 2019 | transmettre les pièces de la consultation du marché |
| Services | 74.01 | services juridiques | 671 888,70 | 78 013,85 | 90 | même cabinet d'avocat depuis 2014 (Gide associés) | selon les factures des cabinets d'avocat, les dépenses sont élevées à 834 953,05 € TTC sans mise en concurrence : lancer une consultation |
| | | Total | 1 325 182,71 | 502 362,85 | 73 | | |

*Source : liste des achats hors et sur marchés par code nomenclature et fichiers des mandats*

La commune a indiqué avoir déjà lancé certaines procédures – cas des prestations de traiteurs (marché 2020-M-17 à bon de commande) et des équipements électriques (marché de travaux d'installation électriques des bâtiments 2019-A-78 appel d'offres non alloti) – et préparer les autres procédures nécessaires (logiciels, produits alimentaires et prestations juridiques).

Elle est invitée, en ce qui concerne les services juridiques, à distinguer ses besoins, notamment entre prestations d'assistance, de conseil ou de représentation en justice. Pour certains services juridiques mentionnés au 4° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique en concurrence, l'acheteur définit en effet librement les modalités de publicité et de mise en concurrence en fonction du montant et des caractéristiques du marché.

### 5.3.3 La computation des seuils

Le suivi des marchés est assuré par les directions des finances et de la commande publique qui devraient donc être en capacité de détecter d'éventuelles anomalies. Ce dispositif ne repose toutefois que sur la bonne connaissance des dossiers de marchés par les agents de la direction des finances et sur la vérification de listings informatiques pour appuyer leurs constats. En effet, le logiciel financier Astre n'a pas encore été paramétré pour assurer la computation des seuils pour les dépenses inférieures à 25 000 € HT.

Ainsi, entre 2013 et 2015, une dépense de 625 000 € a été mandatée sous la rubrique « achat de matériel de sport, équipement de sport principalement » avec les codes nomenclature 29.02 et 29.03. Pour le seul code 29-03 « équipements de sport », 242 161,61 € ont été mandatés en 2013 et 2014 (tableau n° 11).

Les commandes sous cette même rubrique de nomenclature auraient dû être regroupées dans un Mapa de fourniture spécifiques, le seuil de 25 000 € étant largement dépassé pour une seule année.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 43 : Équipements de sport : années 2013-2014**

| Numéro Commande | Objet Commande | Marché (numéro) | Numéro de mandat généré | Montant TTC mandaté | Raison Sociale | Date de paiement | Nomenclature (Code) | Nomenclature (Libellé long) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C13-8240-3 | Praticable de gymnastique | néant | 2164 | 29 189,48 | Gymnova | 24/04/2013 | 29.03 | Équipements de sport |
| C13-8230-2 | Matériel de boxe/stade Infroit | néant | 2712 | 109 566,72 | Sportcom | 31/05/2013 | 29.03 | Équipements de sport |
| C13-8230-2 | Matériel de boxe/stade Infroit | néant | 2713 | 5 059,08 | Sportcom | 31/05/2013 | 29.03 | Équipements de sport |
| C13-8240-8 | Matériel de musculation/cosec/Victor Hugo | néant | 3197 | 33 146,25 | Casal sport IDF | 13/06/2013 | 29.03 | Équipements de sport |
| C14-8240-3 | Matériel gymnastique sportive | néant | 2038 | 11 430,48 | Gymnova | 03/04/2014 | 29.03 | Équipements de sport |
| C14-8240-9 | Tribune / Cosom | néant | 3722 | 27 792,00 | Stade record | 23/05/2014 | 29.03 | Équipements de sport |
| C14-8240-13 | Main courante/gymnase Lamberdiere | néant | 4565 | 25 977,60 | Kip sport | 23/06/2014 | 29.03 | Équipements de sport |
| Total | | | | 242 161,61 | | | | |

*Source : extrait du fichier des mandats 2013-2018*

Par ailleurs, des dépenses ont été engagées sans marchés au titre de l'année 2015 à hauteur de 110 306 € TTC sous le code nomenclature 78.17 *« maintenance-réparation matériel de sécurité, de lutte contre incendie, de police et défense »*, alors que le niveau des dépenses aurait dû amener la commune à passer un Mapa.

**Tableau n° 44 : Année 2015 : Code nomenclature 78.17 « maintenance-réparation matériel de sécurité, de lutte contre incendie, de police et défense »**

| Facture (numéro) | Objet Engagement de CP | N° de marché | code nature | N° de mandat | Montant TTC mandaté | Raison Sociale | Date de paiement | Code |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| F13-52498 | c. culturel remplt. exutoire désenfumage | néant | 61558 | 2225 | 3 041,43 | SNCDM | 24/04/2013 | 78.17 |
| F13-55572 | vérification annuelle des extincteurs d | néant | 61558 | 6037 | 6 863,07 | Climex Île-De-France | 08/10/2013 | 78.17 |
| F13-56557 | vérification annuelle des paratonnerres | néant | 61558 | 7191 | 320,66 | Mamias | 18/11/2013 | 78.17 |
| F13-57046 | maintenance annuelle syst. désenfumage | néant | 61558 | 8062 | 2 172,32 | SNCDM | 02/12/2013 | 78.17 |
| F14-64207 | hdv remplt batterie sur contrôle accès | néant | 61522 | 9320 | 352,15 | Harmony Sécurité | 13/11/2014 | 78.17 |
| F14-65646 | bats comx vérif. annuelle extincteurs | néant | 61558 | 10746 | 5 494,80 | PFI | 19/12/2014 | 78.17 |
| F14-66297 | entretien paratonnerres église/ca/cent | néant | 61558 | 1720 | 324,00 | Mamias | 05/03/2015 | 78.17 |
| F15-71000 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8003 | 6 266,48 | AZ 93 Désenfumage | 05/10/2015 | 78.17 |
| F15-71001 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8004 | 1 776,88 | AZ 93 Désenfumage | 05/10/2015 | 78.17 |
| F15-71377 | divers sites réparation désenfumages | néant | 61558 | 8724 | 1 623,92 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| F15-71378 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8725 | 24 800,56 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| F15-71379 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8723 | 1 282,00 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| F15-71380 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8722 | 20 946,72 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| F15-71381 | divers sites réparation désenfumages | néant | 61558 | 8721 | 24 757,12 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| F15-71382 | divers sites réparation désenfumage | néant | 61558 | 8720 | 28 526,32 | AZ 93 Désenfumage | 27/10/2015 | 78.17 |
| | | | | | 128 550,43 | | | |
| | | | | | 110 306,00 | (AZ Désenfumage) | | |

*Source : extrait du fichier des mandats 2013-2018*

La commune indique sur ce plan avoir mis en place un dispositif de contrôle et de blocage des saisies informatisées permettant de mieux respecter les nomenclatures d'achat et les seuils de procédures. En écho aux observations précédentes, elle est invitée à structurer et affiner sa procédure de recensement des besoins afin de déterminer et de mieux anticiper les marchés à passer.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



### 5.3.4 Les avenants

Parmi le nombre important d'avenants[47] (près de 80 en moyenne par an), certains relèvent de causes prévues par la réglementation des marchés : la fusion ou le transfert de sociétés, les imprévus et des éléments non inclus dans le marché originel par exemple.

En revanche, d'autres ont été conclus pour régler des situations ponctuelles (marchés avec un maximum sous-évalué à augmenter, prolongation pour permettre la relance du marché suivant). Ces modifications de « régularisations juridiques » constituent des irrégularités et illustrent deux défauts dans la gestion des marchés de la commune : d'une part, un défaut dans l'expression du besoin initial (qui augmente son coût par des avenants ultérieurs) ; d'autre part, un défaut de suivi des marchés (qui provoque la prolongation de leur durée).

Jusqu'en avril 2016, l'article 20 du code des marchés publics de 2006 précisait qu'un avenant ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie d'un marché ou d'en changer l'objet (hormis les sujétions techniques imprévues). La jurisprudence administrative considérait que le dépassement du seuil de 15 % du montant d'un marché pouvait être préjudiciable aux principes[48] de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Entré en vigueur pour les consultations lancées en avril 2016, le décret n° 2016-360 du 25 mars 2015 relatif aux marchés publics dispose qu'une modification est substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché. L'une des conditions suffisantes est le dépassement du principe de double seuil : celui de la publication au Journal officiel de la République française ( 209 0000 € HT pour les marchés de services et fourniture et 5,225 M€ pour les travaux) et celui de 10 % pour le montant initial d'un marché de fournitures ou services et de 15 % pour celui d'un marché de travaux[49].

Le nombre d'avenants augmentant de plus de 15 % le montant initial d'un marché représente près de 10 % des avenants sur la période sous revue.

À l'avenir, avant le lancement d'une procédure marché, la commune devra donc être plus vigilante, à déterminer correctement l'expression de son besoin pour l'ensemble de la collectivité et assurer un suivi pour la relance de ses marchés pour éviter des irrégularités conduisant à des régularisations critiquables du point du code de la commande.

### 5.3.5 Les relances

Le contrôle d'avenants sur la période de 2013 à 2017 et d'un échantillon de bons de commande hors marchés sur les dépenses d'investissement a révélé que la commune n'avait pas de dispositif pour anticiper la relance de ses marchés.

En conséquence, la commune doit prolonger les marchés existants par voie d'avenants pour encadrer ses achats. Il s'agit le plus souvent de prolongations pour des marchés de la direction générale des services techniques (DGST). C'est pourquoi, la commune gagnerait à se doter d'un dispositif de vérification permettant d'identifier les achats effectués hors marchés pour prendre les mesures correctives adaptées.

**Recommandation n° 2 : Mettre en place un dispositif de contrôle interne de la commande publique.**

[47] Tableaux communiqués par la commune : avenants de 2013, 2014 ,2015, 2016, 2017 et 2018.
[48] Principes rappelé par l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.
[49] Alinéa 6 de l'article 139 du décret de 25 mars 2016 sur les modifications du marché : seuil de la publication au JORF et seuil le seuil de 10 % pour les marchés de fournitures ou de services et de 15 % pour les marchés de travaux.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



## 5.4 Appréciation générale

En raison d'une politique achat peu précise, le pilotage de la commande publique est perfectible.

La commune a certes engagé une réorganisation des services de la commande publique, mais les relations avec les services donneurs d'ordre restent à renforcer afin que la culture de l'achat public soit mieux partagée.

Le niveau encore élevé des achats réalisés hors marchés souligne les défauts d'un système d'information qui peine à assurer la computation des seuils et un encadrement de l'expression des besoins fiables.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# ANNEXES

Annexe n° 1. Déroulement de la procédure .....59

Annexe n° 2. Bilans de la commune de 2013 à 2017 .....60

Annexe n° 3. Contrôles comptables n'appelant pas d'observations .....61

Annexe n° 4. Immobilisations « Migration » .....66

Annexe n° 5. Les compétences de la CA Terres de France .....67

Annexe n° 6. Glossaire des sigles.....69

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 1. Déroulement de la procédure

Le contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Villepinte a porté sur les exercices 2013 et suivants. Durant cette période, les ordonnateurs étaient les suivants :

- Martine Valleton à compter du 30 mars 2014,
- Nelly Rolland à compter du 16 mars 2008 au 29 mars 2014.

*Le tableau ci-dessous retrace les différentes étapes de la procédure définie par le code des juridictions financières aux articles L. 243-1 à L. 243-6, R. 243-1 à R. 243-21 [ou R. 243-23 pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux et des établissements de santé de droit privé] et par le recueil des normes professionnelles des chambres régionales et territoriales des comptes :*

| Ministère public | Nombre | Date |
|---|---|---|
| Avis de compétence | | |

| Instruction | Date | Destinataire/Interlocuteur |
|---|---|---|
| Envoi de la lettre d'ouverture de contrôle | 26 octobre 2018<br>13 décembre 2018 | Mme Martine Vallenton, maire en fonction<br>Mme Nelly Rolland, ancienne ordonnatrice |
| Entretien de début de contrôle | 22 novembre 2018 | Mme Martine Vallenton, maire en fonction |
| Entretien de fin d'instruction | 13 juin 2019 | Mme Martine Valleton, maire en fonction |

| Audience concernant le : | Date d'audience | Participants à l'audience |
|---|---|---|
| Rapport d'instruction provisoire | 15 octobre 2019 | *Président de séance :* M. de Pontbriand, Magistrat(e)s : Mme Nguyen, MM. Dumay, Marceau, Dellac et Desbordes<br>*Greffe :* Mme Nivore |
| Rapport d'instruction définitif | 4 mars 2021 | *Président de séance :* M. de Pontbriand<br>*Magistrat(e)s :* M. Thiébaud, Mme Nguyen, MM. Tourmente, Defaud, Dumay, Marceau et Martin-Bouyer<br>*Greffe :* M. Husson |

| Document | Nombre | Date | Destinataire |
|---|---|---|---|
| Envoi du rapport d'observations provisoires | | 16 mars 2020 | Mme Martine Vallenton, maire en fonction |
| Envoi d'extraits du rapport d'observations provisoires | | 3 juin 2020 | Mme Nelly Rolland, ancienne ordonnatrice |
| Réponses reçues au rapport d'observations provisoire | **Nombre** | | **Date** |
| | 1 | | 26 juin 2020 |
| Envoi du rapport d'observations définitives | 1 | 28 avril 2021 | Mme Martine Vallenton, maire en fonction |
| Envoi d'extraits du rapport d'observations définitives | 1 | 28 avril 2021 | Mme Nelly Rolland, ancienne ordonnatrice |
| Réponses reçues au rapport d'observations définitives | **Nombre** | | **Date** |
| | 1 | | 7 juin 2021 |

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 2. Bilans de la commune de 2013 à 2017

| en euros (valeurs nettes) | 2 013 | 2 014 | 2 015 | 2 016 | 2 017 | variation 2013/2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | | | | | |
| Subventions d'équipement versées | 885 338 | 1 885 070 | 1 707 766 | 1 654 334 | 1 643 158 | 85,6% |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 595 512 | 3 812 245 | 4 026 173 | 4 835 583 | 5 035 550 | 40,1% |
| Immobilisations incorporelles en cours | 322 735 | 322 735 | 322 735 | 322 735 | 322 735 | 0,0% |
| **Immobilisations corporelles** | | | | | | |
| Terrains | 23 660 309 | 20 985 340 | 21 819 141 | 23 160 999 | 27 681 940 | 17,0% |
| Constructions | 75 503 675 | 77 517 043 | 92 760 576 | 97 971 435 | 101 375 217 | 34,3% |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | 34 754 551 | 36 886 890 | 41 918 537 | 56 214 873 | 45 663 104 | 31,4% |
| Œuvres d'art | 92 440 | 115 501 | 119 919 | 126 546 | 129 994 | 40,6% |
| Constructions sur sol d'autrui mis à disposition | 136 771 | 136 771 | 136 771 | 136 771 | 136 771 | 0,0% |
| Autres immobilisations corporelles | 6 076 091 | 6 498 952 | 6 223 400 | 6 112 437 | 6 941 749 | 14,2% |
| Immobilisations corporelles en cours | 79 051 681 | 84 158 498 | 72 319 565 | 74 704 346 | 77 949 580 | -1,4% |
| Immob. Affectées à service non personnalisé | 18 419 | 18 419 | 18 419 | 0 | 10 934 926 | 59268,0% |
| **Immobilisations financières** | | | | | | |
| Participations et créances rattachées | 220 934 | 220 934 | 220 934 | 220 934 | 220 934 | 0,0% |
| Prêts | 8 842 043 | 8 842 043 | 8 842 043 | 8 842 043 | 8 842 043 | 0,0% |
| Autres créances | 87 498 | 87 498 | 87 498 | 87 498 | 87 498 | 0,0% |
| **Total actif immobilisé** | **233 247 996** | **241 487 937** | **250 523 476** | **274 390 535** | **286 965 198** | **23,0%** |
| **Actif circulant** | | | | | | |
| Redevables et comptes rattachés | 823 795 | 510 048 | 670 711 | 792 813 | 1 508 301 | 83,1% |
| Créances Etats et coll. Publiques | 1 354 284 | 1 338 430 | 134 782 | 748 906 | 584 680 | -56,8% |
| Opérations pour le compte de tiers | 24 908 | 24 908 | 24 908 | 24 908 | 0 | -100,0% |
| Autres créances | 961 090 | 811 718 | 332 543 | 205 771 | 534 417 | -44,4% |
| Disponibilités | 4 020 057 | 3 004 497 | 5 349 026 | 10 241 927 | 11 484 615 | 185,7% |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| **Total actif circulant** | **7 184 134** | **5 689 601** | **6 511 969** | **12 014 324** | **14 112 013** | **96,4%** |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | 891 024 | 891 024 | 891 024 | 891 024 | 891 024 | 0,0% |
| Dépenses à classer | 628 | 357 896 | 447 | 713 | -12 025 | -2013,7% |
| **TOTAL ACTIF** | **241 323 783** | **248 426 459** | **257 926 917** | **287 296 596** | **301 956 211** | **25,1%** |
| **PASSIF** | | | | | | |
| Dotations | 751 000 | 862 500 | 862 500 | 2 472 134 | 4 922 134 | 555,4% |
| Réserves | 142 270 127 | 148 834 487 | 151 837 428 | 163 881 172 | 168 499 997 | 18,4% |
| Report à nouveau | 568 411 | 832 910 | 1 340 179 | 2 086 946 | 2 452 390 | 331,4% |
| **Résultat de l'exercice** | **6 828 858** | **3 510 211** | **3 534 587** | **5 258 834** | **4 519 493** | -33,8% |
| Subventions transférables | 282 654 | 237 937 | 207 144 | 1 878 989 | 399 730 | 41,4% |
| Différences sur réalisations d'immobilisations | -287 021 | 728 087 | 2 210 259 | 2 308 326 | 2 243 929 | -881,8% |
| Fonds globalisés | 41 598 014 | 44 032 321 | 46 166 261 | 50 729 487 | 53 273 885 | 28,1% |
| Subventions non transférables | 18 714 789 | 20 978 154 | 23 715 915 | 25 385 221 | 32 577 382 | 74,1% |
| **Total fonds propres** | **210 726 831** | **220 016 605** | **229 874 273** | **254 001 109** | **268 888 941** | **27,6%** |
| Provisions pour risques | 135 150 | 753 150 | 180 917 | 345 767 | 345 767 | 155,8% |
| **Total provisions pour risques et charges** | **135 150** | **753 150** | **180 917** | **345 767** | **345 767** | **155,8%** |
| **Dettes** | | | | | | |
| Emprunts auprès des établissements de crédits | 18 688 665 | 17 248 005 | 22 411 118 | 20 531 258 | 24 936 759 | 33,4% |
| Emprunts et des financières divers | 6 424 046 | 6 591 189 | 670 137 | 856 290 | 679 140 | -89,4% |
| Crédits et lignes de trésorerie | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | -100,0% |
| *Sous-total dettes financières* | *26 112 711* | *23 839 193* | *23 081 255* | *21 387 548* | *25 615 899* | *-1,9%* |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 723 375 | 1 164 569 | 1 574 204 | 1 357 384 | 4 810 495 | 179,1% |
| Dettes fiscales et sociales | 23 416 | 35 517 | 9 472 | 369 343 | 16 557 | -29,3% |
| Dettes envers Etat et collec.publiques | | | 205 836 | 805 087 | 246 129 | |
| Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées | 644 463 | 706 174 | 828 993 | 0 | 0 | -100,0% |
| Opérations pour le compte de tiers | 1 733 519 | 1 733 519 | 1 733 519 | 1 733 519 | 0 | -100,0% |
| Autres dettes | 45 637 | 18 260 | 118 542 | 823 405 | 68 260 | 49,6% |
| Fournisseurs d'immobilisations | 27 916 | 100 220 | 263 986 | 619 053 | 700 128 | 2408,0% |
| Produits constatés d'avance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| **Total dettes** | **30 311 037** | **27 597 452** | **27 815 806** | **27 095 338** | **31 457 469** | **3,8%** |
| **Recettes à classer ou à régulariser** | **150 765** | **59 252** | **55 921** | **5 854 383** | **1 264 034** | **738,4%** |
| **TOTAL PASSIF** | **241 323 783** | **248 426 459** | **257 926 917** | **287 296 596** | **301 956 211** | **25,1%** |

*Source : Logiciel Anafi CRC*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 3. Contrôles comptables n'appelant pas d'observations

## Les créances sur l'État et les collectivités publiques

Les restes à recouvrer sur les créances publiques ont évolué comme suit :

**Tableau n° 1 : Restes à recouvrer**

| en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | variation 2013/2017 (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Créances État - Collectivités publiques** | **1 354 284** | **1 338 430** | **134 782** | **748 906** | **584 680** | **- 56,8** |
| - Produits à recevoir (compte 4487) | - 344 218 | - 365 407 | - 74 925 | - 399 810 | - 393 303 | |
| **Créances État - Coll. Pub .hors produits à recevoir** | **1 010 067** | **973 023** | **59 856** | **349 096** | **191 377** | **- 81,1** |
| *dont contentieux (compte 44346)* | *61 346* | *59 856* | *59 856* | *59 852* | *184 567* | |
| **% contentieux / créances État hors produits à recevoir** | **6,1** | **6,2** | **100,0** | **17,1** | **96,4** | **1 487,9** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion de la commune de Villepinte*

Ces créances ont diminué de 56,8 % sur la période. En 2013, elles étaient essentiellement constituées des subventions dues par la Communauté d'agglomération Terres de France, pour un total de 948 000 €.

En termes de contentieux, d'après l'état des restes à recouvrer 2017, il subsistait une créance sur l'EPT Paris Terres d'Envol de 184 567 €. Elle concernait « le remboursement de la mise à disposition de personnel » en 2016, en vertu de la convention de mise à disposition de services autorisée au conseil municipal du 24 septembre 2016, sur les compétences « politique de la ville » et « plan local d'urbanisme », soit au total 3,25 ETP.

Cette créance a été recouvrée en 2018 et figure bien sur l'état des flux financiers entre la commune et l'EPT. Au cours d'un entretien, la directrice des affaires financières a indiqué que le paiement avait tardé, l'EPT et la commune devant s'accorder sur les dates de transfert.

Au 31 décembre 2017, les produits à recevoir représentent la majeure partie de ces créances, avec un total de 393 303 €. Ils représentent des participations dues par le Département et la refacturation à l'EPT Paris Terres d'Envol de la mise à disposition du personnel communal en 2017.

## L'affectation du résultat

En ce qui concerne l'affectation du résultat, l'égalité entre les comptes administratifs et les comptes de gestion a été contrôlée.

Les trois tableaux suivants décrivent cette analyse : le premier dégage les écarts, qui alimentent le compte 1068 ; le second permet de contrôler que ces écarts ont bien été comptabilisés en réserves. Le dernier tableau contrôle l'affectation au niveau du compte de report à nouveau.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



### Tableau n° 2 : Analyse des écarts entre le compte administratif et le compte de gestion

| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte de gestion | résultat de clôture investissement n-1 | -6 199 412,44 | -3 778 724,22 | -307 129,59 | -1 307 113,42 | -5 017 483,06 |
| Compte de gestion | résultat de clôture investissement n-1 (Assainissement) | | | | -118 386,52 | |
| Compte de gestion | résultat de clôture exploitation n-1 | 9 765 431,71 | 7 397 269,06 | 4 343 120,07 | 4 874 766,21 | 7 345 779,69 |
| Compte administratif | résultat de clôture investissement n-1 | -6 199 412,44 | -3 778 724,22 | -307 129,59 | -1 425 499,94 | -5 017 483,06 |
| Compte administratif | résultat de clôture exploitation n-1 | 568 411,32 | 832 909,54 | 1 340 178,74 | 2 086 945,90 | 2 452 390,30 |
| Écart | investissement n-1 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ecart** | **exploitation n-1 (part affectée à l'investissement)** | **9 197 020,39** | **6 564 359,52** | **3 002 941,33** | **2 787 820,31** | **4 893 389,39** |
| Compte de gestion | résultat d'investissement n | 2 420 688,22 | 3 471 594,63 | -999 983,83 | -3 591 983,12 | 5 441 598,51 |
| Compte de gestion | résultat d'exploitation n | 6 828 857,74 | 3 510 210,53 | 3 534 587,47 | 5 258 833,79 | 4 519 492,91 |
| Compte administratif | résultat d'investissement n | 2 420 688,22 | 3 471 564,63 | -999 983,83 | -3 591 983,12 | 5 441 598,51 |
| Compte administratif | résultat d'exploitation n | 6 828 857,74 | 3 510 210,53 | 3 534 587,47 | 5 258 833,79 | 4 519 492,91 |
| Écart | investissement n | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Ecart | exploitation n | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Compte de gestion | résultat de clôture investissement n | -3 778 724,22 | -307 129,59 | -1 307 113,42 | -5 017 483,06 | 424 115,45 |
| Compte de gestion | résultat de clôture exploitation n | 7 397 269,06 | 4 343 120,07 | 4 874 766,21 | 7 345 779,69 | 6 971 883,21 |
| Compte administratif | résultat de clôture investissement hors RAR n | -3 778 724,22 | -307 129,59 | -1 307 113,42 | -5 017 483,06 | 424 115,45 |
| Compte administratif | résultat de clôture exploitation n hors RAR n | 7 397 269,06 | 4 343 120,07 | 4 874 766,21 | 7 345 779,69 | 6 971 883,21 |
| Écart | clôture investissement n | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Ecart | clôture exploitation n | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

*Sources : comptes de gestion et comptes administratifs de la commune de Villepinte*

### Tableau n° 3 : Contrôle affectation des résultats

| | en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Réserves N-1 | 133 073 106,76 | 142 270 127,15 | 148 834 486,67 | 151 837 428,00 | 163 881 172,17 |
| | Affectation résultat N-1 | 9 197 020,39 | 6 564 359,52 | 3 002 941,33 | 2 787 820,31 | 4 893 389,39 |
| | Régularisation emprunts antérieurs 1993 CM du 24 juin 2017 | | | | | - 274 564,70 |
| réserves+RAN+ résultat 2015 | Budget annexe Assainissement-Suite Loi NOTRé | | | | 9 255 923,86 | |
| | **Réserves 31/12/N** | **142 270 127,15** | **148 834 486,67** | **151 837 428,00** | **163 881 172,17** | **168 499 996,86** |
| *contrôles comptes au 31/12* | *1068 Excédents de fonctionnement capitalisés* | *142 671 740,78* | *149 236 100,30* | *152 239 041,63* | *164 282 785,80* | *168 901 610,49* |
| | *1069 Reprise 1997 sur excédents capitalisés* | *- 401 613,63* | *- 401 613,63* | *- 401 613,63* | *- 401 613,63* | *- 401 613,63* |
| | ***Total*** | ***142 270 127,15*** | ***148 834 486,67*** | ***151 837 428,00*** | ***163 881 172,17*** | ***168 499 996,86*** |
| | ***Écarts*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

*Sources : comptes de gestion et comptes administratifs de la commune de Villepinte*

### Tableau n° 4 : Contrôle des reports à nouveau

| | en euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | report à nouveau n-1 | 2 839 393,16 | 568 411,32 | 832 909,54 | 1 340 178,74 | 2 086 945,90 |
| | Résultat d'exploitation n-1 | 6 926 038,55 | 6 828 857,74 | 3 510 210,53 | 3 534 587,47 | 5 258 833,79 |
| | Affectation à la section investissement | - 9 197 020,39 | - 6 564 359,52 | - 3 002 941,33 | - 2 787 820,31 | - 4 893 389,39 |
| | **report à nouveau n** | **568 411,32** | **832 909,54** | **1 340 178,74** | **2 086 945,90** | **2 452 390,30** |
| *contrôles comptes au 31/12* | *110 Report à nouveau - solde créditeur* | *568 411,32* | *832 909,54* | *1 340 178,74* | *2 086 945,90* | *2 452 390,30* |
| | ***Écarts*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

*Sources : comptes de gestion et comptes administratifs de la commune de Villepinte*

Aucune anomalie n'a été constatée. Les comptes du budget annexe « assainissement » ont été correctement repris.

La régularisation liée à l'emprunt est analysée *infra*.

### Les fonds globalisés

Il s'agit de fonds reçus et affectés du fait de la loi, au financement global de la section investissement (contrairement aux subventions d'investissement qui financent des biens spécifiques).

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



Ces fonds s'élèvent à 53,27 M€ au 31 décembre 2017, contre 41,60 M€ fin 2013, soit une progression de 28,1 %. Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) et le taxe locale d'équipement, constituent l'essentiel de ces fonds, avec, respectivement un solde de 43,67 M€ et 7,80 M€ fin 2017.

### Les subventions d'investissements

Les subventions d'investissement que reçoit la commune peuvent être transférables ou non, selon qu'elles financent ou non des immobilisations amortissables.

Il a d'abord été contrôlé que les soldes figurant au bilan correspondent bien aux soldes figurant dans la balance générale des comptes de gestion.

**Tableau n° 5 : Subventions d'investissement**

| en euros (valeurs nettes) | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | variation 2013/2017 (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Subventions transférables | 282 654 | 237 937 | 207 144 | 1 878 989 | 399 730 | 41,4 |
| Subventions non transférables | 18 714 789 | 20 978 154 | 23 715 915 | 25 385 221 | 32 577 382 | 74,1 |
| **Total** | **18 997 443** | **21 216 091** | **23 923 059** | **27 264 210** | **32 977 112** | **73,6** |
| Comptes 131*Subventions transférables | 666 826 | 668 126 | 582 311 | 2 815 500 | 656 990 | |
| Comptes 139* Subv. transférées au compte de résultat | - 384 172 | - 430 189 | - 375 167 | - 936 511 | - 257 261 | |
| **Contrôles soldes subv. transférables** | **282 654** | **237 937** | **207 144** | **1 878 989** | **399 730** | |

*Source : comptes de gestion commune de Villepinte*

Ce contrôle est satisfaisant.

En 2017, la neutralisation des écritures liées au transfert du budget « assainissement », c'est-à-dire, sortie des immobilisations en comptes 21 et comptabilisation en compte 24, et soldes des autres écritures (amortissements, subventions...), via le compte 2492 « droit du remettant : mise à disposition dans le cadre du transfert de compétence », explique la diminution des subventions transférables en 2017, après l'augmentation de 2016 liée à l'intégration du budget assainissement.

Par ailleurs, la liste des subventions reçues par année par la commune a été fournie et a pu être rapprochée des suivis budgétaires par projet réalisés par la direction des affaires financières.

L'examen de la nature des subventions est effectué dans la partie « Analyse financière ».

### Les provisions pour risques liés aux garanties d'emprunts

La liste des emprunts garantis par la commune a été fournie (Q1VF10), et est bien identique à l'annexe B1.1 « État des emprunts garantis » du compte administratif 2017, avec une dette en capital garantie de 142 169 649,14 €.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 6 : Emprunts garantis**

| Bénéficiaires | Dette en capital (en €) |
|---|---|
| Antin résidences | 16 633 250,23 |
| Arepa. | 700 000,00 |
| Ass. de Villepinte | 3 900 000,00 |
| Efidis sa d'HLM | 29 097 657,77 |
| Immobilière 3F | 10 598 234,86 |
| Logement francilien | 4 944 370,34 |
| Maison du cil | 12 154 346,00 |
| OPH Seine-St-Denis | 24 366 288,92 |
| Osica | 178 776,96 |
| Plurial Novilia ex effort remois | 4 960 271,60 |
| SA d'HLM France habitation | 17 410 944,18 |
| SA d'HLM Toit et joie | 4 866 205,80 |
| SA HLM batigere Île-de-France | 2 301 633,14 |
| SA HLM Logirys | 1 285 437,44 |
| Ste nationale immobilière | 4 801 267,06 |
| Vilogia | 3 970 964,84 |
| **Total** | **142 169 649,14** |

*Source : réponse Q1VF10 de la commune*

La commune a indiqué dans l'une de ses réponses au deuxième questionnaire que *« les organismes auxquels la ville a garanti des prêts sont en majorité des bailleurs sociaux dans le cadre de rénovation ou construction de logements sociaux.*

*Tous les ans ces organismes communiquent leur situation financière.*

*Ces documents financiers ne font pas l'objet par la ville d'un contrôle approfondi compte tenu du manque de ressource en interne ».*

Pour rappel, il n'est pas obligatoire de provisionner dans le cas de garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux. Toutefois, les comptes de ces sociétés ont été produits et ils ne suscitent pas d'inquiétudes quant à leur santé financière.

**Les emprunts et dettes assimilés**

Il a été contrôlé que les soldes figurant au bilan sont égaux au capital restant dû au 31 décembre de chaque exercice (annexe A.2.2 « État de la dette – répartition par nature de dette » du compte administratif).

Au cours d'une des missions sur place, la directrice des finances a indiqué qu'aucun emprunt n'a été souscrit en 2018.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



**Tableau n° 7 : Contrôle de concordance des différents états**

| en euros (valeurs nettes) | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Emprunts auprès des établiss. de crédits (bilan) | 18 688 665 | 17 248 005 | 22 411 118 | 20 531 258 | 24 936 759 |
| Emprunts et des financières divers (bilan) | 6 424 046 | 6 591 189 | 670 137 | 856 290 | 679 140 |
| dont compte 165 "dépôts et cautions reçus" | - 18 333 | - 17 933 | - 25 629 | - 25 246 | - 24 912 |
| dont compte 16884 "Intérêts courus sur emprunts" | - 327 350 | - 304 220 | - 264 516 | - 234 792 | |
| **Total emprunts au bilan** | **24 767 027** | **23 517 039** | **22 791 110** | **21 127 510** | **25 590 987** |
| **1 - Contrôle des comptes concernés au compte de gestion** | | | | | |
| compte 1641 "emprunts auprès des éts de crédits " | 18 361 315 | 16 943 784 | 22 146 602 | 20 296 466 | 24 936 759 |
| compte 16818 "autres emprunts" | 6 159 067 | 6 372 285 | 82 863 | 348 464 | 93 888 |
| compte 1687 "autres dettes" | 246 645 | 200 970 | 561 645 | 482 580 | 560 340 |
| **Total emprunts** | 24 767 027 | 23 517 039 | 22 791 110 | 21 127 510 | 25 590 987 |
| **Écarts** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | |
| **2 - Contrôle avec annexe A.2.2 du compte administratif** | | | | | |
| "1641 - emprunts auprès des éts de crédits " | 26 306 738 | 24 889 208 | 24 154 686 | 27 476 997 | 24 936 759 |
| "168 - emprunts et dettes assimilés" | 549 313 | 714 248 | 644 508 | 637 980 | 560 340 |
| Total Annexe A.2.2 | 26 856 051 | 25 603 456 | 24 799 194 | 28 114 977 | 25 497 099 |
| **Écarts** | **- 2 089 025** | **- 2 086 417** | **- 2 008 083** | **- 6 987 467** | **93 888** |
| - | | | | | |
| **3 - Contrôle ICNE[50]** | | | | | |
| compte 16884 "intérêts courus sur emprunts" | - 327 350 | - 304 220 | - 264 516 | - 234 792 | 0 |
| ICNE de l'exercice mentionnés dans l'annexe A.2.2 | 323 078 | 304 281 | 264 590 | 231 972 | 219 490 |
| **Écarts** | **- 4 272** | **60** | **74** | **- 2 820** | **219 490** |

*Sources : comptes administratifs et comptes de gestion de la commune de Villepinte*

Les écarts entre le compte de gestion et l'annexe A.2.2 du compte administratif : Au 31 décembre 2016, un écart cumulé de 6 987 467 € subsistait. Cet écart a été régularisé fin 2017.

En 2017, un écart de 93 888 € apparait, représentant le solde du compte 16818 – Emprunts autres prêteurs et subsiste au 31 décembre 2018 (cf. balance 2018 Anafi). La commune indique que ce compte devrait être soldé et qu'elle va se rapprocher de la trésorerie procéder à sa régularisation.

Enfin, fin 2017, les écritures des intérêts courus non échus n'ont pas été correctement passées. En effet, si le compte de charge a bien été débité, en revanche la contrepartie a été comptabilisée sur le compte 408, et non le compte 16884 - Intérêts courus.

[50] ICNE : Intérêts courus non échus.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 4. Immobilisations « Migration »

## Tableau n° 1 : Liste des immobilisations « Migration »

| Désignation du bien | Catégorie inventaire | Date | Valeurs brutes | |
|---|---|---|---|---|
| Migration compte 2031 | Frais d'études | 03/11/08 | 1 981 454,50 | |
| Migration compte 2033 | Frais d'insertion | 03/11/08 | 34 627,64 | |
| Migration compte 20418 | Subventions d'équipements versées | 03/11/08 | 378 739,35 | |
| Migration compte 2111 | Terrains nus | 03/11/08 | 78 511,08 | |
| Migration compte 2115 | Terrains bâtis | 03/11/08 | 1 348 911,21 | |
| Migration compte 2128 | Autres agencements de terrains | 03/11/08 | 1 283 117,83 | |
| Migration compte 21311 | Hôtel de Ville | 03/11/08 | 1 490 939,99 | |
| Migration compte 21312 | Bâtiments scolaires | 03/11/08 | 22 262 026,78 | |
| Migration compte 21316 | Cimetières | 03/11/08 | 6 209,63 | |
| Migration compte 21318 | Autres bâtiments publics | 03/11/08 | 15 332 318,98 | |
| Migration compte 2135 | Installations générales agencements constructions | 03/11/08 | 3 613 193,87 | |
| Migration compte 2138 | Autres constructions | 03/11/08 | 11 950,00 | |
| Migration compte 2151 | Réseaux de voirie | 03/11/08 | 2 807 414,99 | |
| Migration compte 2152 | Installations de voirie | 03/11/08 | 155 166,81 | |
| Migration compte 21533 | Réseaux câblés | 03/11/08 | 102 568,12 | |
| Migration compte 21534 | Réseaux électrification | 03/11/08 | - 8 998,70 | |
| Migration compte 21538 | Autres réseaux | 03/11/08 | 3 986,13 | |
| Migration compte 21578 | Autres mat et outillage voirie | 03/11/08 | 130 990,84 | |
| Migration compte 2158 | Autres installations, matériels et outillage | 03/11/08 | 2 082,09 | |
| Migration compte 2161 | Œuvres d'art | 03/11/08 | 21 586,78 | |
| Migration compte 2168 | Autres collections et œuvres d'art | 03/11/08 | 23 773,08 | |
| Migration compte 2182 | Matériels de transport | 03/11/08 | 109 821,41 | |
| Migration compte 2183 | Matériels de bureau et informatique | 03/11/08 | - 8 664,31 | |
| Migration compte 2184 | Mobilier | 03/11/08 | 59 667,16 | |
| Migration compte 2188 | Autres immobilisations corporelles | 03/11/08 | 804 664,85 | |
| **Sous-total immobilisations incorporelles et corporelles** | | | | **52 026 060,11** |
| Migration compte 2312 | Agencements de terrains - en cours | 03/11/08 | 1 418 837,68 | |
| Migration compte 2313 | Constructions - en cours | 03/11/08 | 17 285 468,99 | |
| Migration compte 2315 | Installations matériels outillage - en cours | 03/11/08 | 32 234 934,15 | |
| Migration compte 2318 | Autres immobilisations corporelles - en cours | 03/11/08 | 56 603,72 | |
| Migration compte 237 | Avances et acomptes sur immo. incorporelles | 03/11/08 | 322 734,57 | |
| **Sous-total immobilisations en cours** | | | | **51 318 579,11** |
| Migration compte 261 | Titres de participation | 03/11/08 | 220 213,66 | |
| Migration compte 274 | Prêts | 03/11/08 | 8 842 043,00 | |
| Migration compte 275 | Dépôts et cautionnements versés | 03/11/08 | 77 978,59 | |
| Migration compte 27633 | Créances sur département | 03/11/08 | 1 393,52 | |
| Migration compte 27638 | Créances sur autres établissements publics | 03/11/08 | 8 125,99 | |
| **Sous-total immobilisations financières** | | | | **9 149 754,76** |
| **Total** | | | **112 494 393,98** | **112 494 393,98** |

*Source : État de l'actif au 31 décembre 2017*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 5. Les compétences de la CA Terres de France

| Compétences, intérêts communautaires, actions | |
|---|---|
| **Action sociale** | |
| Mise en place d'un outil de connaissance et de suivi permettant de dresser un état des lieux des politiques et des actions sociales | CA Terres de France |
| **Aménagement** | |
| Parc de stationnement d'intérêt communautaire (études d'aménagement du pole gare du parc des expositions et de Villepinte Sausset | CA Terres de France |
| Voirie d'intérêt communautaire (pôles vert galant et Sevran Beaudottes) | CA Terres de France |
| Aménagement du parc du Rû du Sausset (compétence depuis 2014) | CA Terres de France |
| Zac sud CDG | CA Terres de France |
| Organisation des transports urbains transféré en bloc (gestion gares Beaudottes et vert galant avec Seapfa- Fileo-MO travaux Axe 15 -MO travaux mise accessibilité arrêts de bus-études gare PIEX Villepinte Sausset) | CA Terres de France |
| **Culture** | |
| Organisation ou financement de résidences artistiques, d'expositions ou d'événements à vocation artistique ou patrimoniale associant au moins deux communes du territoire et intéressant l'ensemble des habitants du territoire | CA Terres de France |
| Organisation ou soutien à des manifestations culturelles se déroulant dans au moins deux communes ou dont le rayonnement et l'audience dépassent les limites communales et qui contribuent à l'identification du territoire communautaire | CA Terres de France |
| Soutien aux pratiques artistiques amateurs par la mise en place d'actions de qualification et de formation associant artistes professionnels et amateurs et se déroulant sur au moins deux communes du territoire ou s'adressant à l'ensemble des habitants du territoire | CA Terres de France |
| **Développement durable, cadre de vie, transition énergétique** | |
| Organisation et soutien d'actions tendant à favoriser la maîtrise et la rationalisation de la consommation de l'énergie sur au moins deux communes du territoire ou s'adressant à l'ensemble des habitants du territoire / Points info NRJ / Agence locale de l'NRJ/ | CA Terres de France |
| Élaboration d'un plan climat-air-énergie | CA Terres de France |
| **Développement économique (aménagement et gestion des ZAE, Actions de promotion)** | |
| Accompagnement des créateurs d'entreprise | CA Terres de France |
| Actions de soutien à des structures ou à des projets de l'économie sociale et solidaire sur le territoire de la Communauté d'agglomération | CA Terres de France |
| Pole de l'innovation et des échanges Plaine de France CDG | CA Terres de France |
| **Eau, assainissement** | |
| Assainissement | Villes |
| **Emploi/formation/insertion** | |
| Négociation, coordination et passation de dispositifs contractuels visant à l'insertion économique avec les entreprises qui conduisent ou réalisent des opérations d'aménagement ou des chantiers d'un coût supérieur à 15 Millions d'euros ou sur demande de la ville concernée en cas de montant inférieur à 15 Millions d'euros. | CA Terres de France |
| Organisation et soutien d'initiatives en matière d'insertion économique et sociale intéressant l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération | CA Terres de France |
| **Finances - Ressources humaines** | |
| Fonds européens - Dispositifs contractuels | CA Terres de France |

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



| Compétences, intérêts communautaires, actions | |
|---|---|
| **Gestion des déchets et assimilés** | |
| Collecte, enlèvement, valorisation et traitement des ordures ménagères | CA Terres de France et CA de l'Aéroport du Bourget |
| Déchets dangereux des ménages | CA Terres de France |
| Collecte, enlèvement, valorisation et traitement des déchets industriels banals | CA Terres de France et CA de l'Aéroport du Bourget |
| Construction, aménagement, exploitation et gestion des déchetteries | CA Terres de France |
| Déchets verts | CA Terres de France |
| Soutien au compostage à domicile | CA Terres de France |
| **Habitat** | |
| PLH intercommunal et observatoire | CA Terres de France |
| Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage du SEAPFA | SEAPFA (par délégation des 5 villes) |
| **PLU** | **Villes** |
| **Politique de la ville (animation et suivi du CVI / animation du NPNRU / suivi des thématiques santé, jeunesse, accès aux droits, prévention de la délinquance selon l'entrée PV)** | |
| Lutte contre la fracture numérique par la mise en (œuvre d'équipements informatiques à vocation pédagogique dans les établissements scolaires des villes de la communauté d'agglomération / TNI | CA Terres de France |
| Dresser un état des lieux des dispositifs contractuels de développement urbain et social d'IC en cours ou a venir sur territoire | CA Terres de France |
| Rédaction du contrat de ville intercommunal | CA Terres de France et CA de l'Aéroport du Bourget |
| Organisation ou soutien d'initiatives permettant d'agir contre les discriminations ou les inégalités et intéressant l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération / AAP Associatif / Aide aux permis de conduire / Emplois d'avenir | CA Terres de France et CA de l'Aéroport du Bourget |
| Dresser un état des lieux des dispositifs locaux de prévention délinquance sur le territoire, soutien à projets ou actions de prévention délinquance se déroulant sur au moins deux communes ou s'adressant à l'ensemble des habitants | CA Terres de France |
| **Services et équipements communautaires** | |
| Cimetière intercommunal / SEAPFA | CA Terres de France |
| Création et gestion d'un crématorium intercommunal | CA Terres de France |
| **Sport** | |
| Compétence facultative : Soutien à la diversité du cinéma par le financement d'actions ou d'aides à l'équipement des salles publiques, associatives ou en régie autonome implantées sur les communes du territoire de la communauté d'Agglomération Terres de France | CA Terres de France |
| Organisation ou soutien à des manifestations s'adressant à des populations spécifiques sur l'ensemble du territoire communautaire, comme le sport et le handicap | CA Terres de France |
| Réalisation d'opérations ponctuelles pour encourager la découverte ou la pratique de loisirs sportifs sur l'ensemble du territoire communautaire | CA Terres de France |
| Colisée | CA Terres de France |

*Source : document remis par la commune de Villepinte*

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021



# Annexe n° 6. Glossaire des sigles

| | |
|---|---|
| **AFTRP** | Agence foncière et technique de la région parisienne |
| **AP** | Autorisations de programme |
| **CA** | Communauté d'agglomération |
| **CAF** | Capacité d'autofinancement |
| **CAFT** | Communauté d'agglomération Terres de France |
| **CFE** | Cotisation foncière des entreprises |
| **CGCT** | Code général des collectivités territoriales |
| **CP** | Crédits de paiement |
| **CPS** | Compensation de la part salaire |
| **CPS** | Compensation part salaires |
| **CRACL** | Comptes rendus annuels d'activité à la collectivité locale |
| **DGA** | Directeur général adjoint |
| **DGF** | Dotation globale de fonctionnement |
| **DGFip** | Direction générale des finances publiques |
| **DSP** | Délégation de service public |
| **EPCI** | Établissement public de coopération intercommunale |
| **EPT** | Établissement public territorial |
| **ETP** | Équivalent temps plein |
| **FCCT** | Fonds de compensation des charges territoriales |
| **FCTVA** | Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée |
| **Mapa** | Marchés à procédure adaptée |
| **MGP** | Métropole du Grand Paris |
| **PLU** | Plan local d'urbanisme |
| **Sem** | Société d'économie mixte |
| **SUR** | Solidarité et au renouvellement urbains |
| **TCA** | Traité de concession d'aménagement |
| **TH** | Taxe d'habitation |
| **Zac** | Zone d'aménagement concertée |

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

# REPONSE

## DE MADAME MARTINE VALLETON
## MAIRE DE LA COMMUNE DE VILLEPINTE
## (*)

(*) ***Cette réponse jointe au rapport engage la seule responsabilité de son auteur, conformément aux dispositions de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières.***

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

**Archivé:** lundi 7 juin 2021 13:59:16
**De:** Guillaume SEGALA
**Envoyé:** lundi 7 juin 2021 13:52:43
**À:** greffeidf
**Cc:** DUMOULIN, Nadia
**Sujet:** Courrier de réponse-Contrôle N° 2018-0171
**Importance:** Haute
**Confidentialité:** Normale
**Pièces jointes:**
Réponses au rapport définitif CRC.PDF ;

Chambre Régionale des Comptes
d'Ile-de-France
G/0412
Le 07/06/2021
ARRIVÉE AU GREFFE

**Attention** : ce courriel ne provient pas des JF, traitez-le avec prudence

A l'attention de Nadia Dumoulin

Madame,

Suite à notre conversation de ce matin, je vous prie de trouver ci-joint le courrier réponse de Madame le Maire.

Je vous serai reconnaissant de me confirmer la bonne réception de ce courrier et de me dire si je dois vous le faire parvenir par un autre moyen (dépôt sur la plateforme, courrier postal…).

Je vous remercie par avance de votre retour.

Bien cordialement.

**Guillaume Ségala**
**Directeur Général des Services**

VILLE DE VILLEPINTE

Mairie de Villepinte
Place de l'Hôtel de Ville
93420 VILLEPINTE
Tél. : 01 41 52 53 00
Port : 06 17 38 96 88
gsegala@ville-villepinte.fr

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

VILLE DE VILLEPINTE

**Hôtel de Ville**
Place de l'Hôtel de Ville
93420 Villepinte
Tél. : 01 41 52 53 00
Mail : courrier@ville-villepinte.fr
**www.ville-villepinte.fr**

Monsieur Le Président
Chambre Régionale des Comptes
6 Cour des Roches - Noisiel BP 187
77315 Marne la Vallée Cedex 2

Villepinte, le 7 juin 2021

**Direction de la Communication**
**Affaire suivie par : Guillaume SEGALA**

**Référence : MV/GS/SQ : 2021-01**

Monsieur Le Président,

Par courrier en date du 17 juillet 2018 je vous avais sollicité afin qu'un contrôle soit exercé au sein de ma collectivité concernant particulièrement le fonctionnement des régies au service des sports.

Un contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Villepinte portant sur les exercices 2013 à 2018 a été réalisé par vos équipes et vous m'avez adressé le 28 avril dernier le rapport d'observations définitives.

Ce rapport témoigne d'un long travail mené par les magistrats de la Chambre avec le concours plein et entier des services municipaux concernés dans le contexte sanitaire particulièrement complexe que nous avons traversé. Je vous sais d'ailleurs gré d'avoir bien voulu tenir compte de ce contexte dans les délais que vous avez octroyés à la Ville de Villepinte pour répondre aux observations provisoires.

Je constate par ailleurs qu'entre sa version provisoire et le rapport définitif, la Chambre a bien voulu prendre en compte nombre d'observation et compléments qui lui ont été communiqués par la Commune, même si des divergences d'appréciation peuvent demeurer sur certains aspects.
La chambre a porté son examen sur plusieurs thématiques la fiabilité des comptes, la situation financière de la collectivité, la ZAC de la Pépinière et la Commande Publique.

En préalable, j'ai pris bonne note de la remarque de la Chambre sur la nécessité de renforcer la fonction financière. Cette démarche est d'ores et déjà enclenchée. Comme je l'avais indiqué dans les éléments de réponses aux observations provisoires, un poste d'agent de catégorie A a été créé auprès du Directeur Général Adjoint en charge des Ressources avec pour mission l'optimisation des recettes de la collectivité, que ce soit en fonctionnement comme en investissement. En outre, a été créé une Direction de la Modernisation et de la Prospective. Ces différents renforts vont contribuer à développer une véritable culture de gestion à l'échelle de la collectivité.

La fiabilité des comptes de la commune doit être améliorée et je confirme les engagements pris par la commune de mettre en place les mesures nécessaires pour y parvenir. Cependant, si un certain nombre d'opérations relèvent du seul ordonnateur, et notamment l'apurement des comptes d'immobilisations en cours, d'autres relatives à l'état de l'actif notamment ne peuvent se faire sans l'appui des services de la Trésorerie de Tremblay. Or celle-ci ne disposant semble-t-il pas à ce jour des ressources suffisantes, un certain délai pourrait être nécessaire pour mener à bien toutes les actions nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

**Sur la situation financière de la collectivité**, je note avec satisfaction que la Chambre indique qu'elle est comme observée par la Chambre, les finances de la commune ont subi un effet de ciseau relativement important sur la fin du mandat précédent (2008-2014) avec une augmentation des dépenses de fonctionnement alors même que la Dotation Globale de Fonctionnement était en diminution (en moyenne 10% par an sur la période considérée. Les mesures de bonnes gestion mise en œuvre par la nouvelle municipalité à compter de 2014 ont permis de stabiliser les dépenses réelles de fonctionnement et ainsi de réduire l'effet de ciseau. Dans le même temps les dépenses d'équipement ont été adaptées à la capacité d'autofinancement de la collectivité et le recours à l'emprunt a été limité. Ainsi la capacité de désendettement de moins de 5 ans à la fin de l'exercice 2020 est bien inférieure au seuil d'alerte communément fixé à 12 ans.

Ces mesures de bonne gestion seront bien entendu maintenues afin de maintenir les capacités financières de Villepinte.

En revanche, je ne partage pas l'analyse de la Chambre quant à l'ampleur de l'impact des écritures de régularisation à effectuer, plusieurs dizaines d'années après, pour la liquidation de la SEMAVILLE. Cette société a fait l'objet d'une liquidation dans les années 1990. Les recherches effectuées dans les archives, avec l'aide du Trésorier, ont bien permis d'identifier que deux avances avaient été faites par la ville à la SEMAVILLE pour un montant total de 9,16 millions d'euros. Mais ces avances sont en partie couvertes par la valeur des actifs de la SEMAVILLE d'un montant de plus de 6,74 millions d'euros, qui ont été cédées à la commune. Aussi la perte sur créance irrécouvrable à régulariser par la commune ne serait donc plus de 9,16 millions d'euros mais 2,42 millions. Compte tenu de l'ancienneté du fait générateur et de sa complexité, et comme je vous l'indiquais dans mes réponses à vos observations provisoires, la ville mandatera un cabinet d'expertise comptable afin d'être accompagnée dans les écritures de régularisation. Elles auront quoiqu'il en soit un impact sur les comptes de la commune et devront être étalées sur plusieurs exercices.

Pour la **ZAC de la Pépinière**, je rappelle que les principales modifications apportées au contrat de concession datent de 2015, avant que les règles de passation des avenants ne soient encadré par les textes.

C'est donc en tenant compte des deux critères que sont les modifications substantielles de l'objet du contrat et la modification de la charge du risque que la procédure appliquée par la ville de Villepinte a été retenue. Or l'évolution du programme de construction a consisté à modifier la part de la surface plancher affectée au logement sans modifier ni la constructibilité totale ni l'affectation dominante au logement.

Par ailleurs, si l'évolution du chiffre d'affaire de la concession a connu une augmentation relativement conséquente, il convient d'en déduire le coût des travaux que Grand Paris Aménagement réaliserait à la place de la commune de Villepinte et dont le financement incombait à la commune de Villepinte. Il a été considéré que ces modifications ne constituaient pas des modifications substantielles.

Enfin, s'agissant de la **Commande Publique**, la Chambre souligne à juste titre la réorganisation de la Direction de la Commande Publique avec les recrutements de juriste et de gestionnaire des achats. Ces mesures avec la diffusion prochaine du guide de la commande publique, la mise en œuvre de réunions de concertation avec les directions opérationnelles et le paramétrage du système d'information pour une meilleure computation des seuils de marché, permettront de répondre aux recommandations de la Chambre.

Voici donc les éléments de réponses que je souhaitais vous apporter.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Président, à l'expression de ma considération distinguée.

MAIRIE DE VILLEPINTE R.F. Seine-Saint-Denis

**Le Maire,**
**Conseiller Départemental de la Seine-Saint-Denis**

**Maire de Villepinte**

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Île-de-France :
www.ccomptes.fr/fr/crc-ile-de-france

**Chambre régionale des comptes Île-de-France**
6, Cours des Roches
BP 187 NOISIEL
77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2
Tél. : 01 64 80 88 88
www.ccomptes.fr/fr/crc-ile-de-france

Accusé de réception en préfecture
093-219300787-20210707-2021-101-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021